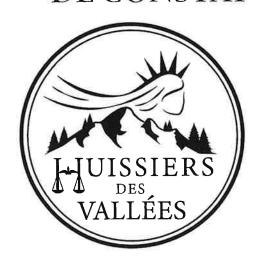


DE CONSTAT



SARL HUISSIERS DES VALLÉES

Rosemary BISON & Aurélie TABOURET

COMMISSAIRES DE JUSTICE ASSOCIÉS

OFFICE DE ST-JEAN-DE-MAURIENNE ZI du Pré de la Garde 48 Chemin du Pré de la Garde 73300 ST JEAN DE MAURIENNE 04.79.64.01.78

contact.sjm@huissiersdesvallees.com

OFFICE DE BOURG-ST-MAURICE 202 Route de Montrigon Immeuble Le Grand Coeur - Bâtiment B 73700 BOURG SAINT MAURICE 04.79.07.07.88

contact.bsm@huissiersdesvallees.com



PROCES-VERBAL DESCRIPTIF

SARL HUISSIERS DES VALLEES Rosemary BISON & Aurélie TABOURET

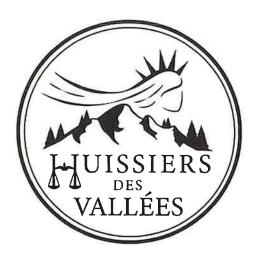
Commissaires de Justice Associés

ZI DU PRE DE LA GARDE 48 CHEMIN DU PRE DE LA GARDE

73300 - SAINT JEAN DE MAURIENNE

Tel: 04.79.64.01.78

contact.sjm@huissiersdesvallees.com



Dossier n°14502

JEUDI VINGT MARS DEUX MILLE VINGT-CINQ A 09 heures 30

A LA REQUETE DE :

La CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE YERRES – CROSNE, caisse de crédit mutuel dont le siège social se situe 10 Rue Marc Sangnier à YERRES (91330), immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'EVRY sous le numéro 500 808 969, agissant poursuites et diligences de son représentant légal en exercice, domicilié en cette qualité audit siège,

Faisant élection de domicile et ayant constitué avocat au cabinet de la SELARLU Elodie CHOMETTE AVOCAT, Avocat au Barreau d'ALBERTVILLE, en la personne de Maître Elodie CHOMETTE,

Et ayant pour avocat plaidant Maître Emmanuelle GUEDJ, membre de la SELARL CABINET D'AVOCATS GUEDJ HAAS-BIRI, Avocat au Barreau de l'Essonne, 42 Ter Rue de Corbeil à LISSES (91090),

Lequel m'ayant préalablement exposé que poursuivant la saisie immobilière d'un bien immobilier appartenant à :

Agissant en vertu de :

Garanti par une inscription d'un privilège de prêteur de deniers, publiée au service de la publicité foncière de CHAMBERY (2ème bureau) le 05/03/2020 sous les références Volume 2020V n°1963,

D'un commandement valant saisie immobilière signifié par acte de la SAS CD JUSTITIA, Commissaires de Justice associés Eric MARTINEZ Manon LONGUEVILLE, en date du 28 janvier 2025,

Et des articles R322-1 à 322-3 du Code de Procédure Civile d'exécution,

Et en l'absence de paiement intégral des sommes dues dans le délai de 8 jours imparti à :

Qu'il convient de procéder à la description du bien immobilier sis :

Résidence Le Cheval Blanc 20 Rue des Bettets Valfréjus 73500 MODANE

DEFERANT A CETTE REQUISITION

Je, Rosemary BISON, Commissaire de Justice associée au sein de la SARL HUISSIERS DES VALLEES titulaire d'un Office dont le siège social est situé à SAINT JEAN DE MAURIENNE (73300), 48 Chemin du Pré de la Garde, et d'un Office situé 202 Route de Montrigon à BOURG SAINT MAURICE (73700), soussignée,

ME SUIS RENDUE CE JOUR

Résidence Le Cheval Blanc 20 Rue des Bettets Valfréjus 73500 MODANE

OÙ ÉTANT J'AI PROCÉDÉ AUX CONSTATATIONS SUIVANTES :

Il est ici précisé que préalablement à mes constatations j'ai tenté de contacter à plusieurs reprises , par téléphone et par courriel, selon les coordonnees transmises par mon requérant, en vain. Par conséquent je n'ai pas pu obtenir les informations concernant l'état d'occupation du bien immobilier objet de la présente procédure.

Je me suis alors rendue sur place le mardi 4 mars 2025.

Là étant j'ai frappé à la porte du logement n°60 de la résidence dénommée Le Cheval Blanc, mais personne ne m'a répondu.

Je me suis ensuite rendue dans le hall de l'immeuble où j'ai pu identifier sur le panneau d'affichage le téléphone d'une conciergerie.

J'ai contacté le numéro de téléphone de la conciergerie affiché.

La personne qui m'a répondu m'a déclaré être concierge. Il m'a indiqué que lui avait bien confié un mandat de conciergerie pour son appartement, dont il a les clés, mais qu'à ce jour il n'a plus aucune nouvelle de qu'il n'arrive plus à joindre. Il me précise que le logement ne fait l'objet d'aucun contrat de location et n'est actuellement pas occupé. Il me confirme qu'il se tient à ma disposition pour ouvrir les lieux et procéder à toutes constatations utiles.

Dont acte.

de me suis ensuite retirée aux fins de fixer ultérieurement un rendez-vous avec un diagnostiqueur et

Ledit rendez-vous à été fixé ce jour, le jeudi 20 mars 2025 à 09h30.

Je me suis de nouveau rendue sur place ces jour et heure,

Là étant,

En présence de :

, concierge, lequel a procédé à l'ouverture des lieux puis s'est retiré,
Monsieur Stéphane FOURY, gérant de la société ARLIANE DIAGNOSTIC IMMOBILIER,
préalablement requis par mes soins aux fins de dresser l'ensemble des diagnostics techniques et
relevés de surface du bien immobilier objet de la présente procédure,

l'ai constaté ce que suit :

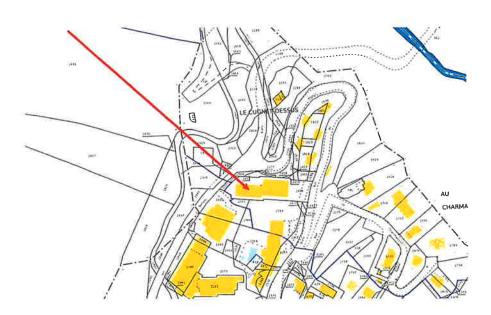
I) SITUATION DE L'IMMEUBLE :

Les biens et droits immobiliers dont s'agit dépendent d'un plus grand ensemble immobilier en copropriété consistant en une résidence dénommée LE CHEVAL BLANC,

Référencé au cadastre de la commune de MODANE (73), Station de Valfréjus,

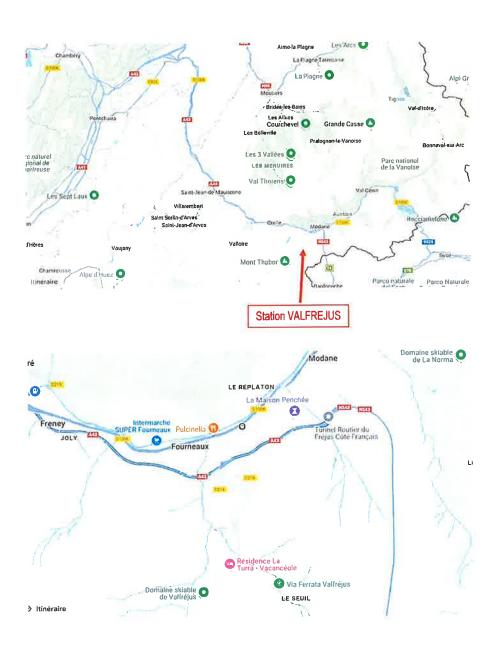
- Section F n°1814 Lieudit Le Cugnet Dessus pour une contenance de 0ha 04a 00ca,
- Section F n°2402 Lieudit Le Cugnet Dessus pour une contenance de 0ha 00a 46ca,
- Section F n°2405 Lieudit Le Charmaix Est pour une contenance de 0ha 05a 92ca,
- Section F n°2474 Lieudit Le Charmais Est pour une contenance de 0ha 16a 03ca,

Je reproduis ci-dessous un extrait de plan cadastral capturé sur le site Internet cadastre.gouv.fr



Dont ils composent le lot n°97 consistant en un appartement situé au niveau R+6, escalier B, portant le n°60 au plan et les 108/10.000èmes des parties communes générales de l'immeuble.

Cet ensemble immobilier se situe sur la commune de MODANE, commune du département de la Savoie, dans la vallée de la Maurienne.



L'accès s'effectue par l'autoroute A43 puis par la route départementale 216.

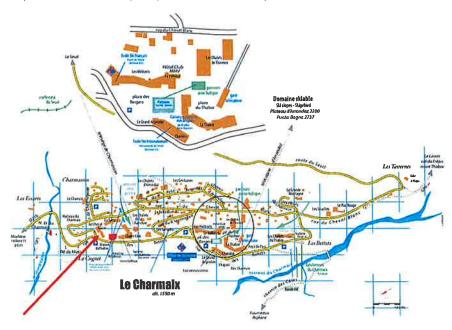
MODANE est une commune de 2879 habitants (INSEE 2022) frontalière avec l'Italie dont l'accès s'effectue par le Tunnel du Fréjus.

Il s'agit également d'une station touristique de sports d'hiver et d'été dénommée Valfréjus.

La résidence dénommée Le Cheval Blanc se situe à l'entrée de la station et à proximité des remontées mécaniques, du front de neige, de commerces de proximité et de parkings.

L'année d'achèvement des travaux de cette résidence est 1999.

Je reproduis ci-dessous une copie du plan de la station de Valfréjus.



II) DESCRIPTION DES BIENS IMMOBILIERS :

EXTÉRIEUR

La résidence Le Cheval Blanc est composée de deux corps de bâtiments mitoyens élevés de six niveaux sur rez-de-chaussée pour l'un et huit niveaux sur rez-de-chaussée pour l'autre. Cette résidence est équipée d'ascenseurs.

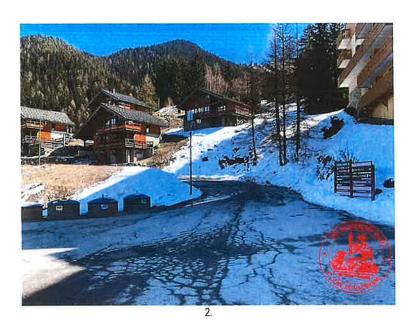
L'accès à l'intérieur de la résidence s'effectue au rez-de-chaussée de la façade Nord par un sas et un hall d'entrée.

Les façades extérieures de ce bâtiment sont recouvertes en partie basse de peinture de couleur beige et de parements de pierres, et en partie haute de bardage bois.

La résidence se situe à l'entrée de la station de Valfréjus, à l'intersection de la Rue des Bettets et de la Rue du Cheval Blanc. Elle fait face à un grand espace de parkings.



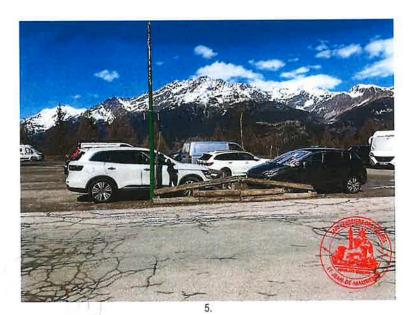
PHOTOGRAPHIES DE LA RUE





Page 9 / 74











FACADE NORD:













FACADE OUEST:

FACADE SUD:





Page 15 / 74

HALL D'ENTREE :





Page 16 / 74



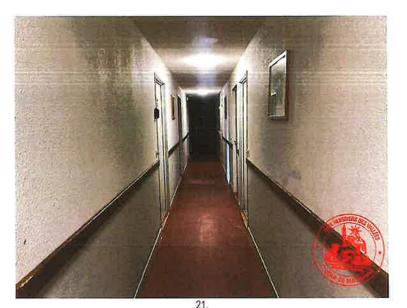
INTÉRIEUR

Le bien immobilier objet du présent procès-verbal descriptif se situe au niveau R+6, couloir de gauche en sortant de l'ascenseur, porte n°60.





Page 18 / 74







Page 19 / 74

a procédé à l'ouverture de la porte d'entrée puis s'est retiré,

J'ai constaté ce que suit :

J'observe immédiatement que l'électricité est coupée au moment de mes constatations,

Je note que le logement n'est pas occupé.

Le logement compose un appartement comprenant : un dégagement d'entrée avec coin montagne, une pièce de vie, une kitchenette, une chambre, une salle de bain, un WC et un balcon.

Page 20 / 74

DÉGAGEMENT D'ENTRÉE AVEC COIN MONTAGNE :

L'accès s'effectue par une porte d'entrée avec serrure centrale en état d'usage. Je relève un éclat sur le panneau intérieur, contre la poignée de la porte.

Le sol est recouvert d'un revêtement plastifié imitation bois en état d'usage.

Les plinthes sont en bois peintes en bordeaux en état d'usage, mais sur lesquelles je constate des éclats.

Les murs sont recouverts d'enduit de couleur blanche en bon état d'usage.

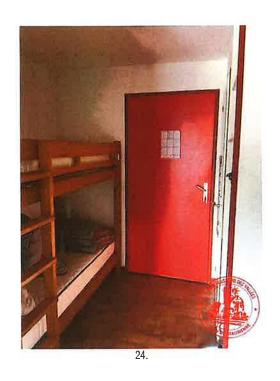
Le plafond est recouvert de crépi de couleur blanche en bon état d'usage. Je relève deux traces de reprises.

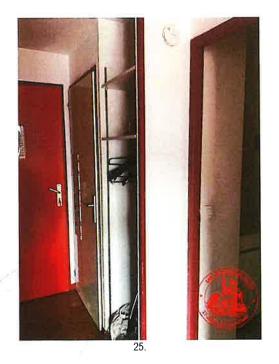
Cette pièce forme un léger arrondi au niveau de la cage d'escalier des parties communes de la résidence, ainsi qu'un renfoncement mural avec deux étagères et penderie.

La pièce est éclairée par un plafonnier.



23.

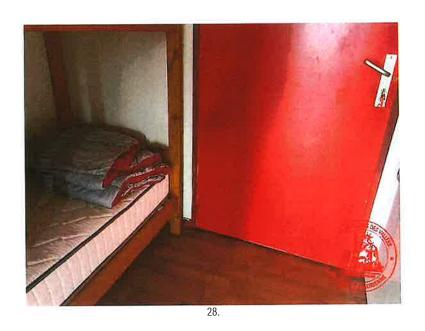




Page 22 / 74

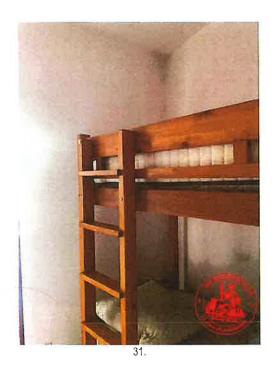






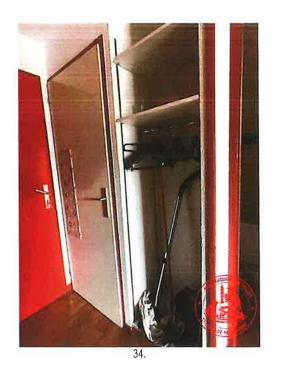














WC:

L'accès s'effectue par une porte plane de couleur beige, en état d'usage mais sur laquelle je relève quelques petits éclats et des taches. J'observe qu'un panneau en tissu est collé sur le panneau extérieur de cette porte.

Le sol est recouvert d'un revêtement plastifié imitation bois en état d'usage.

Les plinthes sont en bois peintes en bordeaux, en état d'usage.

Les murs sont recouverts d'enduit de couleur blanche sur lequel je constate des taches, des traces de rouleaux de peinture visibles ainsi que quatre gros trous sur le pan de mur à droite de l'entrée. Je note qu'une petite planche en bois avec des crochets est fixée au mur.

Derrière le cabinet d'aisance je relève la présence de trappes de visite renfermant le ballon d'eau chaude.

Le plafond est recouvert de crépi de couleur blanche en bon état d'usage à l'exception d'auréoles d'humidité et de trous le long du cadre de la trappe de visite.

La pièce est éclairée par un plafonnier.

Elle est aérée au moyen d'une grille VMC.

Elle est équipée d'un cabinet d'aisance à chasse dorsale dont l'abattant n'est pas droit.

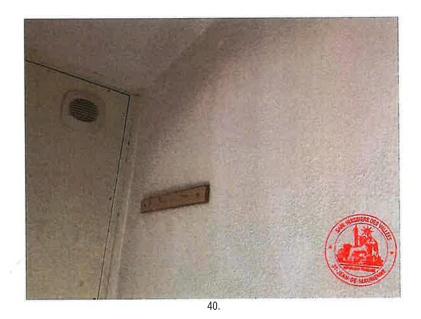


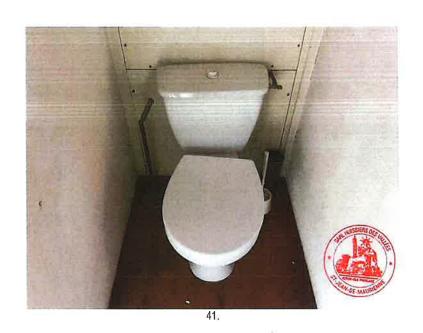










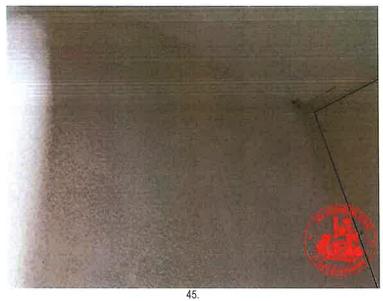






43.











SALLE DE BAIN:

L'accès s'effectue par une porte plane de couleur beige en bon état, mais qui est sale.

Le sol est recouvert d'un revêtement plastifié imitation bois en état d'usage.

Les plinthes sont en en bois peintes en blanc, en état d'usage.

Les murs sont recouverts d'enduit de couleur blanche en bon état d'usage qui présente quelques taches, quelques trous et une fissure et qui est poussiéreux. Ils sont également pour partie recouverts de faïence blanche et bleue en état d'usage mais dont les joints sont jaunis. Je relève un trou près du robinet.

Le plafond est recouvert d'enduit de couleur blanche en bon état d'usage. Je constate une petite fissuration au-dessus de la porte.

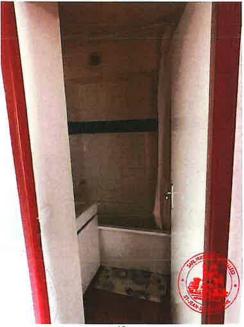
Cette pièce est équipée :

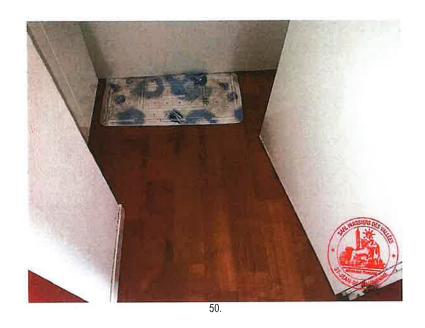
- D'une baignoire en résine en état d'usage mais qui présente un éclat autour de la bonde, avec rideau de douche et pommeau, en état d'usage,
- D'un meuble lavabo blanc ouvrant par deux portes en bon état d'usage,
- D'un miroir avec encadrement bois et étagères, en bon état.
- D'un porte-serviette en bois et de patères en bois fixés au mur, en bon état.

Cette pièce est aérée par une grille VMC.

Elle est éclairée par un néon mural.

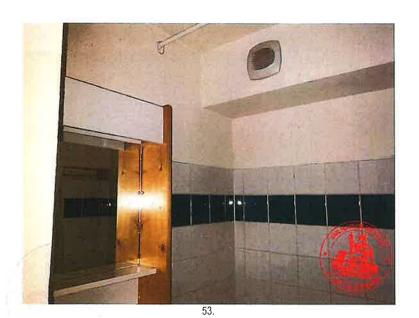
Elle est chauffée au moyen d'un sèche-serviette électrique en état de fonctionnement apparent.















Page 38 / 74







PIECE DE VIE :

L'accès s'effectue depuis le dégagement d'entrée par une ouverture sans porte.

Cette pièce forme un arrondi au niveau du mur mitoyen avec la cage d'escalier des parties communes de la résidence.

Le sol est recouvert d'un revêtement plastifié imitation bois en état d'usage mais qui est sale et qui présente des traces d'enfoncement et une coupure.

Les plinthes sont en bois peintes en bordeaux, en état d'usage, qui présentent quelques éclats.

Les murs sont recouverts d'enduit de couleur blanche qui est taché et qui se décolle au niveau de la partie arrondie de la pièce.

Le plafond est recouvert de crépi de couleur blanche en bon état d'usage.

Cette pièce est chauffée au moyen d'un convecteur électrique en état de fonctionnement apparent mais qui est sale et taché.

Elle est aérée par une porte-fenêtre avec baie vitrée ouvrant sur le balcon, équipée de rideaux occultants, le tout en bon état d'usage.

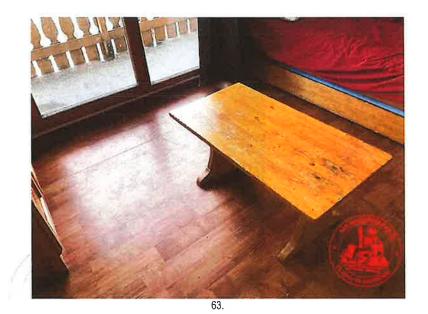
La pièce comprend un renfoncement mural renfermant le tableau électrique et le disjoncteur.

















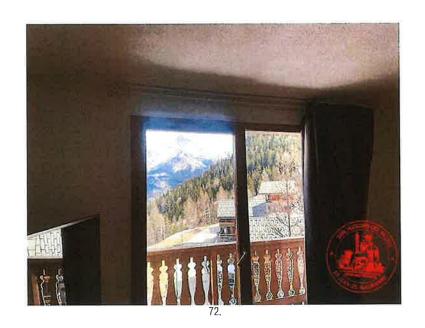




























KITCHENETTE:

L'accès s'effectue depuis le séjour par une ouverture sans porte.

Je constate que cette pièce est étroite.

Le sol est recouvert d'un revêtement plastifié imitation bois, en état d'usage.

Les plinthes sont en bois peintes en bordeaux, en état d'usage, je relève quelques éclats.

Les murs sont recouverts d'enduit de couleur blanche qui est taché et terne, et pour partie de faïence de couleur blanche qui est tachée et dont les joints sont jaunis.

Le plafond est recouvert de crépi de couleur blanche en bon état d'usage.

Cette pièce comprend un renfoncement mural avec deux étagères.

L'espace kitchenette comprend :

- Des éléments hauts avec niche et placard deux portes en bois, en état d'usage,
- Des éléments bas avec plaque de cuisson électrique, évier un bac inox et un placard une porte en bois, en état d'usage.

Cette pièce est éclairée par un néon mural.



81.





















CHAMBRE:

L'accès s'effectue par une porte plane de couleur beige qui est tachée et abîmée sur le panneau extérieur.

Le sol est recouvert d'un revêtement plastifié imitation bois, en état d'usage.

Les plinthes sont en bois peintes en bordeaux, en état d'usage, je relève quelques éclats.

Les murs sont recouverts d'enduit de couleur blanche en état d'usage mais qui présente de nombreuses taches. Je constate une longue fissure en haut du mur côté tête de lit.

Le plafond est recouvert de crépi de couleur blanche en bon état.

Cette pièce est chauffée au moyen d'un convecteur électrique en bon état de fonctionnement apparent.

Elle comprend un renfoncement avec étagères, penderie et rideau.

Elle est aérée par une fenêtre un battant ossature bois, en bon état d'usage.

Elle est éclairée par un plafonnier.







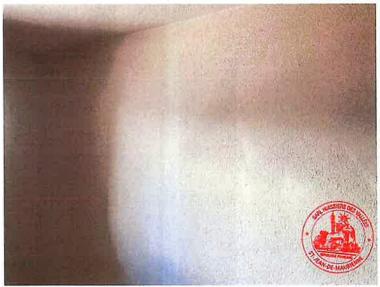
























Page 66 / 74





BALCON:

L'accès s'effectue depuis le séjour par la porte-fenêtre.

Le sol est composé d'une dalle en béton en état d'usage.

Elle est protégée par une rambarde en bois en bon état d'usage mais qui s'écaille.

J'ai pris plusieurs clichés photographiques de la vue depuis le balcon.



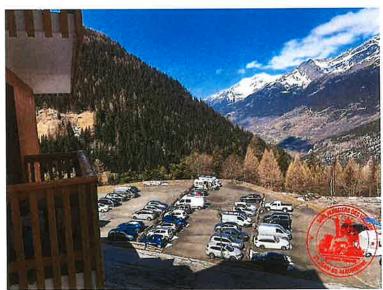




111



112







Page 71 / 74



Page 72 / 74

SUPERFICIE DU BIEN

Selon les relevés établis par le diagnostiqueur, Société ARLIANE DIAGNOSTIC IMMOBILIER, la superficie des biens immobiliers ci-dessus décrits est de :

Superficie Loi Carrez totale: 31,70m2,

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Un rapport de diagnostics techniques et superficies est établi par documents séparés par le diagnostiqueur, Société ARLIANE DIAGNOSTIC IMMOBILIER.

CONDITIONS D'OCCUPATION

Il est ici précisé que ce logement est actuellement inoccupé et semble ne faire l'objet d'aucun contrat de location en cours.

SYNDIC DE CO-PROPRIÉTÉ

L'immeuble dont dépend le bien immobilier ci-dessus décrit est géré par un Syndic : La SAS FONCIA CIMES DE SAVOIE sise Place du Marché à SAINT JEAN DE MAURIENNE (73300).

Il est ici précisé que j'ai contacté par téléphone la société FONCIA CIMES DE SAVOIE. La personne jointe m'a précisé que selon le dernier appel de provision du premier trimestre 2025 les charges s'élèvent à la somme de :

- 225€ environ au titre des charges courantes,
- 11€ environ au titre de l'appel pour les fonds de travaux.

J'ai pris bonne note de ces déclarations.

Mes constatations étant terminées je me suis retirée à 10h55.

Il est ici précisé que fermeture des lieux.

' est ensuite revenu sur place et s'est assuré de la bonne

La préparation de mon intervention avec le déplacement sur site, mes diligences et recherches ainsi que la rédaction du présent procès-verbal ont nécessité 2 heures de travail.

J'ai pris 116 clichés photographiques des lieux lesquels sont intégrés au présent procès-verbal de constat.

De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de constat pour servir et valoir ce que de droit à ma requérante.

Maître Rosemary BISON

Coût de l'acte

Les articles font référence au Code de Commerce

 Émoluments (Art R444-3)
 221,36€

 Emolument complémentaire (Art A444-18)
 375,00€

 Déptacement (Art R. 444-48)
 9,40€

 Sous total HT
 605,76€

 TVA à 20%
 121,15€

 TOTAL TTC
 728,91 €



Déjà plus de 15 années d'expérience à votre service

CONCLUSION DE L'EXPERTISE

AGENCE: ARLIANE Savoie - Accord Diag 73

2025-03-20-SFO-12251 20/03/2025

Localisation du ou des bâtiments

Département : 73500 Commune : MODANE Adresse : 20 Rue des bettets

Valfréjus-Rés. le Cheval Blanc- escalier B-

Références cadastrales :

Section cadastrale F, Parcelle(s) nº 1814, F2402, F2405, F2474.

Périmètre de repérage :

Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction.

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Etage: 6 porte: 60, Lot numéro Apt 97.







Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.

	Prestations	Conclusion
m²	Mesurage	Superficie Loi Carrez totale : 31,70 m² Surface au sol totale : 31,82 m²
8	DPE	Consommation conventionnelle : 275 kWh ep/m².an (Classe E) Estimation des émissions : 8 kg eqCO2/m².an (Classe B) Estimation des coûts annuels : entre 740 € et 1 030 € par an, prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 Méthode : 3CL-DPE 2021 N° ADEME : 2573E0957263U
3	Électricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation intérieure d'électricité n'était pas alimentée lors du diagnostic. Les vérifications de fonctionnement des dispositifs de protection à courant différentiel résiduel n'ont pu être effectuées.
0	ERP	Le bien est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels (Mouvement de terrain) Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques Zone sismique définie en zone 3 selon la règlementation parasismique 2011 Le bien est situé dans une commune à potentiel radon de niveau 3 ENSA: L'immeuble n'est pas concerné par un plan d'exposition aux bruits ENSA: Aucune nuisance aérienne n'a été identifiée sur le bien



Dé, a plus de 15 années d'experience à votre service

Attestation de surface privative



Numéro de dossier 2025-03-20-SFO-12251 20/03/2025

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir.

Extrait de l'Article 4-1 - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

Extrait Art.4-2 - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-l.

Loi ALUR N°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Art. 1)

Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département :.... Savoie Adresse :..... 20 Rue des bettets

Valfréjus-Rés. le Cheval Blanc-

escalier B-

Commune :...... 73500 MODANE

Réf. cadastrales : Section cadastrale F, Parcelle(s) nº

1814, F2402, F2405, F2474 Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Etage: 6 porte: 60, Lot numéro Apt

Désignation du propriétaire Désignation du clier* :

Nom et prénom : . Adresse :.....

Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)

Nom et prénom : SARL HUISSIERS DES VALLEES -

Maître BISON Rosemary

Adresse : ZI du Pré de la Garde 73300 ST JEAN DE MAURIENNE

Périmètre de repérage : Toutes parties accessibles sans démontage nl destruction

Désignation de l'opérateur de diagnostic

..... FOURY Stéphane Nom et prénom :

Raison sociale et nom de l'entreprise : ARLIANE Savoie - Accord Diag 73 73190 SAINT-BALDOPH

Numéro SIRET : 505214619

Désignation de la compagnie d'assurance : ... AXA

Numéro de police et date de validité : 10592956604 / 31/12/2025

La présente attestation ne préjuge nullement de la situation juridique des locaux mesurés.

Nous n'avons pas eu accès au règlement de copropriété et à l'état descriptif de division de l'immeuble dans lesquels sont situés les dits locaux. Nous ignorons donc si la surface mesurée correspond à celle des parties privatives d'un lot de copropriété telle qu'elle est définie par la loi N°96.1107 du 18 Décembre 1996 et par décret N°97.532 du 23 Mai 1997

Surface loi Carrez totale : 31.70 m² (trente et un mètres carrés soixante-dix) Surface au sol totale : 31,82 m² (trente et un mètres carrés quatre-vingt-deux)

ARLIANE Savoie - Accord Diag 73 | 175 Chemin des Grands Prés 73190 SAINT-BALDOPH | Tél.: 04.79.33.25.11 | email: contact@arlianesavoie.fr N°SIREN : 505214619 | Compagnie d'assurance : AXA n° 10592956604

Certificat de surface nº 2025-03-20-SF0-12251



Résultat du repérage

Date du repérage :

20/03/2025

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : **Néant**

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : En présence du donneur d'ordre

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

Parties de l'immeuble bâtis visitées	Lots	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Commentaires
6ème étage - Entrée	97	5,1	5,1	
6ème étage - Wc	97	1,02	1,02	
6ème étage - Salle de bain	97	2,36	2,36	
6ème étage - Coin nuit	97	6,34	6,34	
6ème étage - Cuisine	97	2,49	2,49	
6ème étage - Pièce à vivre	97	14,39	14,51	Hauteur inférieure à 1,80m

Superficie privative en m^2 du ou des lot(s):

Surface loi Carrez totale : 31,70 m² (trente et un mètres carrés soixante-dix) Surface au sol totale : 31,82 m² (trente et un mètres carrés quatre-vingt-deux)

Résultat du repérage - Parties annexes

Parties de l'immeuble bâtis visitées			Surface au sol	Motif de non prise en compte		
6ème étage - Balcon	97	0	3,1			

Fait à MODANE, le 20/03/2025

Par : FOURY Stéphane

Aucun document n'a été mis en annexe

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

ARLIANE Savoie - Accord Diag 73 | 175 Chemin des Grands Prés 73190 SAINT-BALDOPH | Tél. : 04.79.33,25,11 | email : contact@arliane-

2/2 Rapport du : 20/03/2025



N°ADEME : <u>2573E0957263U</u> Etabli le : 20/03/2025 Valable jusqu'au : **19/03/2035**

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pictes pour amé, pre ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-ape



20 Rue des bettets Valfréjus-Rés. le Cheval Blanc- escalier B-73500 MODANE

Etage: 6 porte: 60, N° de lot: Apt 97

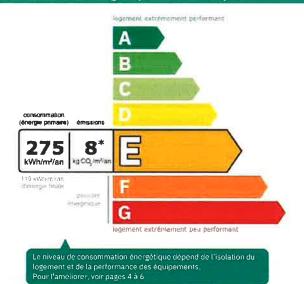
Appartement

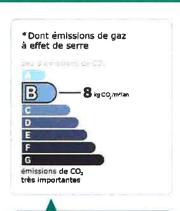
alleas, 2006; 2006; 1998

50. 306; 100; 2008; 31,92 m²

Report palloc

Performance énergétique et climatique





Ce logement émet 273 kg de CO₂ par an, soit l'équivalent de 1 414 km parcourus en voiture.

Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.)

Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

contention and other states of the contract of



entre **740 €** et **1030 €** par an

Prix moyens des energies indexés sur les annites 2021, 2022, 2010 faborité nont comprise

Comment réduire ma facture d'énergie ? Voir p. 3

Informations diagnostiqueur

ARLIANE Savoie - Accord Diag 73 175 Chemin des Grands Prés 73190 SAINT-BALDOPH tel: 04.79.33.25.11 FOURY Stéphane
contact@arliane-savoie.fr
23-1987
FOURY Stéphane
ABCIDIA

GArliane STIRI

The first of the second second

CERTIFICATION

schéma des déperditions de chaleur ventilation 39% portes et fenètres 32% ponts thermiques plancher bas 0 %



Système de ventilation en place



VMC SF Hygro A avant 2001

Confort d'été (hors climatisation)*



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



bonne inertie du logement

Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergie renouvelable.

Diverses solutions existent:



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique

panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



géothermie



réseau de chaleur ou de froid vertueux

chauffage au bois

^{*}Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

Montants et consommations annuels d'énergie

	Usage		nation d'énergie énergie primaire)	Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	Répartition des dépenses	
	chauffage	♦ Electrique	4 009 -1 743 -1.	entre 340 € et 470 €	46 %	
Ţ	eau chaude	♦ Electrique	4 200 1 824 53	entre 360 € et 490 €	48 %	
*	refroidissement				0 %	
	éclairage	# Electrique	137 (3) #	entre 10 € et 20 €	2 %	
4	auxiliaires	# Electrique	444 193 á.C.	entre 30 € et 50 €	4 %	
_	totale pour les recensés :	= -	790 kWh	entre 740 € et 1 030 € par an	Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandation d'usage ci-dessous	

climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées. chaude de 791 par jour.

é.f. → énergie finale Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris)

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation.

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements...

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C, c'est -20% sur votre facture soit -100€ par an



Si climatisation, température recommandée en été → 28°C



Consommation recommandée → 79ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (1-2 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40 &

32l consommés en moins par jour, c'est -20% sur votre facture soit -107€ par an

Astuces

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- → Chauffez les chambres à 17° la nuit.

Astuces

- → Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- → Aérez votre logement la nuit.

Astuces

- → Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- → Réduisez la durée des douches.



En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie : france-renov.gouv.fr

p.4 DPE Diagnostic de performance énergétique (logement) Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements Vue d'ensemble du logement isolation description Cloison de plâtre avec un doublage rapporté avec isolation intérieure donnant sur des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur Mur en béton banché d'épaisseur $\leq 20~{\rm cm}$ non isolé donnant sur un local chauffé [] Murs Mur en béton banché d'épaisseur ≤ 20 cm avec un doublage rapporté avec isolation extérieure (réalisée entre 1989 et 2000) donnant sur l'extérieur Sans objet Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé Plancher bas Toiture/plafond Sans objet Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé Portes-fenêtres battantes bois, double vitrage Portes et fenêtres Fenêtres battantes bois, double vitrage Porte(s) autres opaque pleine isolée Vue d'ensemble des équipements

	description
Chauffade	Radiateur électrique à inertie (modélisé comme un radiateur NFC, NF** et NF***) avec programmateur p

Chauffage Radiateur électrique à inertie (modélisé comme un radiateur NFC, NF** et NF***) avec programmateur pièce par pièce (système individuel)

Eau chaude sanitaire Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie B ou 2 étoiles), contenance ballon 200 L

Climatisation Néant

VMC SF Hygro A avant 2001 (collective)

Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

		type d'entretien
Q	Chauffe-eau	Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C).
Ţ	Ecialrage	Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce.
	Isolation	Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans.
	Radiateur	Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur.
Sp.	Ventilation	Nettoyage et réglage de l'installation tous les 3 ans par un professionnel. Nettoyer régulièrement les bouches. Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement

Selon la configuration, certaines recommandations relèvent de la copropriété ou du gestionnaire de l'immeuble.

Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack ① de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack ② d'aller vers un logement très performant.



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux $\mathfrak O + \mathfrak O$ ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack $\mathfrak O$ avant le pack $\mathfrak O$). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

SCOP = 4,5

COP = 4

Les tra	vaux essentiels Montant estimé : 400 à 600€	
Lot	Description	Performance recommandée
Mur	Isolation des murs par l'intérieur. Avant d'isoler un mur, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité.	R > 4,5 m².K/W
	vaux à envisager Montant estimé : 10300 à 15400€	Porton and the
Lot Portes et fenêtres	Description Remplacer les fenêtres par des fenêtres double vitrage à isolation renforcée. ▲ Travaux à réaliser en lien avec la copropriété ▲ Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	Performance recommandée Uw = 1,2 W/m².K, Sw = 0,42
	Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur	

air/air non réversible (la climatisation n'est pas considérée, en

Remplacer le système actuel par un appareil de type pompe à

cas de mise en place votre étiquette énergie augmentera

sensiblement).

Commentaires:

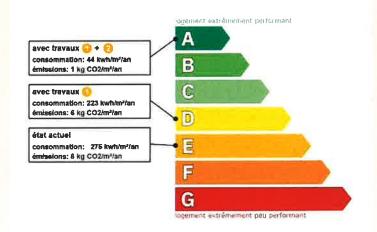
Chauffage

Eau chaude sanitaire

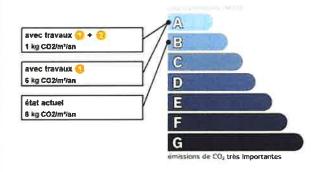
Néant

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre





Préparez votre projet!

Contactez le conseiller France Rénov' la plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans:

https://france-renov.gouv.fr/ospacese consulate

оц 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

https://france-renov.couv.fr/aides





Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028. **DPE / ANNEXES p.7**

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011 - 102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse (détail sur www.info-certif.fr)

Référence du logiciel validé : LICIEL Diagnostics v4 [Moteur BBS Slama: 2024.6.1.0]
Référence du CPE * 2025-03-20-SF0-12251
Date de viu te du bien 20/03/2025
Invariant fiscal du logement : N/A

Photographies des travaux

a parcelle cadastrale "Section cadastrale F, Parcelle(s) nº 1814, F2402,

F2405, F2474

ne calcut ut lisee pour l'établissement du DPE : 3CL-DPE 2021

Numéro d'immatriculation de la copropriété : N/A

La <u>surface de référence</u> d'un logement est la surface habitable du logement au sens de l'article R. 156-1 du code de la construction et de l'habitation, à laquelle sont ajoutées les surfaces des vérandas chauffées ainsi que les surfaces des locaux chauffés pour l'usage principal d'occupation humaine, d'une hauteur sous plafond d'au moins 1,80 mètres.

Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Les consommations de cet audit sont calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'inveriou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui cho si dans les conditions standard et égatement les frais d'énergie qui font intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps, Cet Audit utilise des valeurs qui reflètent les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national et donc peut s'écarter du prix de votre abonnement. De plus, cet Audit à été réalisé selon une modélisation 3CL (définie par arrêté) qui est sujette à des modifications dans le temps qui peuvent également faire évoluer les résultats.

Généralités

Donnée d'entrée		Origine de la donnée	Valeur renseignée
Département	۵	Observé / mesuré	73 Savoie
Altitude	1	Domae en ligne	1543 m
Type de bien	٩	Observé / mesuré	Appartement
Année de construction	~	Estimé	1998
Surface de référence du logement	P	Observe / meseré	31,92 m²
Surface de référence de l'immeuble	۵	Observe / mesure	2956 m² (estimée à partir des tantièmes de copropriété)
Nombre de niveaux du logement	۵	Obsarvé / meseré	1
Hauteur moyenne sous plafond	۵	Observe / mesuré	2,38 m

Enveloppe

Donnée d'entrée			Origine de la donnée	Valeur renselgnée
	Surface du mur	P	Observé / mesuré	7,74 m²
	Type d'adjacence	۵	Observé / mesuré	des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aiu	0	Observé / mesuré	125 m²
Mur 1 Sud	Etat isolation des parois Aiu	P	Observé / mesuré	non isolé
Mur 1 Sud	Surface Aue	۵	Observé / mesuré	0 m²
	Etat isolation des parois Aue	۵	Observé / mesuré	non isalė
	Matériau mur	Q	Observé / mesuré	Cloison de plâtre
	Isolation	P	Observé / mesuré	oui

	A-a-f-a inslati	,D	Dogument formal	1989 - 2000
	Année isolation Doublage rapporté avec lame	<u>₹</u>	Document fourni	1989 - 2000
	d'air	٩	Observé / mesuré	plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
	Surface du mur		Observé / mesuré	7,45 m²
	Type d'adjacence	ρ	Observé / mesuré	des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aiu	P	Observé / mesuré	125 m²
	Etat isolation des parois Aiu	ρ	Observé / mesuré	non isolé
4 7 Eat	Surface Aue	P	Observé / mesuré	0 m³
fur 2 Est	Etat isolation des parois Aue	P	Observé / mesuré	non isolé
	Matériau mur	P	Observé / mesuré	Cloison de plâtre
	Isolation	P	Observé / mesuré	oui
	Année isolation	(U)	Document fourni	1989 - 2000
	Doublage rapporté avec lame d'air	P	Observé / mesuré	plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
	Surface du mur	p	Observé / mesuré	16,18 m²
	Type d'adjacence	٥	Observé / mesuré	un local chauffé
Aur 3 Ouest	Matériau mur	p	Observé / mesuré	Mur en béton banché
	Epaisseur mur	þ	Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	p	Observé / mesuré	non
	Surface du mur	þ	Observé / mesuré	8,73 m²
	Type d'adjacence	D	Observé / mesuré	un local chauffé
Mur 4 Est	Matériau mur	D	Observé / mesuré	Mur en béton banché
	Epaisseur mur	p	Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	D	Observé / mesuré	nen
	Surface du mur	ام ا	Observé / mesuré	8,36 m²
		6	Observé / mesuré	l'extérieur
	Type d'adjacence Matériau mur	P	Obsetvé / mesuré	Mur en béton banché
		0	Observé / mesuré	≤ 20 cm
fur 5 Nord	Epaisseur mur	_		
	Isolation	2	Observé / mesuré	1989 - 2000
	Année isolation Doublage rapporté avec lame	<u>.</u>	Document fourni	
	d'air	P	Observé / mesuré	plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
	Surface de plancher bas	م	Observé / mesuré	31,92 m²
lancher	Type d'adjacence	P	Observé / mesuré	un local chauffé
actories	Туре de pb	ρ	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / inconnue	P	Observé / mesuré	non
	Surface de plancher haut	P	Observé / mesuré	31,92 m²
Nadand	Type d'adjacence	P	Observé / mesuré	un local chauffé
Plafond	Type de ph	۵	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation	P	Observé / mesuré	поп
	Surface de baies	Þ	Observé / mesuré	0,69 m²
	Placement	P	Observé / mesuré	Mur 5 Nord
	Orientation des baies	۵	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	۵	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	۾	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	٥	Observé / mesuré	Bais
	Type de vitrage	٥	Observé / mesuré	double vitrage
enêtre Nord	Epaisseur lame air	0	Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive	٥	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	þ	Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la	P	Observé / mesuré	
	menulserie		Observe / mesure	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	P	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	menoisene	_		

	Surface de baies	۵	Observe / mesure	4,18 m²
	Placement	٥	Observé / mesuré	Mur 5 Nord
	Orientation des baies	ā	Observe / mesure	Nord
	Inclinaison vitrage	۵	Coservé / mesuré	vertical
	Type ouverture	p	Observe / mesuré	Portes-fenêtres battantes
	Type menuiserie	P	Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	۵	Observé / mesuré	double vitrage
arte-fenêtre Nord	Epaisseur lame air	þ	Observé / mesuré	12 mm
dite-lenetie Hold	Présence couche peu émissive	p	Observé / mesuré	лоп
	Gaz de remplissage	P	Observé / mesuré	Argon / Krypton
	Positionnement de la menuiserie	۵	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	p	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de masques proches	Þ	Observé / mesuré	Baie en fond de balcon
	Avancée l (profondeur des masques proches)	٥	Observé / mesuré	<1m
	Type de masques lointains	Þ	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de porte	P	Observé / mesuré	1,9 m²
	Placement	Þ	Observé / mesuré	Mur 1 Sud
	Type d'adjacence	P	Observé / mesuré	des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur
orte	Nature de la menuiserie	P	Observé / mesuré	Toute menuiserie
	Type de porte	p	Observé / mesuré	Porte opaque pleine isolée
	Positionnement de la menuiserie	۵	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	۵	Coservé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type de pont thermique	P	Observé / mesuré	Mur 5 Nord / Porte-fenêtre Nord
	Type isolation	P	Observé / mesuré	ΠE
ont Thermique 1	Longueur du PT	۵	Observé / mesuré	6,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	۵	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	۵	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	P	Observé / mesuré	Mur 5 Nord / Fenêtre Nord
	Type isolation	Þ	Observé / mesoré	ПЕ
ont Thermique 2	Longueur du PT	۵	Observé / mesuré	3,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	Þ	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	P	Observé / mesuré	au nu intérieur

Systèmes

Donnée d'entrée			Origine de la donnée	Valeur renseign ée
	Type de ventilation	P	Observé / mesuré	VMC SF Hygro A avant 2001
	Année installation	×	Valeur par défaut	1998
Ventilation	Energie utilisée	P	Observé / mesuré	Etectrique
	Façades exposées	P	Observé / mesuré	une
	Logement Traversant	P	Observé / mesuré	non
	Type d'installation de chauffage	۵	Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Surface chauffée	P	Observé / mesuré	31,92 m²
	Type générateur	P	Observé / mesuré	Electrique - Radiateur électrique à inertie (modélisé comme un radiateur NFC, NF** et NF***)
Chauffade	Année installation générateur	P	Observé / mesuré	2017 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
ondarrage.	Energie utilisée	P	Observé / mesuré	Electrique
	Type émetteur	۵	Observé / mesuré	Radiateur électrique à inertie (modélisé comme un radiateur NFC, NF** et NF***)
	Type de chauffage	P	Observé / mesuré	divisé
	Equipement intermittence	p	Observé / mesuré	Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température
Eau chaude sanitaire	Nombre de niveaux desservis	٥	Observé / mesuré	1

Type générateur	۵	Observé / mesuré	Electrique - Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie B ou 2 étoiles)
Année installation générateur	P	Observé / mesuré	2017 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
Energie utilisée	٥	Observé / mesuré	Electrique
Chaudière murale	P	Observé / mesuré	non
Type de distribution	P	Observé / mesuré	production en volume habitable alimentant des pièces contiguēs
Type de production	P	Observé / mesuré	accumulation
Volume de stockage	D	Observé / mesuré	200 L

Références réglementaires utilisées :

Article L134-4-2 du CCH, décret nº 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, 5 juillet 2024, décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

Informations société : ARLIANE Savoie - Accord Diag 73 175 Chemin des Grands Prés 73190 SAINT-BALDOPH

Tél.: 04.79.33.25.11 - N°SIREN : 505214619 - Compagnie d'assurance : AXA n° 10592956604

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE :

Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personneiles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (https://observatoire-dpe.ademe.fr/).

N°ADEME 2573E0957263U



DIAGNOSTIC IMMOBILIER Des professionnels léachts, des prix attractés

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

2025-03-20-SFO-12251 Numéro de dossier :

Norme méthodologique employée : AFNOR NF C 16-600 (juillet 2017)

Date du repérage : 20/03/2025 Heure d'arrivée 09 h 30 Durée du repérage : 01 h 15

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la règlementation en vigueur. Cet état de l'installation intérieure d'électricité est valable 3 ans pour la vente et 6 ans pour la location.

A. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances : Valfréjus-Rés. le Cheval Blanc- escalier B-Commune : 73500 MODANE Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : Etage : 6 porte : 60, Lot numéro Apt 97 Périmètre de repérage :............ Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction Année de construction :...... 1998 Année de l'installation : > 15 ans Distributeur d'électricité :..... Parties du bien non visitées :.... Néant

B. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom et prénom : SARL HUISSIERS DES VALLEES - Maître BISON Rosemary

Téléphone et adresse internet : . Non communiqués Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : Autre

Propriétaire du local d'habitation It de ses dépendances Nom et prénom :.....

Adresse :....

C. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : FOURY Stéphane

Numéro de police et date de validité : 10592956604 - 31/12/2025

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ABCIDIA CERTIFICATION le

23/02/2023 jusqu'au 22/02/2030. (Certification de compétence 23-1987)

N°SIREN : 505214619 | Compagnie d'assurance : AXA n° 10592956604

1/7 Rapport du :

20/03/2025

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité n° 2025-03-20-SFO-12251



D. - Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement);
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ; inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits;

E. - Synthèse de l'état de l'Installation intérieure d'électricité

E.1.	Anomalies et/ou constatations diverses relevées
	L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
	L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie , mais fait l'objet de constatations diverses .
	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies . Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer le dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses. L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies . Il est recommandé au propriétaire
×	de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de constatations diverses .
E.2.	Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :
	1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
	 La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
	3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
×	4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
	5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
×	6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
	7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
	8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
	8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
	 Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
	10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.
E.3.	Les constatations diverses concernent :
×	Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
×	Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
	Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

savoie.fr

2/7 Rapport du : 20/03/2025



F. - Anomalies identifiées

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B4.3 i	Le courant assigné de l'interrupteur assurant la coupure de l'ensemble de l'installation n'est pas adapté. Remarques : Le courant assigné (calibre) de l'interrupteur assurant la coupure de l'installation est inadapté ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer l'interrupteur assurant la coupure de l'installation			
B4.3 j1	Le courant assigné de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement n'est pas adapté. Remarques: Le courant assigné (calibre) des interrupteurs différentiels placés en aval du disjoncteur de branchement est inadapté; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les interrupteurs différentiels existants par des interrupteurs différentiels dont le courant assigné est adapté			
B6.3.1 a	Local contenant une baignoire ou une douche: l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le matériel électrique et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). Remarques: Présence de matériel électrique inadapté placé en zone 2 d'un local contenant une douche ou une baignoire; Faire intervenir un électricien qualifié afin de supprimer le matériel électrique inadapté ou le remplacer par du matériel adapté (Gème étage – Salle de bain6ème étage – Salle de bain6ème étage			

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.
(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.
(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie

(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

3/7 Rapport du : 20/03/2025



G.1. - Informations complémentaires

Article (1)	Libellé des informations		
B11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.		
B11 b1	L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur.		
B11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.		

⁽¹⁾ Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G.2. - Constatations diverses

Il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Certains points de contrôles n'ont pu être effectués. De ce fait la responsabilité du propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée

Constatation type E1. - Installations, partie d'installation ou spécificités non couvertes

E1 d) le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :

- L'installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : plus précisément, il n'a pas été contrôlé son existence ni ses caractéristiques
- Les parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les matériels d'utilisation placés dans la partie privative : plus précisément, il n'a pas été contrôlé l'état, l'existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées

Constatation type E2. – Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C	Motifs
В1.3 с	B1 - Appareil général de commande et de protection Article : Assure la coupure de l'ensemble de l'installation	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B2.3.1 c	B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR) Article : Protection de l'ensemble de l'installation	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B2.3.1 h	B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR) Article : Déclenche, lors de l'essai de fonctionnement, pour un courant de défaut au plus égal à son courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité)	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B2.3. 1 i	B2 - Dispositifs de protection différentielle (DDR) Article : Déclenche par action sur le bouton test quand ce dernier est présent	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.
B3.3.1 d	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Valeur de la résistance de la prise de terre adaptée au(x) dispositif(s) différentiel(s)	Contrôle impossible : installation non alimentée
B4.3 a2	B4 - Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs sur chaque circuit Article : Tous les dispositifs de protection contre les surintensités sont placés sur les conducteurs de phase.	L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite.

ARLIANE Savoie - Accord Diag 73 | 175 Chemin des Grands Prés 73190 SAINT-BALDOPH | Tel. : 04.79.33.25.11 | email : contact@arliane-

4/7 Rapport du : 20/03/2025

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité n° 2025-03-20-SF0-12251



N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C	Motifs
B5.3 a	B5 - Liaison équipotentielle supplémentaire (LES) dans chaque local contenant une baignoire ou une douche Article : Continuité satisfaisante de la liaison équipotentielle supplémentaire.	Instalation non alimenté (6ème étage - Salle de bain)

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

Constatation type E3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement Néant

H. - Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011 - 102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse (détail sur www.info-certif.fr)

Dates de visite et d'établissement de l'état : Visite effectuée le : 20/03/2025 Etat rédigé à SAINT-BALDOPH, le 20/03/2025

Par : FOURY Stéphane

Signature du représentant :



I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus			
B.1	Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.			
B.2	Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.			
В.3	Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.			
B.4	Protection contre les surintensités: Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine d'chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus au surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.			
B.5	Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.			
В.6	Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.			
В.7	Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boite équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.			
B.8	Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut ne dire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.			
B.9	Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives: Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.			
B.10	Piscine privée ou bassin de fontaine: Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électriocution.			

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

J. - Informations complémentaires

Correspondance avec le groupe d'informations (1)					
	Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique: L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, des l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.				
B.11	Socies de prise de courant de type à obturateurs : Socies de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socie de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.				
	Socies de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socie de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.				

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

ARLIANE Savoie - Accord Diag 73 | 175 Chemin des Grands Prés 73190 SAINT-BALDOPH | Tél. : 04,79.33,25.11 | email : contact@arliane-savoie.fr

N°SIREN : 505214619 | Compagnie d'assurance : AXA n° 10592956604

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité n° 2025-03-20-SFO-12251



Annexe - Photos



Photo du Compteur électrique

Recommandations relevant du devoir de conseil de professionnel

Il est recommandé de faire intervenir un électricien qualifié afin de lever les anomalies relevées.

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

7/7 Rapport du : 20/03/2025



Etat des risques

En application des articles L 125-5, L 125-6, L125-7 et L 556-2 du Code de l'Environnement et de l'article L 121-22-5 du Code de l'Urbanisme et du Titre III du livre 1er du Code Forestier



Réalisé en ligne* par ACCORD DIAG 73 Numéro de dossier 2025-03-20-SFO-12250 Date de réalisation 20/03/2025 Localisation du bien 20 Rue des bettets Valfréjus-Rés. le Cheval Blancescalier B-73500 MODANE Section cadastrale 000 F 1814, 000 F 2402, 000 F 2405, 000 F 2474 Altitude | 1547.4m Données GPS Latitude 45,176849 - Longitude 6.655918 Désignation du vendeur Désignation de l'acquéreur

* Document réalisé en ligne par ACCORD DIAG 73 qui assume la responsabilité de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques, sauf pour les réponses générées automatiquement par le système.

	Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 3 - Modérée		EXPOSÉ "	9
	Commune à potentiel radon de niveau 3			
	Immeuble situé dans un Secteur d'Information sur les sols		NON EXPOSÉ "	
	Immeuble situé dans l'Obligation Légale de Débroussaillement		EXPOSÉ "	
PFFRn	Avalanche	Approuvé le 05/02/2016	NON EXPOSÉ **	
PPRn	Inondation	Approuvé le 05/02/2016	NON EXPOSÉ **	
PPRn	Inondation par crue	Approuvé le 24/07/2019	NON EXPOSÉ **	
PPRn	Inondation par crue torrentielle	Approuvé le 05/02/2016	NON EXPOSÉ **	
PPRn	Inondation par ruissellement et coulée de boue	Approuvé le 05/02/2016	NON EXPOSÉ **	
PPRn	Mouvement de terrain	Approuvé le 05/02/2016	NON EXPOSÉ **	
PPRn	Mouvement de terrain Affaissements et effondrements	Approuvé le 05/02/2016	EXPOSÉ "	Voir prescriptions (1)
PPRn	Mouvement de terrain Eboulement, chutes de pierres et de blocs	Approuvé	NON EXPOSÉ **	
PPRn	Mouvement de terrain Glissement de terrain	Approuvé	NON EXPOSE **	
	INFORMATIONS POR	TÉES À CONNAISSANCE		
_	Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)	Informatif (2)	EXPOSÉ**	

^{**} Réponses automatiques générées par le système.

(1) <u>Information Propriétaire</u>: Votre immeuble est concerné par des prescriptions de travaux.

Vous devez répondre manuellement sur l'impriné Officiel (page 2) si "Oui" ou "NON" les travaux prescrits par le réglement du ou des PPR ont été réalisés.

(Ceci peut concerner les PPR naturels, minièrs et technologiques). Pour plus d'informations, se référer au "Règlement Plan de Prévention et Prescriptions de Travaux".

SOMMARE

Synthèse de votre Bat des Risques

Imprimé Officiel (feuille rose/violette)

Arrètés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

Extrait Cadastral

Zonage règlementaire sur la Sismicité

Cartographies des risques auxquelles l'immeuble est exposé

Annexes : Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé

Annexes : Arrêtés

⁽²⁾ À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre INFORMATIF et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel



Etat des risques
En application des adicles 3, (25-5 L 125-6 L125-7 et L 556-2 di. Code de l'Environnement, de l'adicle L 121-22-6 du Code de l'Urranisme et du Code Fores de

All-sation (S.S.	4 Sept. Culto 10, 14 player (Sept. 14 Code) in the	ES SAME SERVICE	
Cet état est établi sur la base des informations mise n° 2019-1009			
Adresse de l'immeuble 20 Rue des bettets Valfréjus-Rés. le Cheval Blanc- escalier B- 73500 MODANE	Cadastre 000 F 1814, 000 F 2402, 000 F 2405, 000 I	F 2474	
Situation de l'immeuble au regard d'un plan		turels (PPRN)	
> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR prescrit 1 si oui, les risques naturels pris en compte sont	anticipé 🗌	approuvé 🗸	1 oui ✓ non ☐ date 05/02/2016
	mouvements de terrain 🗸 feux de forêt 🗌	avalanches (séisme (sécheresse / argile ☐ volcan ☐ ² oui ☑ non ☐ oui ☐ non ☐
Situation de l'immeuble au regard d'un plan	de prévention de risques mi	niers (PPRM)	mark a color
> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR prescrit 3 si oul, les risques miniers pris en compte sont l	MINIERS anticipé	approuvé 🗌	³ oui ☐ non ✓ date
mouvements de terra	in autres		
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de 4 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés	e travaux dans le règlement du PPF	RM	⁴ oui
Situation de l'immeuble au regard d'un plan	de prévention de risques tec	chnologiques (PPR	
> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR		approuvé 🗍	5 oul non ✓
⁵ si oui , les risques technologiques pris en consid			ria avez in deservial C
effet toxique effet thermique L'immeuble est situé dans un secteur d'expropria L'immeuble est situé en zone de prescription	effet de surpression tion ou de délaissement	projection 🗌	risque industriel ☐ oui ☐ non ☑ 6 oui ☐ non ☑
⁶ Si la transaction concerne un logement, les	travaux prescrits ont été réalisés		oui non
⁶ Si la transaction ne concerne pas un logeme l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, prob			oui 📗 non 🦳
Situation de l'immeuble au regard du zonag	je sismique règlementaire		
> L'immeuble est situé dans une commune de sism zone 1 très faible faible	nicité classée en zone 3 modérée	zone 4 moyenne	zone 5 forte
Situation de l'immeuble au regard du zonaç	je règlementaire à potentiel r	adon	Not be the
> L'immeuble se situe dans une commune à potent	iel radon classée en niveau 3		oui ✓ non 🗌
Information relative à la pollution de sols	to the state of the state of	S 12 - 12	which will be
> Le terrain se situe en secteurs d'information sur le Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de			NC* ☐ oui ☐ non ⊘



Information relative aux o	bligations légales de débro	ussaillement (OLD)		100
> Le terrain est situé à l'intérie	ur du zonage informatif des oblig	ations légales de débroussailleme	ent	oui 🗸 non 🗍
Situation de l'immeuble au	ı regard du recul du trait de	e côte (RTC)	Tel.	
> L'immeuble est situé sur une 531 du 10 juin 2024	commune exposée au recul du	trait de côte et listée par décret n	2024-	oui 🗌 non 🗸
 L'immeuble est situé dans u d'urbanisme. Non Communique (en cours d'élabora 	ne zone exposée au recul du traf ation par le representant de la commune) Il d'exposition au recul du trait de	t de côte identifiée par un docume	nc*	oui non 🕢
> d'ici à tre			ris entre trente et cent a	ns 🗍
	par des prescriptions applicables par une obligation de démolition e			oui non oui non
> Limiteuble a-t-ii dovine iled	au versement d'une indemnité à	a suite u une catastrophe reier		oui non
Documents à fournir oblig	atoirement			
	he d'information sur l'Obligation	oncernant le bien, Fiche d'informa Légale de Débroussaillement, Lis astrophes Naturelles.		
Vendeur - Acquéreur				
Vendeur Acquéreur				
Date	20/03/2025		Fin de validité	20/09/2025
Cat statilå ligmolin par le varideur og a ca	Peur est des lie alétre en annexe aun coi	ntrat de vente ou de loca lon d'un even immilia	ali at a âtro remai des la bieni	ore visite au poter in

stat å remeinder la vargeunde in states ha a åtre an annexe dun contrat de verta dua legal en d'un den immile, andis åtre rame idas la dishliter audie au pote.

auguareundar la vergaut (il do tidate) as mons de å mile at five actualse is necessara fors de l'étables ment de la promasse da verte d'un situat brut innure du de l'acta
auther li de.

I. é. Li en at la 1 "Us di de de doublier en l'actual la de l'acteatation des Comulinas Générales de Venta, d'adon bles sur els l'actual de l'actians de l'actians de 2026 Veda firmo i d'uga pod al 1 "24" de lovis deutom à 1"00 DONABLE 58SON 185, -805 EV 175 EV 3 513 513 - 50°9 EMBALLINAM 558 ESS



Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement

Préfecture : Savoie

Adresse de l'immeuble : 20 Rue des bettets Valfréjus-Rés, le Cheval Blanc- escalier B- 73500 MODANE En date du : 20/03/2025

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Date de début	Onte de Fin	Publication	10	Indemniad
Tempêle	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982	
nondations et coulées de boue	01/07/1987	01/07/1987	27/09/1987	09/10/1987	
nondations et coulées de boue	24/08/1987	24/08/1987	03/11/1987	11/11/1987	
nondations et coulées de boue	14/02/1990	20/02/1990	14/05/1990	24/05/1990	
Eboulements rocheux	24/02/1991	25/02/1991	29/07/1992	15/08/1992	
nondations et coulées de boue	21/12/1991	24/12/1991	21/08/1992	23/08/1992	
nondations et coulées de boue	24/09/1993	25/09/1993	11/10/1993	12/10/1993	
nondations et coulées de boue	25/06/1994	26/06/1994	12/01/1995	31/01/1995	
nondations et coulées de boue	14/10/2000	15/10/2000	19/12/2000	29/12/2000	
nondations et coulées de boue	26/05/2008	30/05/2008	26/06/2008	05/07/2008	
hondations et coulées de boue	01/08/2014	01/08/2014	02/10/2014	04/10/2014	
Cochez les cases Indemnisé si, à votre connaissance, l'immeuble	a fait l'objet d'une indemnisation	suile à des dor	nmages conséc	utifs à chacun d	es évenemen
tabli le :	Signature / Cache	et en cas de pre	stataire ou mand	dataire	

Vendeur: Acquéreur :

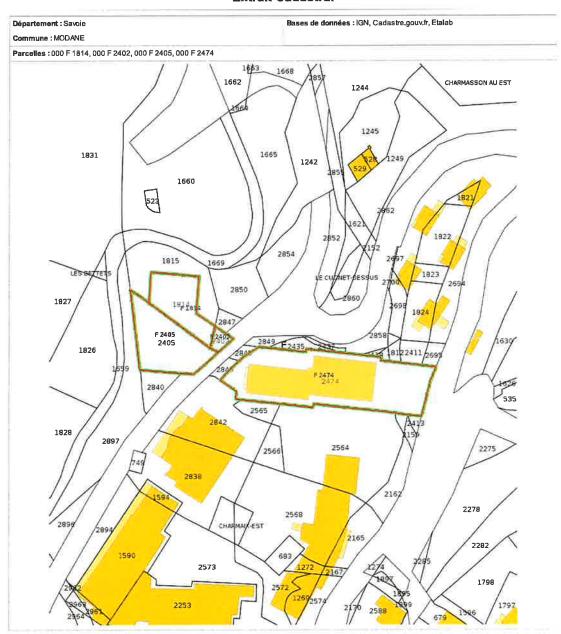
Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

Définition juridique d'une catastrophe naturelle :
Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulèrement dommageables.
Cette définition est différente de celle de l'article 1 er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'Intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de calastrophe naturelle".

Source : Guide Général PPR

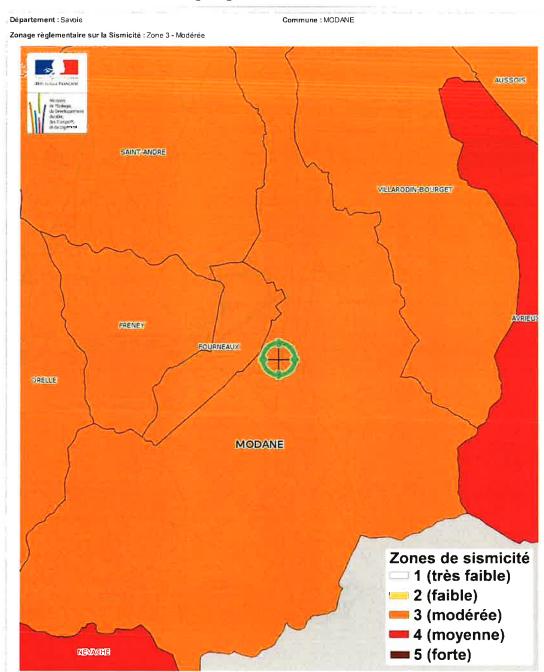


Extrait Cadastral



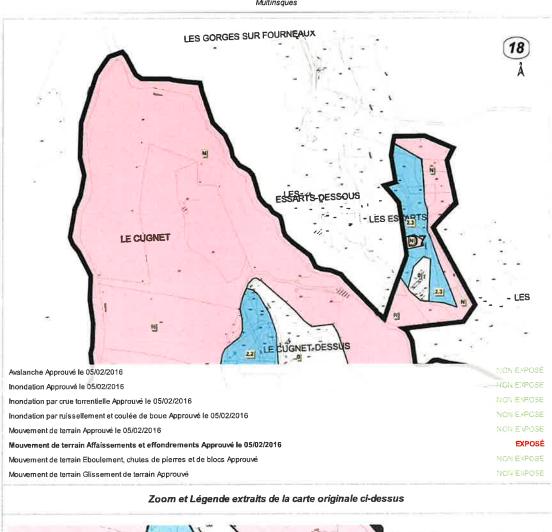


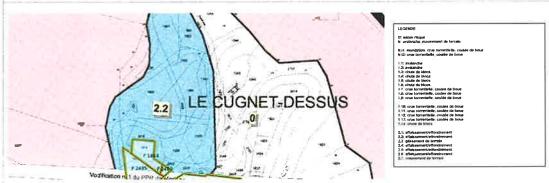
Zonage règlementaire sur la Sismicité





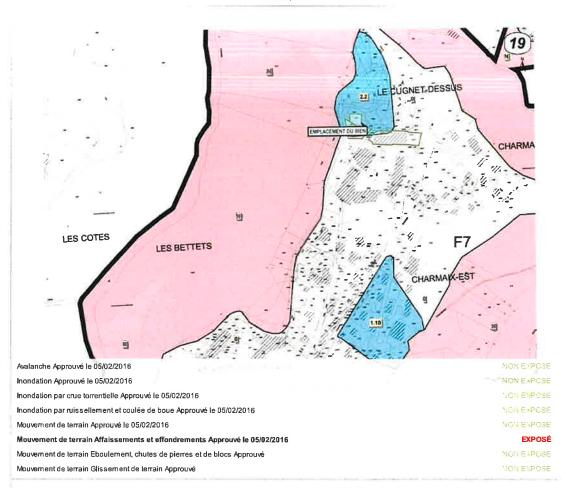
Carte Multirisques



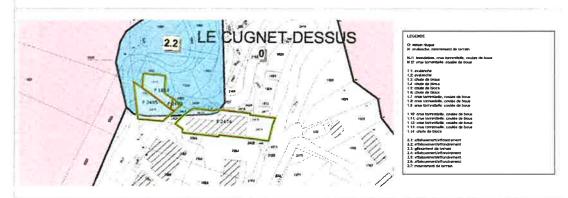




Carte Multirisques

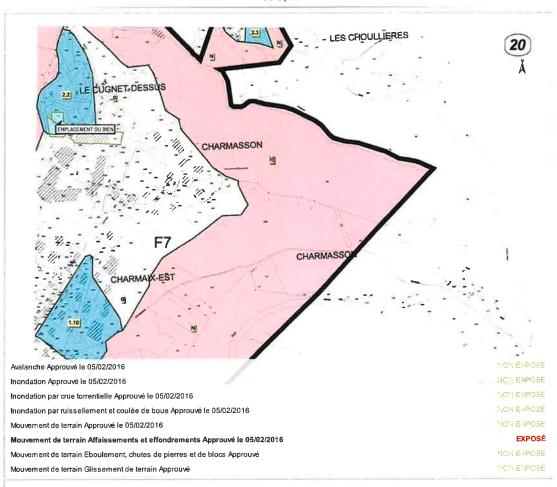


Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus

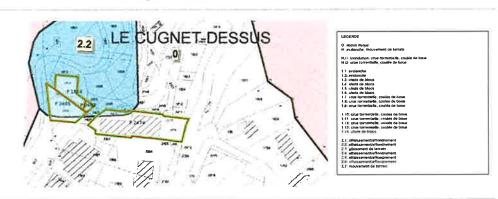




Carte Multirisques

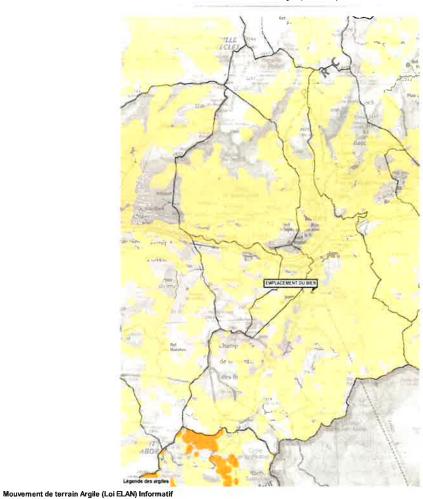


Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus





Carte Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)



Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



Légende Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) Carte réglementaire Source BRGM

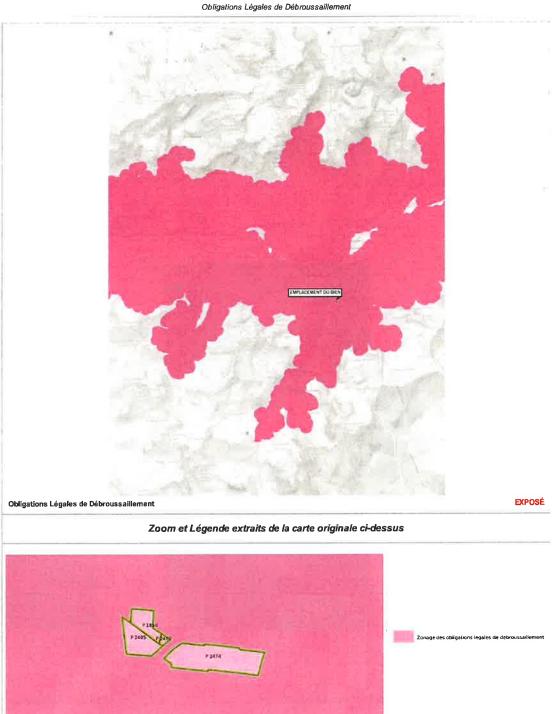
EXPOSÉ



"Obligation pour le vendeur de fournir une étude géotechnique préalable en cas de vente d'un terrain non bâti constructible.



Carte Obligations Légales de Débroussaillement





Annexes

Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé

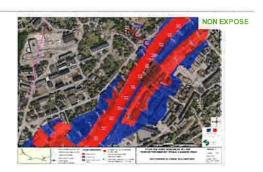




Inondation par crue Approuvé le 24/07/2019

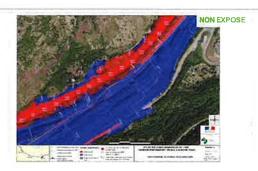
Inondation par crue Approuvé le 24/07/2019

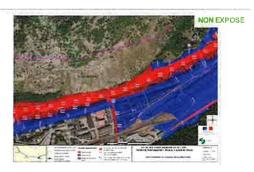




Inondation par crue Approuvé le 24/07/2019

Inondation par crue Approuvé le 24/07/2019





Inondation par crue Approuvé le 24/07/2019

Inondation par crue Approuvé le 24/07/2019



Annexes
Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé





Annexes

Fiche d'information Sismicité



Information acquéreur - locataire (IAL - article L125-5 du CE)

Le zonage sismique sur ma commune

sismique.

Zonage sismique de la France m viguer desais è ter nel 2011 (ert 0 543-8-1 de code de fendromened) Zonage de elemicité 1 (trus faible) 2 (faible) 3 (modérée) 4 (moyerne) 5 (forte)

Le zonage sismique de la France:

Les données de sismicité instrumentale et historique et des calculs de probabilité permettent d'aboutir à l'élaboration d'un zonage sismique. Cette analyse probabiliste représente la possibilité pour un lieu donné, d'être exposé à des secousses telluriques. Elle prend en compte la répartition spatiale non uniforme de la sismicité sur le territoire français et a permis d'établir la cartographie ci-contre qui découpe le territoire français en 5 zones de sismicité: très faible, faible, modérée, moyenne, forta. Les constructeurs s'appuient sur ce zonage sismique pour appliquer des dispositions de constructions adaptées au degré d'exposition au risque

La réglementation distingue quatre catégories d'Importance (seion leur utilisation et leur rôle dans la gestion de crise):

- l bâtiments dans lesqueis il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée
- II bâtiments de faible hauteur, habitations individuelles
- III établissements recevant du public, établissements scolaires, logements sociaux
- IV bâtiments indispensables à la sécurité civile et à la gestion de crise (hôpitaux, casernes de pomplers, préfectures ...)



র vous habitez, construisez votre maison ou effectuez des travaux :

- en zone 1, aucune règle parasismique n'est imposée ;
- en zone 2, aucune règle parasismique n'est Imposée sur les maisons individuelles et les petits bâtiments. Les règles de l'Eurocode 8 sont imposées pour les logements sociaux et les immeubles de grande taille;
- en zone 3 et 4, des règles simplifiées appelées CPMI –EC8 zone 3/4 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles;
- en zone 5, des règles simplifiées appelées CPMI-EC8 zone 5 peuvent s'appliquer pour les maisons individuelles.

Pour connaître, votre zone de sismicité: https:// www.georisques.gouv.fr/ - rubrique « Connaître les risques près de chez moi »

Le moyen le plus sûr pour résister aux effets des séismes est la construction parasismique : concevoir et construire selon les normes parasismique en vigueur, tenir compte des caractéristiques géologiques et mécaniques du sol.

Pour en savoir plus

Qu'est-ce qu'un séisme, comment mesure-t-on un séisme ? -> https://www.georisques.gouv.fr/minformer-sur-un-risque/seisme

Que faire en cas de séisme ? —> https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger/que-faire-en-cas-de-seisme



Annexes

Fiche d'information Radon

Information acquéreur - locataire (IAL - article L.125-5 du CE)

Le zonage radon sur ma commune

Le zonage à potentiel radon des sols France métropolitaine



tone à potentiel radon laible avec l'atteurs pouvant lacritier le transferi du radon dans les bâtiments

a zone a potential radon significatif

Qu'est-ce que le radon?

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte chimiquement. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans le sol et les roches.

Le radon est présent partout : dans l'air, le sol, l'eau avec une concentration très variable d'un lieu à l'autre suivant de nombreux facteurs : pression, température, porosité, ventifation...

Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration movenne reste généralement très faible. Par contre, dans les espaces dos comme les bâtiments, il peut s'accumuler et atteindre parfois des concentrations élevées.

Les zones les plus concernées par des niveaux élevés de radon dans les bâtiments sont celles ayant des formations géologiques naturellement riches en uranium (sous-sols granitiques et volcaniques).

La concentration en radon se mesure en becquerel par mètre cube d'air (Bq/ m³) et le niveau moyen de radon dans l'habitat françals est inférieur à 100 Bq/m³. Il existe néanmoins d'Importantes disparités llées aux caractéristiques du sol, mais aussi du bâtiment et de sa ventilation. La concentration varie également selon les habitudes de ses occupants en matière d'aération et de chauffage.

Quel est le risque pour la santé ?

Le radon est dassé comme cancérogène certain pour le poumon depuis 1987 (Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS). En effet, le radon crée, en se désintégrant, des descendants solldes radioactifs (polonium, bismuth, plomb) qui peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

À long terme, l'inhalation du radon conduit à augmenter le risque de développer un cancer du poumon. Cette augmentation est

proportionnelle à l'exposition cumulée tout au long de sa vie. En France, le radon est la seconde cause de cancer du poumon, après le tabac, et on estime qu'environ 3000 décès par an lui sont imputables. Qui plus est, pour une même exposition au radon, le risque de développer un cancer du poumon est environ 20 fois plus élevé pour un fumeur que pour un non-fumeur.

Comment connaître l'exposition au radon dans son habitation ?

Le seul moven de connaître son niveau d'exposition au radon est de le mesurer grâce à des détecteurs (dosimètres radon) pendant au moins de 2 mois en péríode de chauffe (mi-septembre à fin avril) dans les plèces aux niveaux les plus bas occupés (séjour et chambre de préférence). En effet, le radon provenant principalement des sols sous les bâtiments, les expositions les plus élevées se situent généralement dans les lieux de vie les plus proches du sol.

Bestellanteit une les détecteurs sont commercialisés et analysés par des laboratolres spécialisés (renseignements disponibles sur les sites internet mentionnés dans les contacts utiles ci-dessous). Des détecteurs peuvent également être mis à disposition ponctuellement lors de campagnes de prévention (renseignements auprès de sa commune, de l'agence régionale de santé (ARS) ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)).

Il est recommandé d'avoir un niveau de radon dans son logement Inférieur au niveau de référence fixé à 300 Bq/m3, et plus généralement, le plus bas ralsonnablement possible.

Comment réduire l'exposition au radon dans son habitation ?

Des solutions techniques existent pour réduire la concentration en radon dans son habitation

- aèrer quotidiennement son domicile par l'ouverture des fenêtres au moins 10 minutes par jour ;
- ne pas obstruer les entrées et les sorties d'air, quand elles existent, et les nettoyer régulièrement ;

✓ veiller à l'entretien régulier du système de ventilation, quand il existe, et à changer les filtres régulièrement.
Les travaux d'aménagement suivants permettent également de réduire la concentration en radon dans son habitation :

assurer l'étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol vis-à-vis du passage du radon (fissures, joints sol/mur, passages des réseaux) :

améliorer, rétablir ou mettre en œuvre une ventilation naturelle ou mécanique dans le soubassement de son domicile

Les solutions techniques sont à choisir et à adapter à son bâtiment. Aussi, Il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment qui pourront réaliser un diagnostic de la situation et aider à choisir les solutions les plus adaptées. Une fois ces solutions mises en œuvre, Il est recommandé de vérifier leur efficacité en réalisant de nouvelles mesures de radon.



Annexes

Fiche d'information Radon

Information acquéreur - locataire (IAL - article L.125-5 du CE) sur le risque radon

Le potentiel radon des sols

Le potentiel radon des sols représente la capacité du sol à émettre du radon. Il prend en compte la richesse en uranium et radium présents dans les roches du sous-sol, la porosité du sol ainsi que plusieurs facteurs géologiques particuliers pouvant favoriser la remontée du radon vers la surface comme les failles, les cavités souterraines, les zones minières... Il ne permet pas de connaître la concentration dans son habitation et donc son exposition réelle au radon qui dépend aussi de la qualité de la construction et de son mode de vie. Il permet toutefols d'émettre certaines recommandations selon son intensité.

Recommandations pour un logement situé dans une commune à potentiel radon significatif (zone 3)

Il est recommandé de procéder au mesurage du radon dans son logement dans des pièces aux niveaux les plus bas occupés. Le nombre de détecteurs à placer dépend de la surface du bâtiment, avec a minima deux détecteurs à positionner de préférence dans le séjour et une chambre. Si les résultats sont inférieurs au niveau de référence de 300 Bq/m³, aucune action particulière n'apparaît aujourd'hul nécessaire, à

l'exception des bonnes pratiques en termes de qualité de l'air intérieur de son logement (aération quotidienne de son logement par ouverture des fenêtres au moins dix minutes par jour, pas d'obstruction des systèmes de ventilation...). Si les résultats dépassent légèrement le niveau de référence, il est recommandé de mettre en œuvre des solutions techniques pour

réduire l'exposition au radon dans son habitation. De nouvelles mesures sont à réaliser à l'issue de la réalisation des travaux pour

Si les résultats dépassent fortement le niveau de référence (> 1000 Bg/m²). Il est fortement recommandé de mettre en œuvre des solutions techniques pour réduire l'exposition au radon dans son habitation. Les solutions sont à choisir et à adapter au bâtiment. Aussi, Il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment qui pourront réaliser un diagnostic de la situation et aider à choisir les solutions les plus adaptées. Ces solutions peuvent être mises en œuvre progressivement en fonction des difficultés de réalisation ou de

leur coût. À l'Issue des travaux, il convient de réaliser de nouvelles mesures de radon pour vérifier leur efficadté. Quel que soit le niveau de radon mesuré dans son logement, si des travaux de rénovation énergétique sont engagés (changement des fenêtres...), il convient de s'assurer du maintien d'un taux de renouvellement de l'air suffisant et d'aérer quotidiennement son logement par ouverture des fenêtres au moins dix minutes par jour. De nouvelles mesures de radon sont également conseillées pour connaître l'évolution de sa situation.

Pour en savoir plus – contacts utiles

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires : www.georisques.gouv.fr Ministère de la santé et de la prévention : https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/batiments/article/radon Au niveau régional :

ARS (santé, environnement) : www.ars.sante.fr $\label{eq:decomposition} \begin{tabular}{ll} DREAL (logement): https://www.ecologie.gouv.fr/services-deconcentres-des-ministeres \\ Informations sur le radon: \end{tabular}$ Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (risque, mesure) : www.irsn.fr/radon

Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires

Mai 2023

article L.125-5 du code l'environnement

#Arliane

Annexes

Fiche d'information Obligation Légale de Débroussaillement

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ,
DE LA FORÊT, DE LA MER
ET DE LA PÊCHE

Fiche d'information sur les obligations de débroussaillement

Le bien que vous souhaitez acquérir ou louer est concerné par l'obligation légale de débroussaillement (OLD). Cette fiche précise les modalités qui s'y rapportent.

Le débroussaillement autour des habitations, routes et autres installations ou équipements est la meilleure des protections : 90 % des maisons détruites lors des feux de forêt se situent sur des terrains pas ou mal débroussaillés. Débroussailler les abords de son habitation, c'est créer une ceinture de sécurité en cas de feu de forêt, dans le but de se protéger, de protéger ses proches et ses biens, faciliter l'intervention des secours et de protéger la biodiversité et son cadre de vie

Edition en ligne du 20/03/2025 Réf. Interne : 2025-03-20-7493526



Mason débroussailée épaignée par le passage d'un feu « source : ONF retravailée

Le débroussaillement consiste sur une profondeur d'au moins 50 mètres! autour de son habitation, à réduire la quantité de végétaux et à créer des discontinuités dans la végétation restante.

Ce n'est ni une coupe rase, ni un défrichement. Il s'agit de couper la végétation herbacée, les buissons et les arbustes, et selon votre département de mettre à distance les arbres pour qu'ils ne se touchent pas.

Cette mesure est rendue obligatoire par le code forestier dans les territoires particulièrement exposés au risque d'incendie. Sont concernées toutes les constructions situées à l'intérieur et à moins de 200 mètres des massifs forestiers, landes, maquis ou garrigues classés à risque d'incendie.

Cette obligation relève de la responsabilité du propriétaire de la construction.

Selon la configuration de votre parcelle, et pour respecter la profondeur du débroussaillement vous pourriez être tenu d'intervenir sur des parcelles voisines, au-delà des limites de votre propriété.

En cas de non-respect de ces obligations, vous vous exposez à des sanctions, qu'elles soient pénales ou administratives.

Le préfet ou le maire peut porter cette obligation a 100 mètres.



Annexes

Fiche d'information Obligation Légale de Débroussaillement

informations acquereurs - locatures (IAI) Version Décembre 2024

QUELLES REGLES S'APPLIQUENT SUR VOTRE TERRAIN?

Vous pouvez consulter le zonage informatif à l'adresse suivante

https://www.georisques.gouv.fr/me-preparer-me-proteger/OLD-obligations-légales de débroussaillement

MON TERRAIN EST SITUÉ DANS LE ZONAGE INFORMATIF DES OLD Que dois-je faire ? Terrain ou Terrain construit ou en chantles Vous devez débroussailler² exclusivement dans le Vous n'avez pas à débroussailler votre zonage informatif des OLD : terrain, sauf si vous êtes en zone urbaine. · les abords des constructions sur une profondeur minimale de 50 mètres : · les voies privées sur une profondeur maximum de 10 mètres³ de part et d'autre de la voie.

Attention : dans les zones urbaines délimitées par un plan local d'urbanisme, le débroussaillement concerne, en plus des modalités décrites ci-contre, l'intégralité de votre parcelle.

Des règles particulières peuvent s'appliquer :

- ▶ aux terrains situés à proximité d'infrastructures linéaires (réseaux électriques) : profondeur de débroussaillement, consignes de mise en œuvre, etc:;
- et aussi aux terrains servant d'assiette à une zone d'aménagement concertée, une association foncière urbaine, un lotissement, un site SEVESO, un camping, etc.

Qui est concerné par les travaux de débroussaillement?

Le propriétaire de la construction est responsable du débroussaillement autour de celle-ci. Un locataire peut effectuer le débroussaillement si cela est précisé dans son contrat de location, cela n'exonère cependant pas le propriétaire de sa responsabilité pénale.

Attention : les obligations légales de débroussaillement liées à vos constructions sont à réaliser sur une profundeur minimale de 50 mètres à compter de celle-ci. Elles ne se limitent pas nécessairement aux limites de votre parcelle. Vous pouvez donc être amené à réaliser des travaux de débroussaillement sur une parcelle voisine.

Dans ce cas

- ▶ informez vos voisins de vos obligations de débroussaillement sur leur terrain. Il est
- informez vos voisins de vos colligations de deprovissallement sur leur terrain. Il est recommandé de formaliser votre demande d'accès par un courrier avec accusé de réception, précisant la nature des travaux à réaliser (modèle de courrier);
 vos voisins peuvent choisir d'effectuer eux-mêmes le débroussaillement qui vous incombe. Cependant, s'ils ne souhaitent pas le réaliser eux-mêmes mais qu'ils vous refusent l'accès, ou qu'ils ne répondent pas à votre demande d'accès au bout d'un mois à compter de la notification, la responsabilité du débroussaillement leur incombera. Vous devrez en informer le maire.

Dans la limite du zonage informatif des obligations légiles de débroussaillement Cette profondeur est fixée par arrèté préfectoral



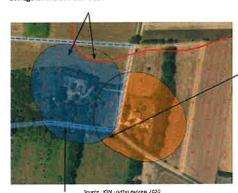
Annexes

Fiche d'information Obligation Légale de Débroussaillement

Informations acquéreurs - locataires (IAL) Version : Décembre 2024 😅 🕬

Exemple:

Le propriétaire débroussaille les abords de sa maison sur une profondeur de 50 mètres à l'intérieur seulement du zonage informatif des OLD.



En cas de superposition, l'obligation de mise en oeuvre incombe en priorité au propriètaire de la zone de superposition

Si la superposition concerne une parcelle tierce qui ne génère pas d'OLD elle-même, chaque propriétaire dont les OLD débordent sur cette parcelle est responsable du débroussaillage des zones les plus proches des limites de sa propre parcelle.

Zonage informatif des OLD

Parcelle propriétaire A

OLD qui incombent au propriétaire A

Parcelle propriétaire B

OLD qui incombent au propriétaire B

Profondeur de 50 mètres autour des constructions

Attention, le débroussaillement doit être réalisé de manière continue sans tenir compte des limites de la propriété et ainsi déborder sur une parcelle voisine.

COMMENT ET QUAND DÉBROUSSAILLER ?

Les modalités précises de mise en œuvre du débroussaillement sont adaptées au mieux aux conditions locales de votre département. Premier réflexe : allez consulter le site de votre préfecture l

Le débroussaillement comprend plusieurs types de travaux :

- des travaux de réduction importante de la végétation, qui peuvent nécessiter la coupe d'arbres ou d'arbustes, travaux recommandés durant les saisons d'automne et d'hiver;
- l'entretien des zones déjà débroussaillées, qui consiste à maintenir une faible densité de végétation au sol en coupant les herbes et les broussailles;



• le nettoyage après une opération d'entretien, comprenant l'élimination des résidus végétaux et l'éloignement de tout combustible potentiel aux abords de l'habitation

Que faire des déchets verts?

Vous pouvez les broyer ou les composter, car ils sont biodégradables. Vous avez également la possibilité de les déposer à la déchetterie. Vous pouvez vous renseigner auprès de votre mairie pour connaître les modalités de traitement des déchets verts dans votre commune, communauté de communes ou agglomération.



Annexes

Fiche d'information Obligation Légale de Débroussaillement

Informations acquéreurs - locataires (IAL) Version Décembre 2024

QUE RISQUEZ-VOUS SI VOUS NE DÉBROUSSAILLEZ PAS VOTRE TERRAIN?

Ne pas débroussailler son terrain, c'est risquer l'incendie de son habitation, mettre l'environnement et soi-même en danger et compliquer l'intervention des services d'incendie et de secours, Vous vous exposez également à des sanctions, telles que :

- u des sanctions pénales : de la contravention de 5° classe, pouvant aller jusqu'à 1 500 €, au délit puni de 50 €/m² non débroussaillé;
- a des sanctions administratives : mise en demeure de débroussailler avec astreinte, amende administrative allant jusqu'à 50 €/m² pour les zones non débroussaillées, exécution d'office : la commune peut réaliser les travaux et facturer le propriétaire ;
- o une franchise sur le remboursement des assurances.



ntallinute partie consumer of an feu, Rognac (13) source ONF

Pour aller plus loin sur les obligations légales de débroussaillement :

- Site internet de votre préfecture
- · jedebroussaille.gouv.fr
- Dossier expert sur les feux de forêt | Géorisques
- Page sur les obligations légales de débroussaillement | Géorisques
- Observatoire des forêts françaises
- Articles L. 134-5 à L. 134-18 du code forestier



Direction générale de la prévention des risques - Décembre 2024



Annexes Arrêtés



Cabinet du Préfet Direction de la sécurité intérieure et de la protection chile Service interministériel de défense et protection civile

Arliane DIAGNOSTIC IMMOBILIER

ARRETE PREFECTORAL PORTANT APPROBATION DE LA REVISION N° 2 DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.) DE LA COMMUNE DE MODANE

LE PREFET DE LA SAVOIE, Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'honneur

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de la construction et de l'habitat.

Vu le code général des collectivités territoriales.

Vu le décret nº 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.).

Vu le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels,

Vu l'arrêté préfectoral du 1º décembre 1997 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles sur la commune de Modane,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 février 2012 portant approbation de la révision générale du plan de prévention des risques naturels de la commune de Modane.

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 prescrivant la révision partielle n° 2 du plan de prévention des risques naturels prévisibles, qui a pour objet la prise en compte de l'atlas des zones inondables de l'Arc entre Pontamafrey-Monpascal et Aussois, qui réduit l'aléa inondation par l'Arc sur une partie de la zone du pôle industriel du Fréjus sur la commune de Modane.

Vu l'avis favorable du conseil municipal en date 14 septembre 2015.

Vu l'avis favorable du syndicat du pays de Maurienne en date du 6 novembre 2015.

Vu l'avis favorable de la communauté de communes « Terra Modana » en date du 8 janvier 2016,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2015 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur rendus à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 décembre 2015 au 15 janvier 2016,

Vu l'avis favorable émis par la commissaire enquêteur en date du 25 janvier 2016.

Sur proposition de Madame la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Savoie :

Article ler: La révision partielle n° 2 du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Modane est approuvee.

> PRÉFECTURE DE LA SAVOIE - BP 1801 - 73018 CHAMBERY CEDEX STANDARD 04 79 75 50 00 - TELECOPIE 04 79 75 08.27 bite many sweet ones fr

Arliane DIAGNOSTIC IMMOBILIER

Edition en ligne du 20/03/2025 Réf. Interne : 2025-03-20-7493526

Annexes

Arrêtés

Le P.P.R. comprend:

- la note de présentation.
- les documents graphiques,
- le règlement.

Article 2:

L'ensemble de ces pièces est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de Modane,
 à la sous préfecture de Saint Jean de Maurienne.
 à la profecture direction de la sécurité intérieure et de la protection civile service interministériel de défense et protection civile.
- à la direction départementale des territoires service sécurité risques ,
 sur le site internet des services de l'Etat en Savoie à l'adresse suivante www.savoie.gouy fr

Article 3: Le présent arrêté sera notifié au maire de Modane, au sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, au directeur départemental des territoires et au chef du service R.T.M.

Article 4: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et mention en sera faite par le préfet, en caractères apparents, dans le journal ci-après désigné : - le Dauphiné libéré

Cet arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet des services de l'Etat en Savoie à l'adresse suivante http://www.savoie.gouv.fr/Politiques-Publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/Les-risques-naturels/Le-risque-en-montagne/PPR-de-Modane

Cet arrêté sera affiché à la mairie de Modane pendant un mois au minimum et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans la commune.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et un exemplaire du journal sera annexé au dossier.

Article 5:

Article S; Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique et sera annexé au plan local d'urbanisme conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Le sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, le maire de Modane, le directeur de la sécurité intérieure et de la protection civile, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le 5 février 2016

LE PREFET

Signé : Denis LABBE



Annexes

Arrêtés



PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction Départementale des Territoires Service Sécurité et Risques Unité Risques

Arrêté préfectoral DDT/SSR/risques n° 2016-1476 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majoura dans le département de la Savoie

Le Préfet de la Savole, Chevaller de l'Ordre National de la Légion d'honneur

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L271-4 et L271-5 ;

VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 de délégation de signature du préfet au directeur départemental des

VU l'arrêté préfectoral du 14 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Savoie ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie :

ARRETE

Article 1": L'arrêté préfectoral du 14 avril 2011 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de la Savoie est abrogé.

Article 2: L'obligation d'information prévue aux i et il de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique dans toutes les communes du département de la Savoie

Article 3: Tous les éléments nécassaires à l'înformation des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majours sont consignés dans un dossier communal d'information.

Article 4: Sur la base de ce dossier, l'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, conformément au modèle défini par l'arrêté ministériel du 19 mars 2013.

Article 5 : L'obligation d'information prévue au IV de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique pour l'onsemble des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune dans lequel se situe le bien. Coux-ci sont consultables sur le site internet prim.net, rubrique « ma commune

Article 5 : Les documents et dossiers mentionnés à l'article 3 du présent arrêté sont tenus à la disposition du public, en mairie et à la direction départementale des territoires de la Savoie et consultables sur le site internet des services de mairie et à la din l'État en Savoie :

l'État en Savole : avve savois prefigion fi Les vendeurs ou balfaurs qui en ferront la demande pourront, moyennant, le cas échéant, une participation aux frais de réproduction et de transmission des documents, obtenir dopie des informations qui les intéressent auprès de la commune concernée, dans les conditions prévues par l'article L.124-1 du code de l'environnement.



Annexes

Arrêtés

Article Z: Les dossiers communaux sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mantionnées à l'article R. 125-25 du Code de l'Environnement. La parution d'un nouvel arrêté interministériel portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique n'entraîne pas la mise à jour du présent arrêté.

Article 8 : Une cople du présent arrêté est adresée à tous les maires des communes du département de la Savole et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché en mairie ; l'accomplissement de cette publicité incombe aux maires. Il sera également publié au receil des actes administratifs de la préfecture. Une mention de l'arrêté sera insêrée dans le journal : Le Deuphiné.

Le présent arrêté sera accessible sur le site internet des services de l'Etat en Savoie

Article 9 : Madame la secrétaire générale de la préfecture, Madame la directrice de cabinet, Messieurs les sous-préfets d'arrondissements, Monsieur le directeur départemental des territoires et Messieurs les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Chambéry, le 1 5 NOV. 2016

Pour le Préfet, par délégation, le directeur départemental des territoires.

Joan-Parrie LESTOILLE



Annexes Arrêtés



Direction Départementale des Territoires Service Sécurité Risques Unité Risques

Arrêté préfectoral DDT/esr/ur n° 2019-0662

Approbation du Plan de Prévention des Risques d'inondation de l'Arc sur les communes de :

Aussois, Avrieux, Fourneaux, la Tour-en-Maurienne (communes déléguées d'Hermillon et de ontamafrey-Montpascal), Le Freney, Modane, Montricher-Albanne, Orelle, St André, St Joan de Maurienne, St Julien Montdenis, St Martin d'Arc, St Martin La Porte, St Michel de Maurienne, Valloire, Villargondran et Villarodin-Bourget.

Le Préfet de la Savole. Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU la code de l'environnement,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code de la construction et de l'habital,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 reletif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le décret 2011-785 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU l'amèté préfectoral du 12 juillet 2004 approuvant le PPRN d'Hermilton qui comporte un volet inondations liées aux crues de l'Arc.

VU l'arrêté préfectoral du 5 nevembre 2008 approuvant le PPRN de Pontamafrey-Montpascal qui comporte un volet incredations lièes aux crues de l'Arc,

VU Farrêté préfectoral du 15 décembre 2011 approuvant le PPRN de Fourneaux qui comporte un volet inondations liées aux crues de l'Arc.

VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2012 approuvant le PPRN de Modane qui comporte un voiet inondations liées aux crues de l'Arc.

VU la décision n° 08214PP0228 du 11 mars 2015 de ne pas soumettre le PPR à l'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2015 prescrivant la réalisation d'un Plan de Prévention des Risques d'inondation de l'Arc sur les parties des territoires des communes de Ausseis, Avrieux, Fourneaux, Harmillon, Le Freney, Modane, Montricher-Albanne, Orelle, Pontamafrey-Montpascal, St. André, St. Jean de Maurienne, St. Julien Montfederis, St. Martin d'Arc, St. Martin La Porte, St. Michel de Maurienne, Valloire, Villarpondran et Villarpondran et Villarpondran et Porte.

VU l'arrèté préfectoral du 27 mars 2018 prolongeant de dix-huit mois le délai de prescription initial du Ptan de Prévention des Risques d'inondation de l'Arc sur les parties des territoires des communes de Aussois, Aurieux, Fourneaux, Hormillon, Le Francy, Modane, Montricher-Albanne, Orolle, Pontamatrey-Montpascal, St André, St Jean de Maurienne, St Julien Montdenis, St Martin d'Arc, St Martin La Porte, St Machel de Maurienne, Valloire, Vallargondran et Villarodin-Bourget,

VU la consultation administrative débutée le 10 août 2016 suprès des communes, des EPCI et des organismes



Annexes

Arrêtés

VU les délibérations favorables des communes de St Julien Montdenis en date du 18 septembre 2018. St Martin vulles desiberations ravorations des communes de St Julian Montdonis en date du 18 septembre 2018, St Martin la Portie en date du 17 septembre 2018, Willarpondran en date du 20 septembre 2018, Hornillon en date du 18 septembre 2018, Montdone en date du 24 septembre 2018, Avrieux en date du 16 octobre 2018, les avis défavorables des communes de St Jean de Maurlenne en date du 28 septembre 2018, Montdoher-Allbanne en date du 30 août 2018, Pontamafrey-Mompascal en date du 09 octobre 2018 et les avis réputés favorables des communes de Aussois, Fourneaux, Le Francy, Orelle, St André, St Martin d'Arc, St Michel de Maurlenne, Valloire et Villarodin-Bourget,

VU l'avis réputé favorable du Syndicat du Pays de Maurienne,

VU l'avis défavorable de la Communauté de Communes Coeur de Maurienne Arvan,

VU l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture de la Savoie en date du 03 octobre 2018,

VU l'avis réputé favorable du Centre Régional de la Propriété Forestière,

VU l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2018 portant création de la commune nouvelle de La Tour-en-Maurienne en lleu et place des communes de Pontamafrey-Montpascal, d'Hermillon et du Châtel au 1° janvier 2019,

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique

VU les remarques émises par le public au cours de l'enquête publique qui s'est déroulée du 10 décembre 2018

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur rendus à l'issue de l'enquête publique le 30 janvier 2019.

VU l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur en date du 28 février 2019.

VU le rapport de synthèse de la direction départementale des terrifoires proposant à Monsieur le Préfet l'approbation du dossier PPRI en date du 17 juillet 2019,

Considérant que les avis exprimés avant et au cours de l'enquête publique ne remettent pas en cause le contanu du plan élaboré dans son économie générale.

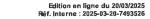
SUR proposition de monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Savoie,

Article 1º: Le plan de prévention des risques d'inondation de l'Arc sur les parties des territoires des communes de Aussois, Avrieux, Fourneaux, la Tour-en-Maurienne (communes déléguées d'Hermillan et de Portumalrey-Montposcai), Lo Freney, Modane, Montricher-Albanne, Crelle, St Andre, St Juen de Maurienne, St Julein Montdenis, St Martin d'Arc, St Martin La Porte, St Michel de Maurienne, Valloire, Villargondran et Villarudin-Bourget est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté. Ce plan se compose d'une note de présentation, d'un réglement, des plans de zonage réglementaire, sinsi que des documents facilitant la compréhension du dossier (carties d'aléas conjugués et cartes des enjeux).

Article 2: Les volets inondations par l'Arc des PPRN de Hermillon, Pontamafrey-Montpascal, Fourneaux et Modane sont abronée

Article 3: Le plan de prévention des risques d'inondation est tenu à la disposition du public:
- dens les maines concemées,
- à la Communauté de Communes Coeur de Maunenne Arvan,
- au Syndricat du Pays de Maunenne,
- à la Préfecture de la Savoie (direction des sécurités),
- à la Sous Préfecture de SI Jean de Maunienne,
- à la Direction Députamentatio des Tentieires de la Savoie / Service Sécurité et Risques,
- sur le site internet de l'État en Savoie (www.savoie.gouv.fr).

Article 4: Le présent arrêté fera l'objet d'une notification aux maires des communes de Aussole, Avrioux, Fournoaux, Hermillon, le Tour-en-Maurienne (communes déléguées d'Hermillon et de Pontamafrey-Montpascal), Le Freney, Modane, Montricher-Abanne, Oreille, St André, St Jean de Maurienne, St Julien Montdenis, St Marrin d'Arc, St Martin La Porte, St Michel de Maurienne, Visiloire, Villargondran, Villarodin-Bourget, au Syndicat du Pays de Maurienne établissement public de coopération intercommunels compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT), à le Communauté de Communes Coeur de Maurienne Arvan établissement compétent en mattére d'urbanisme, au secrétariat générale de la Préfecture de la Savole et à la Sous Préfecture de St Jean de Maurienne.





Annexes

Aπêtés

Article 5: Le prisent arrêté sers publié su recueil des actes administratifs et mention en sera felle per le préfet, en caractères apparents, dans le journal le Dauphiné Libéré.

Cet avis sera affiché dans les communes concernées par le PPRI, au slège de la commune nouveile de la Tour-en-Maurienne, ainsi qu'aux sièges du Syndicat du Pays de Maurienne et de la Communauté de Communes Coeur de Maurienne Arvan pendant un (1) mois au minimum et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans la commune.

Ces mesures de publicité seront justifiées per un certificat du maire et du président des EPCI, et un exemplaire du journal sera annexé au dossier.

il sera également consultable sur le site internet de l'Etat en Savole : http://www.savole.gouy.fr

Article 5 : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique et sera annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Article 7: Conformément aux articles R.421-1 à R.421.7 du code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de se publication au recueit des actes administratifs.

Dans le même délai, un recours gracieux est égaiement possible auprês de l'autorité signataire du présent arrête. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au termé de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 8: Le secrétaire général de la préfecture de la Sardie, le sous-préfet de St Jean de Maunenne, les maires des communes de Aussois, Avrieux, Fourneaux, la Tour en Maurienne (communes déléguées d'Hermillon et de Pontamafrey-Montpascal), Le Freney, Modane, Montricher-Albanne, Orelle, St André, St Jean de Maurienne, St Julien Montderins, St Martin d'Arc. St Martin La Porte, St Michel de Maurienne, Valloire, Villargondam, Villarodio-Bourget, le président de Syndicat du pays de Mourienne, le résident de la Communauté de Communes Coeur de Maurienne Arvan, le directeur départemental des territoires, le directeur des sécurités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le 2 4 JUL 2019

I mile I AUGIER

Préfet.



Annexes

Arrêtés



PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction Départementale des Territoires Service Sécurité et Risques Unité Risques

Arrêté Préfectoral DDT/SSR/unité risques n° 2019-1008 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques et poliutions sur la commune de Modane

Le Préfet de la Savole, Chevalier de la Légion d'honneur Chevaller de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territorisles,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27.

VU le code la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L 271-5,

VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique,

VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français,

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départe
- VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 2019 de délégation de alignature du préfet au directeur départemental des territoires de la Savoie,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016-1476 du 15 novembre 2016 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de blens immobiliers sur les risques naturels et lechnologiques majeurs dans le département de la Savoie,
- VIJ l'arrêté préfectoral IAL n° 2016-1545 du 22 décembre 2016 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturals et technologiques majeurs sur la commune de Modane
- VU la modification des fiches communales d'information sur les risques et les pollutions de septembre 2018 intégrant l'information relative à la poliution de sols et la situation de la commune au regard du zonage réglementaire à potential radon,

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Savoie,

Article 1": L'arrêté préfectoral IAL n° 2016-1545 du 22 décembre 2016 est abrogé.

<u>Article 2</u>: Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de blens immobiliers studes sur la commune de Modane sont consignée dens le dossier communal d'information annexé au présent artêté;



Annexes

Arrêtés

- Ce dossier comprend :
 la mention des risques naturels et technologiques pris en compte,

 - la intelluctures resides features et receivant projects pur ser compres, l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le ballieur peut se référer, le niveau de sismicité réglamentaire attaché à la commune,

 - le niveau du potentiel radon
 - la mention des secteurs d'information sur les sols (SIS)
 - le nombre des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturalie ou technologique.

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables à la mairie de Modane et à la Direction Départementale des Territoires de la Savole.

Article 3 : Le dossier communal d'information sera mis à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L125-5 du code de l'environnement.

<u>Article 4</u>: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'information est adressée au maire de la commune de Modane et à la chambre départementaire des notaires de la Sevole.

Le présent arrêté sera affiché en mairie ; l'accompissement de cette publicité incombe aux maires. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Savole.

Une mention de l'arrêté sera insérée dans le journal : Le Dauphiné.

Cet arrêté et le dossier communal d'information seront accessibles depuis le site internet des services de l'État en Savols : www.earvois.pref.gote.fr

Article 5: Conformément aux articles R.421-1 à R.421.7 du code de justice administrative, le présent amété est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un détai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Dans le même détal, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le détal de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 9 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur de cabinet, Monsieur le sous-préfet de Saint-Jean-de-Maintenne, Monsieur le directaur départemental des territoires de la Savoie, et Monsieur le maire de la commune de Modarie sont chargés, chiscun en ce qui ele concerne, de l'application du présent arrêté.

Chambéry, le

- 6 SEP. 2019

Pour le Préfet, par délégation,

Hervé BRUNELOT

La Directe Departemental



Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*



Réalisé en ligne** par Media Immo
Pour le compte de ACCORD DIAG 73
Numéro de dossier 2025-03-20-SFO-12250
Date de réalisation 20/03/2025

Localisation du bien 20 Rue des bettets Valfréjus-Rés, le Cheval Blanc-

escalier B-73500 MODANE

Section cadastrale F 1814, F 2402, F 2405, F 2474

Altitude 1547.4m

Données GPS Latitude 45.176849 - Longitude 6.655918

Désignation du vendeur

Désignation de l'acquéreur

Dans un rayon de 200m autour du bien BASOL 0 SITE

BASIAS Actifs
0 SITE

BASIAS Terminés
0 SITE

BASIAS Inconnus
0 SITE

Total
0 SITE

Dans un rayon entre 200m et 500m du bien



Conclusion

A ce jour et selon les informations transmises par le BRGM et le MEDDE, il s'avère qu'à moins de 500m du bien :

0 site pollué (ou potentiellement pollué) est répertorié par BASOL.

0 sile industriel et activité de service est répertorié par BASIAS.

O site est répertorié au total.

MEDIA IMMO 124, noe taan Bassin 91.000 (1988), 1950-1945 194, 01.50 (1984), 195 SIRET 195 (175 (1984)

Fait à Corbeil Essonnes, le 20/03/2025

* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Bat concernant les risques de poliution des sols.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL, BASIAS, CASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Document réalisé à partir des bases de données BASIAS, BASOL et CASIAS

(gerees par le BRGM - Bureau de Recherches Geologiques et Minières et le MEDDE - Ministère de l'Ecologie, du Developpement Durable et de l'Energie)

SOMMARE

Synthèse de votre Bat des Risques de Pollution des Sols

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

Inventaire des sites BASOL / BASIAS situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés



Qu'est-ce que l'ERPS ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Qu'est-ce qu'un site pollué ?

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution suceptible de provoquer une nuisance ou un risque perenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe égalemnt autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, à l'échelle cadastrale.

Quels sont les derniers changements ?

Le décret n° 2022-1289 du 1er octobre 2022 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur les risques vient renforcer le formalisme de l'état de pollution des sols. Depuis le 1er janvier 2023, l'ERP doit mentionner le dernier arrêté pris par le préfet sur l'existence d'un SIS, la date d'élaboration, le numéro des parcelles concernées, ainsi que des dispositions réglementaires, tout en reprenant les informations à disposition dans le système d'information géographique (art R125-26 du Code de l'environnement).

Que signifient BASOL, BASIAS et CASIAS ?

➡ BASOL : BAse de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à litre préventif ou curatif.

BASIAS : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières). Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle

CASIAS : Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Service, présentant l'historique des activités industrielles ou de services que se sont succédé au cours du temps. CASIAS ne préjuge pas d'une pollution effective des sols des établissements recensés.

Que propose Media Immo ?

Media Immo vous transmet, à titre informatif, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données BASOL et BASIAS, et sur CASIAS.

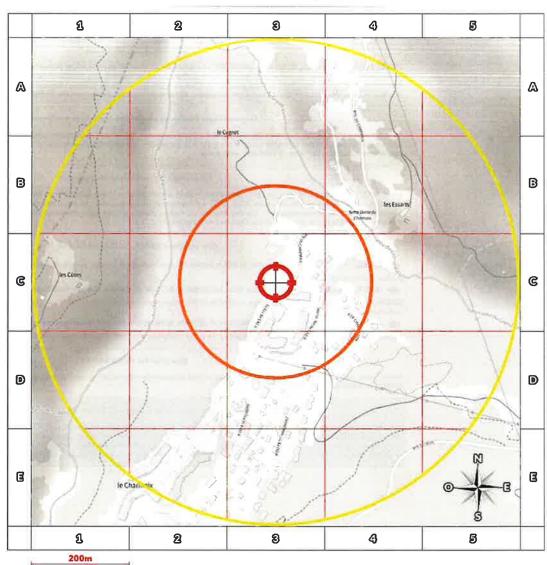
Quels sont les risques el le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

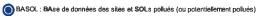
« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à comptar de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur. lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par repport au prix de vente ». (Extrait du Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015)



Cartographie des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien





BASIAS en activité : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service

💡 😜 Sites CASIAS : Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

BASIAS dont l'activité est terminée : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service

BASIAS dont l'activité est inconnue : Base de données d'Anciens Sites (ndustriels et Activités de Service

Emplacement du bien

Zone de 200m autour du bien

Zone de 500m autour du bien

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement polluée) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos 🚳 ョ et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous alderont à vous repérer sur la carte. Le descriptif complet des sites CASIAS est consultable sur le site https://gearisques.gouv.fr/.



Inventaire des sites BASOL / BASIAS situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

Ropère	Nom	Activité des sites situés à moins de :	200m Distance (Environ)
		Aucun résultat à moins de 200m	
Repère	Nom	Activité des sites situés de 200m à 5	500m Distance (Environ)
		Aucun résultat de 200m à 500m	
	Nom	Activité des sites non loc	caliu 6 s
	110111	Aucun site non localisé	



Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*



Réalisé en ligne** par Media Immo

Pour le compte de ACCORD DIAG 73

Numéro de dossier 2025-03-20-SFO-12250

Date de réalisation 20/03/2025

Localisation du bien 20 Rue des bettets Valfréjus-Rés, le Cheval Blanc-

escalier B-73500 MODANE

Section cadastrale F 1814, F 2402, F 2405, F 2474

Altitude 1547.4m

Données GPS Latitude 45.176849 - Longitude 6.655918

Désignation du vendeur l

Désignation de l'acquéreur

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉAI OGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

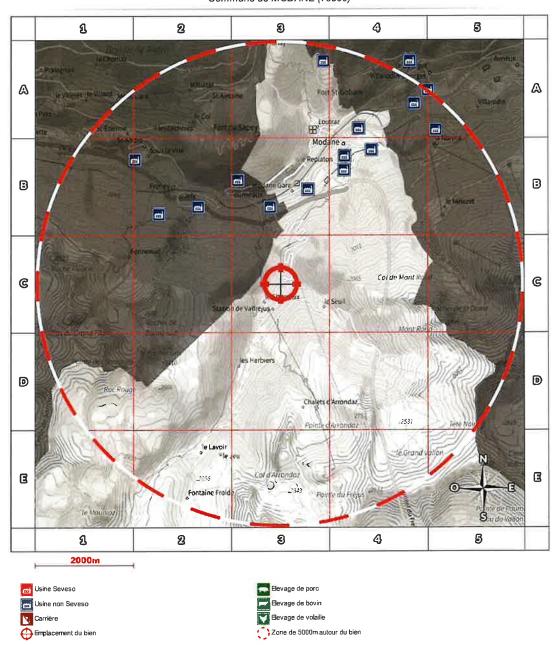
SOMMARE

^{*} Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Bat.

^{**} Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client scient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.



Cartographie des ICPE Commune de MODANE (73500)



Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos , ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos ou le protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos de la protection de l'Environnement situées à la protection de l'Environnement situées à la protection de l'Environnement situées de la protection de la protection de la protection de la protection de l'environnement situées de la p

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.



Inventaire des ICPE Commune de MODANE (73500)

b père	Situation	Nom	Adresses	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
SVIOLE.			CPE situeés à moins de 5000m du bien		
(m)	Valeur Initiale	SFTRF	Lieu-dit « Ancienne carrière SOCAMO »	En fin d?exploitation	Non Seveso
路	valeur initiale	SFIRE	73500 Modane	INCONNU	NON
A4	Valeur Initiale	SIRTOM MAURIENNE	lieu dit l'isle	Inconnu	Non Seveso
237	V DICUI TIMBLE	SECTION INCOME	73500 MODANE	INCONNU	NON
B4	Valeur Initiale	BIANCO PRODUITS	Hateforme du tunnel du Fréjus	Inconnu	Non Seveso
===	Tologi Finolo	PETROLIERS (MODANE)	73500 MODANE	INCONNU	NON
B4	Valeur Initiale	AS 24 MODANE	Station B.AN (station dite du bas) Flateforme du tunnel du Fréius	Inconnu	Non Seveso
27	Valcul Filtare	AG 24 NOOKNE	73500 MODANE	INCONNU	NON
B4	Valeur Initiale	AS 24 MODANE	Station du haut Plateforme du tunnel du Fréjus	Inconnu	Non Seveso
	Taron India	/ TO ET THOUT THE	73500 MODANE	INCONNU	NON
B3	Valeur Initiale	SAEM SOGENOR	LIEUDIT LA CHALLE	Inconnu	Non Seveso
===	Total Elitara	O I LIN GOOD TON	73500 Modane	INCONNU	NON
路	Valeur Initiale	CASARIN ET FLS	Lieu-dit Le Golet	Іпсоппи	Non Seveso
===	Taiodi Finaio	GIOTIGUELLES	73500 MODANE	INCONNU	NON
B4	Valeur Initiale	CASARIN ET FLS	Lieu dit Rocher Chall	Inconnu	Non Seveso
	valour amoujo	0.00.000	73500 MODANE	INCONNU	NON
麗	Valeur Initiale	SFTRF	Lieu-dit Gallet - Champ de pins	Inconnu	Non Seveso
24.5	10001 1110010		73500 MODANE	INCONNU	NON
B4	Valeur Initiale	CASARIN et Fils	Lieu-dit Gollet - Champ de pins	Inconnu	Non Seveso
			73500 Modane	INCONNU	NON
B3	Valeur Initiale	VINCI CONSTRUCTION GRANDS	1076 ? 1104 rue de l?Isle Pôle industriel du Fréjus	En exploitation avec titre	Non Seveso
-		PROJETS	73500 Villarodin-Bourget	INCONNU	NON
B4	Valeur Initiale	PELLEREY FRERES		Inconnu	Non Seveso
-	- Global Billiano		73500 MODANE	INCONNU	NON

Nom	Adresso	Bat d'activité Régime	Geveso Priorité Nationale
	ICPE altueés à plure de 5000m du	i blem	
	Aucun ICPE à plus de 5000m du bien sur la co	mmune MODANE	



Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme

Réalisé en ligne* par ACCORD DIAG 73 Numéro de dossier 2025-03-20-SFO-12250 Date de réalisation 20/03/2025

Localisation du bien 20 Rue des bettets Valfréjus-Rés, le Cheval Blanc-escalier B-73500 MODANE

Section cadastrale F 1814, F 2402, F 2405, F 2474

Altitude 1547.4m

Données GPS | Latitude 45,176849 - Longitude 6,655918

Désignation du vendeur Désignation de l'acquéreur

* Media immo réalise, sous se seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client scient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données scient à jour.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU RÉGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT

Non exposé

000 F 1814, 000 F 2402, 000 F 2405, 000 F 2474

SOMMARE

Synthèse de votre Bat des Nuisances Sonores Aériennes Imprimé Officiel (feuille rose/violette)

Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodromes



Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme

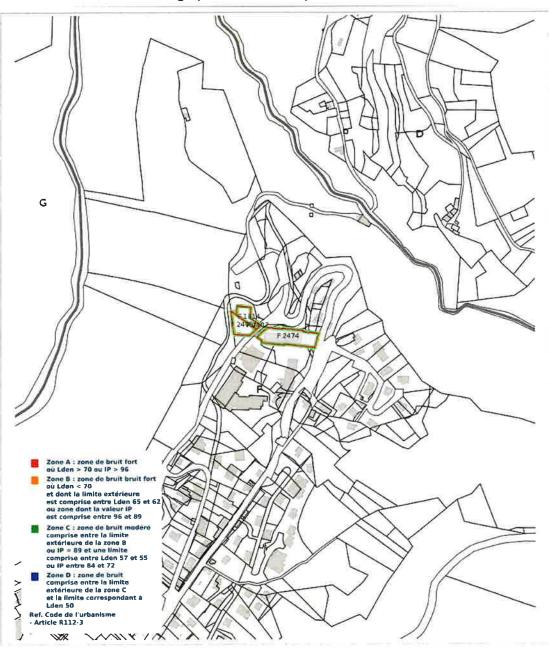
0	mis à jour le date	¹ oui non (
· O	date	² oul non (
•0	date	² oul non (
	date	
		oui non
		oui non
	date	
-	المالي المالي	The Time of
one C ³		zone D ⁴
odérée		
icles A to ade qu	eneral des implifs (et sous re	serve des dispositions de l'article (; 1129 di
s d'auvernire)		
	AND AND ADDRESS OF A CO.	
	odérée des A v adeq dansarse prises e	ries Acutate que el des impre persons rel discerna el. s prises en compte lexposition-au-bruit-peb

Der (pl. 1 metro) en le variendo, la parte matición y la 10 de la proposición de la 10 de la proposición de la 10 de la parte dela parte de la parte de la parte dela parte de la parte dela parte de la parte dela parte dela parte de la parte de la parte dela parte dela parte dela parte dela parte dela parte dela parte de la parte dela p

The analysis of Second field makes excellent one of the Carried sectors in a second of the second field with the second field of the second field



Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit





Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodromes



PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

CONSTRUCTIONS NOUVELLES	ZONE A	ZONE B	ZONEC	ZONE D
Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit				
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement llés ou nécessalres à l'activité agricole	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique	s'ils ne peuvent être localisés ailleurs			
Constructions à usage industriel, commercial et agricule	s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente			
Equipements publics ou collectifs	s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes			
Maisons d'habitation individuelles non groupées			si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil	
Immeubles collectifs à usage d'habitation				
Habitat groupé (lotissement,) parcs résidentiels de loisirs				

HABITAT EXISTANT	ZONE A	ZONE B	ZONEC	ZONE D
Opérations de rénovation, de rénabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes	sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants			si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

CONST	RUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTAN	r .
autorisé sous résurve de mesures d'isolation acoustique	autorisé sous conditions	Non autorisé

© DGAC 2004

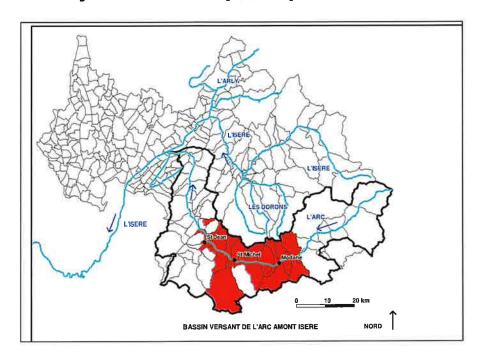


MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction Départementale des Territoires de la Savoie Service Sécurité Risques Unité Risques

Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de l'Arc

Tronçon Pontamafrey-Montpascal à Aussois



I.2 Règlement

Dossier approuvé le 24 juillet 2019

Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Arc Tronçon médian de Pontamafrey-Montpascal à Aussois

Communes concernées: Aussois, Avrieux, Villarodin-Bourget, Modane, Fourneaux, St André, Le Freney, Orelle, St Michel de Maurienne, St Martin d'Arc, Valloire, St Martin de La Porte, Montricher-Albanne, St Julien Montdenis, Villargondran, St Jean de Maurienne, la Tour-en-Maurienne (communes déléguées d'Hermillon et de Pontamafrey-Montpascal).

Règlement

Table des matières

TITRE I: GENERALITES	3
TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES applicables à tout le territoire du PPRI	5
Article 1 - Préservation des lits mineurs	5
Article 2 - Bande de recul	5
1 - Principe	5
2 - Application	6
- Rivière Arc	6
3 - Réglementation dans la bande de recul	
Article 3 - Détermination de la cote de référence.	8
Le règlement fait état de cotes de référence	8
ZONĒ R	9
Article R1 - Interdictions	
Article R2 - Autorisations	10
Article R3 - Prescriptions	11
Article R4 - Recommandations	12
ZONE Rd : bande de sécurité à l'arrière des digues	13
Article Rd1 - Interdictions	13
Article Rd2 - Autorisations	
Article Rd3 - Prescriptions	14
Article Rd4 - Recommandations	
ZONE B	
Article B1 - Interdictions	
Article B4 - Recommandations	18
TITRE V - MESURES CONCERNANT LES BIENS EXISTANTS	19
Considérations portant sur la réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants	19
Article 1 – Mesures obligatoires	19
Article 2 – Mesures recommandées.	
Article 2 - Mesures recommandees	20
TITRE VI - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE	21
Chapitre 1 - Mesures de prévention	21
Chapitre 2 - Mesures de protection collectives	22
Chapitre 3 - Mesures de sauvegarde	23
ANDENES	0.4
ANNEXES	24
ANNEXE 1 : Classification des ERP	
ANNEXE 2 : Fiches Conseils	
PPRI de l'Arc : tronçon médian de Pontamafrey-Montpascal à Aussois approuvé le 24 juillet 2019	2

ANNEXE 3 : Fiches travaux à l'attention des constructeurs	30
ANNEXE 4 : Glossaire	31

TITRE I : GÉNÉRALITÉS

Le règlement du plan de Prévention des Risques Inondation s'applique à la rivière Arc sur les territoires des communes de

Aussois, Avrieux, Villarodin-Bourget, Modane, Fourneaux, St André, Le Freney, Orelle, St Michel de Maurienne, St Martin d'Arc, Valloire, St Martin de La Porte, Montricher-Albanne, St Julien Montdenis, Villargondran, St Jean de Maurienne, Hermillon, Pontamafrey-Montpascal.

Ce titre premier a pour objectif de présenter un certain nombre de considérations générales nécessaires à une bonne compréhension et à une bonne utilisation du règlement du PPRI, document établi par l'État et opposable aux tiers une fois toutes les mesures de publicité réalisées (publication de l'arrêté d'approbation au recueil des actes administratifs, affichage en mairie, publicité dans la presse).

Le PPRi vaut servitude d'utilité publique, à ce titre il est annexé au P.L.U. (ou P.O.S.) conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme. Il s'applique indépendamment de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur, le présent règlement fixe les dispositions applicables :

- à l'implantation de toutes constructions et installations nouvelles,
- à la réalisation de tous travaux.
- à l'exercice de toutes activités.
- aux biens et activités existants.

Les prescriptions sont définies par zones homogènes, définies ci-après et représentées sur les cartes de zonage réglementaire.

ZONAGE

Conformément au décret nº 95-1089 du 5 octobre 1995 pris en application de la loi du 2 février 1995, les territoires des communes sont divisés en trois zones :

- Des zones rouges inconstructibles (R, Rd) : Certains aménagements peuvent toutefois y être autorisés, assortis d'une prise en compte du risque, mais la vocation de ces zones est globalement le maintien du bâti à l'existant.
- Des zones bleues constructibles sous conditions (B): La vocation de ces zones est de permettre la réalisation de la plupart des constructions nouvelles sous réserve d'une prise en compte appropriée du risque visant à limiter l'aggravation de la vulnérabilité et des aléas.

Des zones blanches ; zones dans lesquelles il n'y a pas de risque prévisible ou pour lesquelles la probabilité d'occurrence est plus rare que la crue de référence. Elles ne sont pas soumises à une réglementation spécifique mais les prescriptions générales du présent règlement s'y appliquent.

Il appartient au maître d'ouvrage de prendre en compte, dans son projet, la présence possible d'une nappe souterraine et l'éventualité, dans ces zones blanches, à proximité des zones rouges, bleues et vertes (en particulier en cas de niveaux enterrés), d'une crue supérieure à la crue de référence, d'écoulements non cartographiés, ou des phénomènes non pris en compte dans le présent PPRI comme les remontées de nappe par exemple.

• CRUE DE REFERENCE

La crue de référence est, pour le bassin de l'Arc, la crue centennale.

• MISE EN OEUVRE ET CONSEQUENCES

Les règles du PPRI sont définies en application de l'article L 562-1-II-1° et 2 du code de l'environnement.

Leur application est de la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre des constructions, travaux et installations (concernés par le présent règlement).

Le respect des dispositions du PPRi conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

Il est rappelé qu'en application de l'article L 562-5 du code de l'environnement, les infractions aux dispositions du PPRI sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'État ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du code de l'urbanisme.

TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES applicables à tout le territoire du PPRI

Article 1 - Préservation des lits mineurs

La loi sur l'eau définit le lit mineur d'un cours d'eau comme étant l'espace recouvert par les eaux coulantes à pleins bords avant débordement. Il correspond en général à la zone comprise entre les crêtes de berges ou de digues.

Le lit mineur est mobilisé régulièrement par les crues. L'ensemble du lit mineur doit rester naturel, afin de permettre l'écoulement optimal des crues et la « respiration » de la rivière (espace de bon fonctionnement morphologique et biologique). En particulier, on veillera à interdire l'édification de pile d'ouvrage dans le lit mineur des cours d'eau.

Tout projet autre que ceux cités ci-dessous est interdit dans l'emprise du lit mineur des cours d'eau.

Peuvent être autorisés :

- 1. Sous réserve qu'ils maintiennent la capacité d'écoulement en crue centennale et qu'ils soient conçus de manière à limiter la formation d'embâcle, les constructions et les installations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général, les infrastructures (notamment les infrastructures de transports routiers, ferroviaires, de fluides, les ouvrages de franchissement aériens ou souterrains), les équipements et ouvrages techniques qui s'y rattachent, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux;
- Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, notamment ceux autorisés au titre de la loi sur l'eau (ou valant loi sur l'eau), et ceux réalisés dans le cadre d'un projet global d'aménagement et de protection contre les inondations;
- Les ouvrages liés à l'usage de l'eau, sous réserve qu'ils supportent l'inondation, qu'ils ne présentent pas de risque de formation d'embâcle et qu'ils soient suffisamment ancrés au sol;

Toute Installation, Ouvrage, Travaux ou Activité (IOTA) ayant une incidence sur le milieu aquatique en général et le lit mineur en particulier est conditionné à autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau.

Article 2 - Bande de recul

1 - Principe

L'objectif de laisser un espace de mobilité, de respiration ou « espace de bon fonctionnement » aux cours d'eau doit guider toute action à proximité des cours d'eau.

La traduction de cet objectif consiste en la mise en place d'une **bande de recul** sans constructions ni mouvements de terre significatifs (déblais, remblais) de part et d'autre de tout axe hydraulique qui recueille les eaux d'un bassin versant et qui peut de ce fait recevoir un débit de crue suite à un épisode pluvieux

Cette bande de recul permet de se prémunir des conséquences d'éventuelles érosions de berges, débordements ou suite à la création d'embâcles lors d'une crue. Elle permet également l'accès au cours d'eau et le passage des engins notamment pour l'entretien des berges et du lit.

D'une manière générale, les cours d'eau et fossés doivent être maintenus ouverts (sauf bien sûr en cas de couverture rendue nécessaire pour le franchissement d'infrastructures...) et en état de fonctionnement afin de conserver l'écoulement des eaux dans de bonnes conditions.

Les ouvrages non susceptibles de recevoir un débit de crue, tels que certains caniveaux, fossés de drainage ou canaux dont le débit est régulé par construction ne sont pas concernés, même si un libre passage des engins d'entretien reste très souhaitable en général.

2 - Application

Cette bande s'applique aux cours d'eau non étudiés dans le PPRI mais aussi à ceux étudiés soumis ou non à des débordements. Elle ne préjuge en aucun cas de l'absence de risque au-delà de cette bande : en particulier, les cours d'eau torrentiels peuvent déborder, divaguer sur de larges territoires, et des études spécifiques doivent être menées pour les torrents importants ou dès qu'un risque particulier est identifié.

> La bande de recul peut être en zone inondable (cf. suite du règlement) et faire l'objet à ce titre de prescriptions liées à l'inondabilité.

Ce sont les prescriptions les plus contraignantes qui s'appliquent.

L'application de cette marge de recul est fortement recommandée sur l'ensemble du territoire communal.

- Rivière Arc

La bande de recul a une largeur fixe de 10 m, comptée à partir du sommet de la berge de chaque côté. Elle ne comprend pas les débords de toits et les balcons.

L'espace située entre les hauts de berges et le lit mineur doit également rester vierge de tout aménagement.

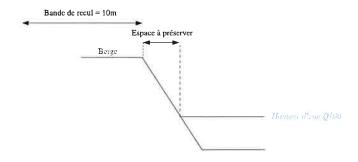
- Cours d'eau affluents de l'Arc

La bande de recul a une largeur fixe de 10 m, comptée à partir du sommet de la berge de chaque côté. Elle ne comprend pas les débords de toits et les balcons.

L'espace située entre les hauts de berges et le lit mineur doit également rester vierge de tout aménagement.

Il est admis que la bande de recul puisse être réduite pour les cas particuliers pour lesquels une étude démontre l'absence de risque d'érosion, d'embâcle et de débordement : berges non érodables, section hydraulique largement suffisante compte tenu de la taille et de la conformation du bassin versant, travaux ayant conduit à redonner l'espace de mobilité en reculant les berges...

Pour permettre l'entretien, la largeur de la bande de recul ne peut être inférieure à 4 m à partir du sommet de la berge (au moins d'un côté pour les petits ruisseaux).



3 - Réglementation dans la bande de recul

Toute construction, tout aménagement est interdit dans la bande de recul, sauf exceptions ciaprès :

Sont autorisés :

- Les travaux et aménagements liés à la gestion du cours d'eau, notamment ceux de nature à réduire les risques, et/ou réalisés dans le cadre d'un projet collectif de protection contre les inondations, (et qui devront respecter la Loi sur l'Eau). Ex : plage de dépôt, entretien des cours d'eau.
- 2. Les ouvrages de franchissement (pont, ponceau, dalot...), dans le respect de la loi sur l'eau et donc avec un objectif de non aggravation des risques d'inondation amont / aval (respect de la capacité d'écoulement du lit et conception évitant la formation d'embâcles). Si l'ouvrage participe à la régulation de l'inondation (obstacle à l'écoulement des crues), il doit être conçu et réalisé comme un ouvrage hydraulique, et justifié comme tel;
- 3. Les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, ainsi que leur réparation en prévoyant si possible une réduction de la vulnérabilité;
- 4. Les aménagements nécessaires à la mise aux normes de l'existant, sans augmentation de la capacité d'accueil. Pour les campings-caravanings, la commission de sécurité des campings statuera sur l'opportunité de conserver cette activité dans la bande de recul.
- 5. Les extensions limitées à 20% de l'emprise au sol du bâti existant sur la bande de recul, si elles s'inscrivent dans la continuité du bâtiment existant, et ne présentent pas un empiétement supplémentaire vers le cours d'eau ni une réduction du lit mineur; sous réserve de dispositions constructives appropriées en cas d'érosion de berges ou de débordements;
- Les projets nouveaux situés en dent creuse, dans l'alignement d'un front bâti existant du côté berge, si une étude démontre l'absence de risque d'érosion de débordement et d'embâcles;
- Les changements de destination de plancher, s'ils entraînent une diminution de la vulnérabilité ou au moins n'aggravent pas celle-ci, ou si une étude démontre l'absence de risque d'érosion de débordement et d'embâcles;
- 8. Les murs, clôtures fixes, haies qui laissent libre un passage de 4 m le long du cours d'eau ;
- 9. Les clôtures installées à titre provisoire (parcs à bétail...);
- 10. Les constructions, installations, infrastructures, réseaux aériens ou enterrés nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général, dans la mesure où leur implantation est techniquement justifiée à cet emplacement et sous réserve de dispositions constructives appropriées aux risques, y compris en phase travaux;
- 11. Tout projet (aire de stationnement, construction...) situé dans une bande de recul, implanté entre 4 et 10 m sous réserve de justifier :
 - de l'absence de risque d'érosion, au-delà d'une bande de 4 m, de débordements et d'embâcles en situation de crue centennale.
 - que l'implantation du projet ne peut être réalisée dans une zone d'aléa plus faible
- 12. Tout projet (voirie, réseau...) qui permet un passage pour entretien sur 4 m sous réserve de justifier :
 - de l'absence totale de risque d'érosion, de débordements et d'embâcles en situation de crue centennale,
 - que l'implantation du projet ne peut être réalisée dans une zone d'aléa plus faible.

Article 3 - Détermination de la cote de référence

Le règlement fait état de cotes de référence.

Il s'agit de l'altitude en tout point de la crue de référence, exprimée en mètres et rattachée au nivellement général de la France.

Elle est mesurée par rapport à l'altitude moyenne du terrain naturel (TN) en NGF, sous l'emprise du projet.

Les hauteurs de référence applicables à chaque zone sont définies sur la carte des hauteurs de référence annexée au PPRI.

La cote de référence applicable aux projets et aménagements est obtenue par la formule :

Cote de référence=Cote terrain naturel+ hauteur de référence

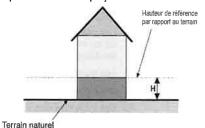
Hauteur de référence par rapport au terrain :

La hauteur de référence permet notamment de positionner les planchers des constructions autorisées au-dessus du niveau des plus hautes eaux pour le phénomène de référence retenu.

Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans le schéma de principe ci-dessous devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

· Cas général : terrain plan et régulier :

La hauteur de référence par rapport au terrain est mesurée en considérant le niveau moyen du terrain naturel, au niveau de l'emprise du bâtiment projeté.



TITRE III - REGLEMENTATION DES ZONES ROUGES

Deux zonages distincts sont concernés : zone rouge R et zone rouge Rd.

ZONE R

Les zones classées R correspondent aux espaces d'inondation des crues de l'Arc d'aléa fort (zone où la hauteur d'eau est supérieure à 1 m et/ou zone où la vitesse d'écoulement est supérieure à 0,5 m/s) dans les zones urbanisées (zones urbaines, zones artisanales et industrielles) et de tous les aléas dans les zones non urbanisées (zones agricoles, naturelles et d'urbanisation diffuse).

Dans ces zones, le principe du PPRI est d'interdire toute construction nouvelle et de limiter les aménagements, afin de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens, et de maintenir le libre écoulement des eaux.



Les dispositions générales du titre II s'appliquent en sus de la présente réglementation

Article R1 - Interdictions

Tous projets non listés à l'article R2.

Et plus particulièrement cités de manière non limitative :

- Les affouillements, remblaiement généraux et tous travaux de terrassement susceptibles de faire obstacle au libre écoulement et à l'expansion des crues, à l'exception de ceux liés à des projets d'intérêts généraux (cf. art. R2).
- La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages de matériaux ou produits finis susceptibles en cas de crue de réduire le champ d'expansion de crue ou de faire obstacle significativement aux écoulernents.
- La création et l'extension de zones de dépôt ou stockage susceptibles de libérer en cas de crue des matériaux polluants pour l'environnement, dangereux ou toxique pour la santé (stockage d'effluents à grande échelle (à l'exception des ouvrages de stockage individuel des effluents requis pour tout nouveau bâtiment d'élevage), dépôts de sel, etc...).
- L'édification de digues sauf celles destinées à protéger des lieux densément urbanisés existants, et n'ayant pas fait l'objet d'une opposition au titre de la loi sur l'eau.
- La création et l'extension d'aires de stationnements de camping-cars et de caravanes, et de terrains de camping ainsi que tout aménagement conduisant à une augmentation de la capacité d'accueil.
- La création et l'extension d'aires d'accueil, d'aires de grands rassemblements et de terrains familiaux pour gens du voyage.
- L'installation d'habitations légères de loisir (HLL) et autres constructions légères à usage d'habitation (bungalows, mobil home) même temporaire.
- La construction, la reconstruction et l'extension des ERP de type R, U et J, d'établissements de secours ou nécessaires à la gestion d'une crise (casernes de pompiers, gendarmeries, hôpitaux, etc.), sauf autorisations spécifiques pour l'extension (cf. article R2).
- L'implantation, la reconstruction ou l'extension d'installations liées à l'activité industrielle, commerciale ou agricole, susceptibles de libérer des produits polluants ou dangereux (de type ICPE).
- les reconstructions des biens sinistrés par une inondation (dommages en lien avec le risque à l'origine du classement de la zone PPRI).
- · La création de sous-sol, y compris pour du stationnement.

Article R2 - Autorisations

A condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et leurs effets,

Sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions de l'article R3:

- Les projets d'intérêt généraux, légalement autorisés au titre de la Loi sur l'Eau, sous réserve que le Maître d'Ouvrage démontre que son projet :
 - est hydrauliquement neutre,
 - n'augmente pas le niveau d'aléa au droit, en amont et en aval de la zone concernée,
 - respecte le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du Bassin Rhône-Méditerranée (PGRI) en matière de compensation des champs d'expansion supprimés.
- 2. L'extension des gravières et carrières existantes.
- 3. Le stockage temporaire des matériaux liés à l'exploitation d'une activité de gravière ou carrière existante, sous réserve du respect des dispositions du SDAGE et de la loi sur l'Eau. Le projet devra être accompagné de mesures assurant sa neutralité hydraulique vis-à-vis de l'expansion des crues et de la mise en place de dispositifs pour que les matériaux ne soient pas emportés lors des épisodes de crues. Une étude de risques sera jointe à toute demande d'autorisation.
- 4. Les ouvrages collectifs liés à l'eau potable et à l'assainissement (stations de pompages, station d'épuration, ...) ainsi que les divers locaux techniques et équipements de service public ou d'intérêt général sauf en zone d'aléa fort, sous réserve que leur implantation ne puisse être envisagée sur un site moins exposé à l'aléa et sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques. Une étude de risques sera jointe au permis de construire.
- Les infrastructures de transport (routier, ferroviaires, de fluides, y compris les ouvrages de franchissement aériens ou souterrains) dans la mesure où elles n'aggravent pas les risques.
- 6. La création et l'extension d'aires de stationnement de surface, si aucune alternative n'est trouvée en dehors de la zone inondable, sous réserve de la mise en place d'un dispositif adapté destiné à garantir la sécurité des usagers et des véhicules en période de crue : information, alerte, évacuation rapide et interdiction d'accès, dispositif transparent aux écoulements permettant d'assurer la retenue des véhicules stationnés. Ce dispositif devra être intégré au PCS.
- 7. La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages de matériaux ou produits finis (bois, pneus,...) autres que précédemment interdits par l'article R1 à condition de garantir l'absence de divagation en cas de crue.
- 8. Les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs, supportant l'inondation et ne générant ni remblais ni obstacle à l'écoulement des crues.
- Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, et ceux réalisés dans le cadre d'un projet global d'aménagement environnemental ou de protection contre les inondations.
- Les clôtures assurant une transparence hydraulique supérieure à 50% et les murets d'assise de clôtures de moins de 20 cm de hauteur.
- 11. Les bassins et piscines hors sols de moins de 20 m² à condition d'être fixés au sol de manière à ne pas pouvoir être emportés par les eaux; ou les bassins, piscines et plans d'eau enterrés, sous réserve d'un jalonnement visible en période d'inondation permettant de repérer l'emprise de la construction.
- 12. Les dispositifs de production d'énergie électrique autonome sous réserve qu'ils supportent l'inondation, qu'ils ne présentent pas de risque de formation d'embâcle et qu'ils soient suffisamment ancrés au sol.
- 13. Les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les mises aux normes, les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures, sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation de la vulnérabilité et qu'ils restent dans le volume existant.
- 14. Les changements de destination ou d'usage s'ils entraînent une réduction de la vulnérabilité des personnes exposées ou a minima n'aggravent pas celle-ci.
- 15. Les démolitions reconstructions volontaires.
- 16. La reconstruction ou la réparation de bâtiments sinistrés dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec le risque d'inondation.

- 17. Les extensions limitées des ERP de type R, U et J et des établissements de secours ou nécessaires à la gestion de crise uniquement dans le cas d'une mise aux normes de l'établissement ou de la création d'une zone refuge.
- 18. Les extensions des bâtiments d'habitation existants, limitées à 20% d'emprise au sol du bâtiment initial et/ou limitées à 1 étage + comble supplémentaire, sous réserve de ne pas créer d'unité de logement supplémentaire.
- 19. Les extensions des activités existantes, limitées à 20% d'emprise au sol initiale des bâtiments existants et/ou à 20% de la surface de planchers initiale si extension en étage, sous réserve de ne pas créer de nouvelle activité supplémentaire.

A condition qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente ou nocturne, que la sécurité des personnes soit assurée, et que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux engendrés par les travaux :

- les abris, annexes des bâtiments d'habitation d'une surface inférieure à 20 m², destinés à un usage de garage ou de remise (abris de jardins, etc.), sous réserve qu'ils soient fixés au sol de manière à ne pas pouvoir être emportés par les eaux.
- les installations ne générant ni remblais ni obstacles à l'écoulement des crues et les constructions de moins de 20 m² d'emprise au sol à usage technique ou sanitaire, nécessaires à l'exploitation des carrières, à l'exploitation forestière et agricole, aux chantiers de travaux, à l'activité culturelle, touristique, sportive et de loisirs, dans la mesure où leur implantation est liée à leur fonctionnalité.
- sauf en zone d'aléa fort, la construction et l'extension (sans création de logement) de bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole (y compris les stockages d'effluents ou les fosses à lisier individuels).
- les hangars non clos assurant une transparence hydraulique, dès lors qu'ils sont destinés à protéger une activité existante et sous réserve que les piliers de support soient conçus pour résister aux affouillements, érosions et chocs d'embâcles éventuels.

Article R3 - Prescriptions

Pour tous projets autorisés les prescriptions suivantes s'appliquent :

A - Mise hors d'eau des planchers

- Mise hors d'eau au-dessus de la cote de référence* des planchers habitables* créés.
- Mise hors d'eau au-dessus de la cote de référence* des planchers fonctionnels* de plus de 20 m² créés. Si cette surélévation est rendue impossible pour des raisons techniques dûment justifiées, le projet devra participer à une réduction globale de la vulnérabilité du bâtiment ou a minima ne pas aggraver celle-ci Pour des bâtiments d'élevage, le plancher doit impérativement être positionné au-dessus de la cote de référence .
- Les remblais et le bâti autorisés seront conçus et disposés de manière à ce que les eaux puissent circuler et inonder en cas de crue les autres parties du tènement du projet ainsi que les zones voisines inondables antérieurement au projet (par exemple en favorisant l'orientation des bâtiments non perpendiculairement aux axes d'écoulement).

B - Règles de construction

Les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la cote de référence soient de nature à résister aux dégradations par immersion (cf. fiches travaux 5 et 9).

Tout ERP de type R, U, J du 1er et 2 ème groupes, et de tous types du 1er groupe seulement est soumis à une étude de risques (exposition des personnes) (cf fiche-conseils n° 1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf fiche-conseils n°2), puis à la mise en œuvre des préconisations de ces études.

D - réseaux

Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation et faciliter le retour à la normale.

- Les réseaux et équipements électriques, électroniques, mécaniques, les installations de chauffage et de distribution des fluides, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés de manière à autoriser leur fonctionnement en période de crue soit situés au-dessus de la cote de référence. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de cette cote (cf. fiches travaux 12 et 13). Pour les projets liés à l'existant (extensions, réhabilitation...), dans le cas où les équipements ne peuvent pas être rehaussés, la surélévation n'est imposée que pour l'installation des équipements et matériels les plus vulnérables.
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent et ne subissent pas de dommages lors des crues (cf. fiche travaux 15).
- Les orifices d'aération et de désenfumage situés au-dessous de la cote de référence doivent pouvoir être occultés en cas d'inondation (cf. fiche travaux 18).

E – Stockages et citernes

- A l'intérieur des constructions et installations de type non ICPE autorisées, le stockage de tout produit dangereux, toxique ou polluant ou sensible à l'eau, doit être réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue de référence. Les orifices de remplissage doivent être étanches ou placés à plus de 0,20 m au-dessus de la cote de référence. A défaut, le stockage doit être effectué au-dessus de la cote de référence, augmentée de 0,20 m.
- Le stockage de tous matériaux et produits finis flottants ou susceptibles de divaguer en cas de crue (bois, pneus,...) doit être correctement organisé pour éviter toute formation d'embâcle et création de dommage en période d'inondation (lestage, arrimage, ancrage ou autre dispositif de protection efficace).
- Les citernes de stockage et plus généralement tout objet flottant (grumes...) doivent être lestés ou ancrés ou équipés d'un dispositif de protection pour ne pas être emportés par le courant (cf. fiche travaux 16).

F - Piscines

 Les piscines, bassins, situés sous la cote de référence doivent être jalonnés de manière à être visible en période d'inondation (cf. fiche travaux 17).

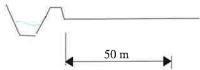
Article R4 - Recommandations

Pour tous projets autorisés les recommandations suivantes s'appliquent :

• Concevoir le soubassement des constructions pour permettre une libre circulation des eaux (constructions sur pilotis par exemple ou transparence hydraulique par vide sanitaire ouvert).

ZONE Rd : bande de sécurité à l'arrière des digues

Les zones classées **Rd** correspondent aux espaces situés en arrière des digues de l'Arc (bande de sécurité). Cette bande de sécurité est d'une largeur forfaitaire de **50 mètres** à partir du pied de talus côté terrain.



Dans ces zones, le principe du PPRI est d'interdire toute construction nouvelle et de limiter les aménagements, afin de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens, de maintenir une conscience du risque, et surtout de prévenir un événement majeur tel que la rupture de l'ouvrage toujours possible ou la surverse d'un événement exceptionnel.



🔼 Les dispositions générales du titre ll s'appliquent en sus de la présente réglementation

Article Rd1 - Interdictions

Tous projets non listés à l'article Rd2, en particulier ceux entraînant une augmentation de la population exposée, de la vulnérabilité et de l'aléa, sont interdits.

Et plus particulièrement cités de manière non limitative :

- Les affouillements, remblaiement généraux et tous travaux de terrassement susceptibles de faire obstacle au libre écoulement et à l'expansion des crues, à l'exception de ceux liés à des projets d'intérêts généraux (cf. art. Rd2).
- La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages de matériaux ou produits finis susceptibles en cas de crue de réduire le champ d'expansion de crue ou de faire obstacle significativement aux écoulements.
- La création et l'extension de zones de dépôt ou stockage susceptibles de libérer en cas de crue des matériaux polluants pour l'environnement, dangereux ou toxique pour la santé (stockage d'effluents à grande échelle (à l'exception des ouvrages de stockage individuel des effluents requis pour tout nouveau bâtiment d'élevage), dépôts de sel, etc...).
- L'édification de digues sauf celles destinées à protéger des lieux densément urbanisés existants, et n'ayant pas fait l'objet d'une opposition au titre de la loi sur l'eau.
- La création et l'extension d'aires de stationnements de camping-cars et de caravanes, et de terrains de camping ainsi que tout aménagement conduisant à une augmentation de la capacité d'accueil.
- La création et l'extension d'aires d'accueil, d'aires de grands rassemblements et de terrains familiaux pour gens du voyage.
- L'installation d'habitations légères de loisir (HLL) et autres constructions légères à usage d'habitation (bungalows, mobil home) même temporaire.
- La construction, la reconstruction et l'extension des ERP de type R, U et J, d'établissements de secours ou nécessaires à la gestion d'une crise (casernes de pompiers, gendarmeries, hôpitaux, etc.) sauf autorisation spécifique ci-dessous pour l'extension (cf. article Rd2).
- L'implantation, la reconstruction ou l'extension d'installations liées à l'activité industrielle, commerciale ou agricole, susceptibles de libérer des produits polluants ou dangereux (de type ICPE).
- les démolitions reconstructions volontaires.
- les reconstructions des biens sinistrés par une inondation (dommages en lien avec le risque à l'origine du classement de la zone PPRI).
- La création de sous-sol, y compris pour du stationnement.

Article Rd2 - Autorisations

A condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et

Sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions de l'article Rd3 :

- 1. Les projets d'intérêt généraux, légalement autorisés au titre de la Loi sur l'Eau, sous réserve que le Maître d'Ouvrage démontre que son projet :
 - est hydrauliquement neutre,
 - n'augmente pas le niveau d'aléa au droit, en amont et en aval de la zone concernée,
 - respecte le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du Bassin Rhône-Méditerranée (PGRI) en matière de compensation des champs d'expansion supprimés.
- 2. Les infrastructures de transport (routier, ferroviaires, de fluides, y compris les ouvrages de franchissement aériens ou souterrains) dans la mesure où elles n'aggravent pas les risques.
- Les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs, supportant l'inondation et ne générant ni remblais ni obstacle à l'écoulement des crues.
- Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, et ceux réalisés dans le cadre d'un projet global d'aménagement environnemental ou de protection contre les inondations.
- Les clôtures assurant une transparence hydraulique supérieure à 50% et les murets d'assise de clôtures de moins de 20 cm de hauteur.
- Les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les mises aux normes, les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures, sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation de la vulnérabilité et qu'ils restent dans le volume existant.
- 7. Les changements de destination ou d'usage s'ils entraînent une réduction de la vulnérabilité des personnes exposées ou a minima n'aggravent pas celle-ci.
- 8. La reconstruction ou la réparation de bâtiments sinistrés dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec le risque à l'origine du classement en zone interdite.
- 9. Les extensions limitées des ERP de type U, R et J et des établissements de secours ou nécessaires à la gestion de crise dans le cas d'une mise aux normes de l'établissement ou de création d'une zone refuge.
- 10. Les extensions des bâtiments d'habitation existants, limitées à 20% d'emprise au sol du bâtiment initial et/ou limitées à 1 étage + comble supplémentaire, sous réserve de ne pas créer d'unité de logement supplémentaire.
- 11. Les extensions des activités existantes, limitées à 20% d'emprise au sol initiale des bâtiments existants et/ou à 20% de la surface de planchers initiale si extension en étage, sous réserve de ne pas créer de nouvelle activité supplémentaire.

Article Rd3 - Prescriptions

Pour tous projets autorisés les prescriptions suivantes s'appliquent :

A - Mise hors d'eau des planchers

- Mise hors d'eau au-dessus de la cote de référence* des planchers habitables* créés.
- Mise hors d'eau au-dessus de la cote de référence* des planchers fonctionnels* de plus de 20 m² créés. Si cette surélévation est rendue impossible pour des raisons techniques dûment justifiées, le projet devra participer à une réduction globale de la vulnérabilité du bâtiment ou a minima ne pas aggraver celle-ci; Pour des bâtiments d'élevage le plancher doit impérativement être positionné au-dessus de la cote de référence.
- Les remblais et le bâti autorisés seront conçus et disposés de manière à ce que les eaux puissent circuler et inonder en cas de crue les autres parties du tènement du projet ainsi que les zones voisines inondables antérieurement au projet (par exemple en favorisant l'orientation des bâtiments non perpendiculairement aux axes d'écoulement).

B - Règles de construction

Les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la cote de référence soient de nature à résister aux dégradations par immersion (cf. fiches travaux 5 et 9).

C - Etudes

Tout ERP de type R, U, J du 1er et 2 ème groupes, et de tous types du 1er groupe seulement est soumis à une étude de risques (exposition des personnes) (cf fiche-conseils n° 1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf fiche-conseils n°2), puis à la mise en œuvre des préconisations de ces études.

D - réseaux

- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation et faciliter le retour à la normale.
- Les réseaux et équipements électriques, électroniques, mécaniques, les installations de chauffage et de distribution des fluides, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés de manière à autoriser leur fonctionnement en période de crue soit situés au-dessus de la cote de référence. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de cette cote (cf. fiches travaux 12 et 13). Pour les projets liés à l'existant (extensions, réhabilitation, ...), dans le cas où les équipements ne peuvent pas être rehaussés, la surélévation n'est imposée que pour l'installation des équipements et matériels les plus vulnérables.
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent et ne subissent pas de dommages lors des crues (cf. fiche travaux 15).
- Les orifices d'aération et de désenfumage situés au-dessous de la cote de référence doivent pouvoir être occultés en cas d'inondation (cf. fiche travaux 18).

E - Stockages et citernes

- A l'intérieur des constructions et installations de type non ICPE autorisées, le stockage de tout produit dangereux, toxique ou polluant ou sensible à l'eau, doit être réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue de référence. Les orifices de remplissage doivent être étanches ou placés à plus de 0,20 m au-dessus de la cote de référence. A défaut, le stockage doit être effectué au-dessus de la cote de référence, augmentée de 0,20 m.
- Le stockage de tous matériaux et produits finis flottants ou susceptibles de divaguer en cas de crue (bois, pneus,...) doit être correctement organisé pour éviter toute formation d'embâcle et création de dommage en période d'inondation (lestage, arrimage, ancrage ou autre dispositif de protection efficace).
- Les citernes de stockage et plus généralement tout objet flottant (grumes, ...) doivent être lestés ou ancrés ou équipés d'un dispositif de protection pour ne pas être emportés par le courant (cf. fiche travaux 16).

Article Rd4 - Recommandations

Pour tous projets autorisés les recommandations suivantes s'appliquent :

Concevoir le soubassement des constructions pour permettre une libre circulation des eaux (constructions sur pilotis par exemple ou transparence hydraulique par vide sanitaire ouvert).

TITRE IV - REGLEMENTATION DE LA ZONE BLEUE

ZONE B

Les zones classées B correspondent aux espaces d'inondation des crues de l'Arc d'aléas moyen et faible (zone où la hauteur d'eau est inférieure à 1m et où la vitesse de l'eau est inférieure à 0,5 m/s) dans les zones urbanisées (zones urbaines, zones artisanales et industrielles).

Dans cette zone, le principe du PPRI est d'autoriser l'urbanisation avec des prescriptions destinées à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.



Les dispositions générales du titre II s'appliquent en sus de la présente réglementation

Article B1 - Interdictions

Sont interdits:

- Les affouillements, remblaiement généraux et tous travaux de terrassement susceptibles de faire obstacle au libre écoulement et à l'expansion des crues, à l'exception de ceux liés à des projets d'intérêts généraux (cf. art. B2).
- La création et l'extension de zones de dépôts ou stockages de matériaux ou produits finis susceptibles en cas de crue de réduire le champ d'expansion de crue ou de faire obstacle significativement aux écoulements.
- La création et l'extension de zones de dépôt ou stockage susceptibles de libérer en cas de crue des matériaux polluants pour l'environnement, dangereux ou toxique pour la santé (stockage d'effluents à grande échelle (à l'exception des ouvrages de stockage individuel des effluents requis pour tout nouveau bâtiment d'élevage), dépôts de sel, etc...).
- L'édification de digues sauf celles destinées à protéger des lieux densément urbanisés existants, et n'ayant pas fait l'objet d'une opposition au titre de la loi sur l'eau.
- La création ou l'extension de terrains d'aires de stationnements de camping- cars et de caravanes, et de terrains de campings ainsi que tout aménagement conduisant à une augmentation de la capacité d'accueil.
- La création et l'extension d'aires d'accueil, d'aires de grands rassemblements et de terrains familiaux pour gens du voyage.
- L'installation d'habitations légères de loisir (HLL) et autres constructions légères à usage d'habitation (bungalows, mobil home) même temporaire.
- La construction, la reconstruction et l'extension de plus de 20% des ERP de type R, U et J, d'établissements de secours ou nécessaires à la gestion d'une crise (casernes de pompiers, gendarmeries, hôpitaux, etc.), sauf dans le cas d'une mise aux normes des bâtiments existants ou de travaux conduisant à réduire la vulnérabilité des personnes (zone refuge).
- L'implantation, la reconstruction et l'extension d'installations liées à l'activité industrielle, commerciale ou agricole, susceptibles de libérer des produits polluants ou dangereux (de type ICPE).
- La création de sous-sol sauf à usage de stationnement ou de remise.
- Les clôtures ayant une transparence hydraulique inférieure à 50% et les murets d'assise de plus de 20 cm de hauteur.

Article B2 - Autorisations

- Tous projets autres que ceux interdits.
- Les projets d'intérêt généraux, légalement autorisés au titre de la Loi sur l'Eau, sous réserve que le Maître d'Ouvrage démontre que son projet :
 - est hydrauliquement neutre,
 - n'augmente pas le niveau d'aléa au droit, en amont et en aval de la zone concernée,
 - respecte le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du Bassin Rhône-Méditerranée (PGRI) en matière de compensation des champs d'expansion supprimés.

Article B3 - Prescriptions

A - Mise hors d'eau des planchers

- Mise hors d'eau au-dessus de la cote de référence* des planchers habitables* créés.
- Mise hors d'eau au-dessus de la cote de référence* des planchers fonctionnels* de plus de 20 m² créés. Dans les projets d'extension ou de réaménagement et pour les bâtiments agricoles autres que destinés à l'habitation et à l'élevage, si cette surélévation est rendue impossible pour des raisons techniques dûment justifiées, le projet devra participer à une réduction globale de la vulnérabilité du bâtiment ou a minima ne pas aggraver celle-ci ; Pour les ERP de type U, R, J et les établissements de secours ou nécessaire à la gestion de crise, ainsi que pour les bâtiments d'élevage, la surélévation est obligatoire.
- Les remblais et le bâti autorisés seront conçus et disposés de manière à ce que les eaux puissent circuler et inonder en cas de crue les autres parties du tènement du projet ainsi que les zones voisines inondables antérieurement au projet (par exemple en favorisant l'orientation des bâtiments non perpendiculairement aux axes d'écoulement).

B – Règles de construction

- Les constructeurs prendront toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces dynamiques et statiques engendrées par la crue de référence et que tous les matériaux employés sous la cote de référence soient de nature à résister aux dégradations par immersion (cf. fiches travaux 5 et 9).
- Pour les sous-sols autorisés (usage de stationnement et de remise uniquement), des dispositifs passifs adaptés devront être mis en place pour garantir l'absence d'entrée d'eau en surface et par infiltration. En particulier, les accès à ces sous-sols devront être positionnés à la cote de référence augmentée de 0,20 m.

C - Etudes

Tout ERP de type R, U, J du 1er et 2 ème groupes, et de tous types du 1er groupe seulement est soumis à une étude de risques (exposition des personnes) (cf fiche-conseils n°1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf fiche-conseils n°2), puis à la mise en œuvre des préconisations de ces études.

D - réseaux

- Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation et faciliter le retour à la normale.
- Les réseaux et équipements électriques, électroniques, mécaniques, les installations de chauffage et de distribution des fluides, à l'exception de ceux conçus pour être immergés, doivent être placés de manière à autoriser leur fonctionnement en période de crue soit situés au-dessus de la cote de référence. Dans tous les cas, leurs dispositifs de coupure doivent être placés au-dessus de cette cote (cf. fiches travaux 12 et 13). Pour les projets liés à l'existant (extensions, réhabilitation, ...), dans le cas où les équipements ne peuvent pas être rehaussés, la surélévation n'est imposée que pour l'installation des équipements et matériels les plus vulnérables.
- Les installations d'assainissement doivent être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent et ne subissent pas de dommages lors des crues (cf. fiche travaux 15).
- Les orifices d'aération et de désenfumage situés au-dessous de la cote de référence doivent pouvoir être occultés en cas d'inondation (cf fiche travaux 18).

E - Stockages et citernes

- A l'intérieur des constructions et installations de type non ICPE autorisées, le stockage de tout produit dangereux, toxique ou polluant ou sensible à l'eau, doit être réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue de référence. Les orifices de remplissage doivent être étanches ou placés à plus de 0,20 m au-dessus de la cote de référence. A défaut, le stockage doit être effectué au-dessus de la cote de référence, augmentée de 0,20 m.
- Le stockage de tous matériaux et produits finis flottants ou susceptibles de divaguer en cas de crue (bois, pneus,...) doit être correctement organisé pour éviter toute formation d'embâcle et création de dommage en période d'inondation (lestage, arrimage, ancrage ou autre dispositif de protection efficace).
- Les citernes de stockage et plus généralement tout objet flottant (grumes, ...) doivent être lestés ou ancrés ou équipés d'un dispositif de protection pour ne pas être emportés par le courant (cf. fiche travaux 16).

F - Aires de stationnement

 Pour la création et l'extension d'aires de stationnement de surface, un dispositif adapté destiné à garantir la sécurité des usagers et des véhicules en période de crue devra être mis en place: information, alerte, évacuation rapide et interdiction d'accès, dispositif transparent aux écoulements permettant d'assurer la retenue des véhicules stationnés. Ce dispositif devra être intégré au PCS.

G - Piscines

 Les piscines, bassins, situés sous la cote de référence doivent être jalonnés de manière à être visible en période d'inondation (cf. fiche travaux 17).

Article B4 - Recommandations

Pour tous projets autorisés les recommandations suivantes s'appliquent ;

 Concevoir le soubassement des constructions pour permettre une libre circulation des eaux (constructions sur pilotis par exemple ou transparence hydraulique par vide sanitaire ouvert).

TITRE V - MESURES CONCERNANT LES BIENS EXISTANTS

Considérations portant sur la réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants

Ces mesures sont définies en application de l'article L 562-1-II-4 du code de l'environnement.

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la date d'opposabilité du présent PPR continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982.

Le respect des dispositions du PPRI conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

Remarques:

- 1. Ce titre ne concerne que des mesures portant sur des dispositions d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation de bâtiments et aménagements existants : ces travaux de prévention, mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale du bien (article 5 du décret nº 95-1089 du 5 octobre 1995).
- 2. Sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article L 562-1 du code de l'environnement).
- 3. Il est rappelé qu'en application de l'article L 562-5 du code de l'environnement, les infractions aux dispositions du PPR sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'État ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du code de l'urbanisme.

Mesures de réduction de la vulnérabilité : ces mesures sont applicables à tous les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la date d'opposabilité du présent PPRi, situés dans les zones soumises à l'aléa de référence, donc en zones R, Rd et B.

Article 1 - Mesures obligatoires

Ces mesures sont obligatoires, assorties d'un délai de réalisation, dans la limite de 10 % de la valeur vénale du bien considéré à la date d'approbation du plan.

- Doivent être réalisées dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du PPRI (cf. considérations du Titre I) une étude de risques (exposition des personnes) (cf fiche-conseils n°1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf fiche-conseils n°2), dans les ERP de type R, U, J du 1er et 2 ème groupe, et pour tous les autres types du 1er groupe seulement; puis la mise en œuvre des préconisations de ces études.
- Doivent être réalisées dans un délai de 5 ans suivant l'approbation du PPRI, une étude de risque (exposition des personnes) (cf fiche-conseils n°1) et une étude de vulnérabilité des constructions (cf fiche-conseils n°2) pour les bâtiments collectifs ; puis la mise en œuvre des préconisations de ces études.

Ces études sont à remettre à la DDT 73 (service ayant en charge les risques naturels).

Dans un délai de 5 ans suivant l'approbation du PPRI, uniquement dans les zones d'aléa fort et quand la hauteur d'eau est 1 m ou plus au-dessus de la cote du plancher le plus haut, une zone refuge sera aménagée ou créée dans les constructions à usage d'habitation, afin de permettre le regroupement des occupants dans le bâtiment, ou dans un lieu ou local sécurisé proche du bâtiment. Elle sera implantée au-dessus de la cote de référence, sauf impossibilités techniques ou réglementaires (dans ce cas, le propriétaire devra le signaler au maire pour prise en compte dans le PCS), et dimensionnée en fonction de la population à accueillir (cf. fiche travaux 4).

- Dans un délai de 5 ans, les orifices d'aération et de désenfumage situés au-dessous de la cote de référence doivent être équipés d'un dispositif d'occultation à mettre en place en cas d'inondation.
- Dans un délai de 2 ans, vérification et, si nécessaire modification, des conditions de stockage des produits dangereux ou polluants de façon à ce qu'ils ne puissent ni être entraînés ni polluer les eaux.
- Dans un délai de 2 ans, les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non étanches et évents qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau.
- Dans un délai de 2 ans, un dispositif pour empêcher les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés par une crue devra être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau...).

Article 2 – Mesures recommandées

En plus des mesures précédentes obligatoires, d'autres mesures sont recommandées pour améliorer la sécurité des personnes et réduire la vulnérabilité des biens. Leur usage peut s'avérer pertinent en cas de modifications internes des locaux ou à l'occasion de travaux de rénovation.

- Les ouvertures dont tout ou partie se situe au-dessous de la cote de référence pourront être équipées d'un dispositif de type batardeau (barrière anti-inondation amovible) d'une hauteur de 0,20 m au-dessus de la cote de référence, sans dépasser 1 m, ou de tout autre dispositif étanche équivalent et apte à résister à la surpression dynamique de la crue (cf. fiche travaux 1)
- Lors d'une réfection ou d'un remplacement: les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques...) devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau (cf. fiches travaux 5, 6, 7, 9 et 10).
- Lors d'une réfection ou d'un remplacement : le tableau de distribution électrique sera positionné au-dessus de la cote de référence, ou *a minima* il sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable sans la couper dans les niveaux supérieurs (cf. fiche travaux 13).
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau pourront être placés au-dessus de la cote de référence.
- Étude de vulnérabilité des constructions autres que celles visées à l'article 1 (cf. fiche-conseils 2) et adaptation des constructions selon les préconisations de ces études.
- Les installations d'assainissement pourront être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent et ne subissent pas de dommages lors des crues (cf. fiche travaux 15).

Le recours à d'autres dispositifs adaptés et innovants en matière de réduction de la vulnérabilité est évidemment encouragé.

Des guides et sites internet peuvent aider au choix des dispositifs (cf. annexe 3).

TITRE VI - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Ces mesures sont définies en application de l'article 562-1-3 du code de l'environnement.

Sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article 562-1 du code de l'environnement.

Chapitre 1 - Mesures de prévention

Article 1-1 - Information des citoyens

1.1.1. Le décret 90-918 du 11 octobre 1990

Modifié par le décret 2004-554 du 9 juin 2004, il précise les modalités obligatoires d'information que le public est en droit d'attendre, dans le domaine des risques majeurs, en application de l'article L 125-2 du code de l'environnement.

- <u>le DDRM</u>: le dossier départemental des risques majeurs, visé à l'article 3 du décret, a été remis à jour et approuvé par le Préfet de la Savoie en avril 2013.
- Il a été adressé à toutes les communes qui sont tenues de le faire connaître et de le mettre à disposition du public. Il en sera de même de toutes les révisions éventuelles.
- <u>le DCS</u>: Toutes les communes possèdent un dossier communal synthétique notifié par le Préfet le 16/08/2007.

Le DCS doit être tenu à la disposition du public en mairie et en Préfecture.

- <u>le DICRIM</u>: les informations transmises par le Préfet doivent être reprises dans le document d'information communal sur les risques majeurs que le maire est chargé de mettre en œuvre dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du présent PPR. Il doit informer le public de l'existence de ce document par avis affiché en mairie.

1.1.2. L'article L125-2 du code de l'environnement

Issu de la loi 2003-699 du 30 juillet 2003, il fait obligation aux maires des communes, sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un PPR, d'informer la population au moins une fois tous les 2 ans, par tous moyens appropriés, sur les caractéristiques du ou des risques naturels connus dans la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les dispositions du plan, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la commune pour gérer le risque, ainsi que sur les garanties prévues à l'article 125-1 du code des assurances.

Article 1-2 - Information des acquéreurs et locataires

Le décret 2005-134 du 15 février 2005 qui précise l'article L 125-5 du code de l'environnement fait obligation au Préfet de fournir aux maires des communes sur le territoire desquelles a été prescrit ou approuvé un PPR, la connaissance en matière de risques naturels et technologiques, afin que ceux-ci puissent tenir ces informations à disposition des vendeurs et bailleurs de biens immobiliers.

Ces informations ont été notifiées aux communes concernées le 16 octobre 2006. Elles seront régulièrement mises à jour par des arrêtés préfectoraux complémentaires.

Article 1-3 – Actions visant à améliorer la connaissance du risque et en conserver la mémoire

Le décret 2005-233 du 14 mars 2005 stipule que des repères de crues doivent être installés par les maires, notamment dans les espaces et édifices publics.

Le recensement des repères existants sera effectué dans chaque commune dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du présent PPR.

A l'issue de nouvelles inondations, le maire doit mettre en place les repères de crues conformément

au décret susvisé et procédera à l'information prévue à l'arrêté du 14 mars 2005.

Ces informations doivent être retranscrites dans les DICRIM.

Article 1-4 - Gestion des eaux

La plupart des aménagements, s'ils ne sont pas conçus et réalisés avec les précautions nécessaires, sont susceptibles d'entraîner des perturbations marquées dans le régime des écoulements superficiels et donc de créer ou d'aggraver les risques pour l'aval. Le but est donc de faire en sorte que, quels que soient les aménagements autorisés ou non, les modifications apportées aux écoulements tant de surface que souterrains soient supportables pour les activités, urbanisations, équipements, etc... existants non seulement sur la commune, mais encore sur les communes voisines, et ce pour le long terme.

Par ailleurs, il est rappelé l'obligation d'entretien faite aux riverains des cours d'eau non domaniaux, définie à l'article :

« Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des chapitres ler, II, IV, VI et VII du présent titre, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. »

Article 1-5 - Suivi et contrôle des ouvrages de protection

Un suivi régulier au minimum annuel et un contrôle après chaque événement pluvieux significatif sera assuré sur les ouvrages de protection, en particulier ceux relevant d'une maîtrise d'ouvrage communale (affluents de l'Arc), notamment : digues, barrages, seuils, plages de dépôt, bassins d'orage.

Chapitre 2 - Mesures de protection collectives

Nota : Les mesures de protection individuelles sont traitées, pour les projets nouveaux et les biens existants, dans le corps du règlement, en fonction de la nature du risque et de la zone réglementaire.

Article 2-1 - Mesures obligatoires de protection

Certains ouvrages de protection, comme les digues de l'Arc et autres digues sur les affluents, sont concernés par le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007, relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques. Le classement par l'Etat de ces ouvrages, au titre de la sécurité publique, donnera l'obligation au responsable de l'ouvrage de prévoir les dispositifs de surveillance et d'entretien. Dans certains cas, l'étude de danger à réaliser par le responsable de l'ouvrage permettra de diagnostiquer son état et de définir les éventuelles mesures de restauration nécessaire à son bon fonctionnement.

Article 2-2 - Sont recommandées les mesures suivantes

Des travaux de gestion des eaux pluviales en zones urbaines (redimensionnement des réseaux, aménagement de bassins d'orage, etc.) s'appuyant sur une étude globale préalable, à l'échelle de la commune ou d'un bassin versant.

Un contrôle régulier et l'entretien des ouvrages.

Un contrôle régulier de la végétation dans les cours d'eau et le cas échéant, des travaux d'abattage en prévention des embâcles (avec évacuation des bois).

Chapitre 3 - Mesures de sauvegarde

Article 3-1 - L'affichage des consignes de sécurité

L'affichage des consignes de sécurité figurant dans le DICRIM devra être réalisé dans un délai de un an suivant la publication du DICRIM, dans les bâtiments visés à l'article 6 du décret 90-918 du 11 octobre 1990, modifié par le décret 2004-554 du 9 juin 2004 et situés dans les zones de risque.

Cet affichage concerne:

- les ERP recevant plus de 50 personnes,
- les bâtiments d'activités industrielles, commerciales agricoles ou de service dont l'occupation est supérieure à 50 personnes,
- les terrains de camping et de caravaning dont la capacité est supérieure à soit 50 campeurs sous tente, soit à 15 tentes ou caravanes à la fois,
- les locaux d'habitation de plus de 15 logements.

Article 3-2 - Le plan communal de sauvegarde

La loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile impose entre autres aux maires des communes dotées d'un PPR approuvé, la réalisation d'un plan communal de sauvegarde (PCS) dans le délai de 2 ans.

Le plan communal de sauvegarde définira impérativement les mesures d'évacuation ou de confinement des personnes pour tous les bâtiments concernés par les risques objets du présent PPR.

Afin que chaque commune dispose de tous les éléments d'information nécessaires pour lui permettre d'intervenir préventivement à bon escient, le PCS pourra utilement intégrer les résultats d'une réflexion à mener à l'échelle intercommunale avec les gestionnaires et les services concernés, en regard des effets du phénomène de référence, concernant :

- les voies de circulation et itinéraires permettant les déplacements des véhicules d'intervention d'urgence et de secours, l'accessibilité aux différents centres névralgiques (centres téléphoniques, de secours, de soins, hôpital, ateliers municipaux, centre d'exploitation de la route...),
- la protection des réseaux d'électricité, de gaz, de communication et les conditions de remise en service au plus tôt.
- le fonctionnement minimum des services de première nécessité et d'assistance aux victimes ou personnes isolées (cantines, livraison de repas...),
- la protection des sites à risques particuliers susceptibles de provoquer des pollutions ou des embâcles (ICPE, déchetteries, aires de stockage, parkings...).

Article 3-3 - Code d'alerte national et obligations d'information

En application de la loi 2004-811 du 13 août 2004 portant modernisation de la protection civile, le décret 2005-1269 du 12 octobre 2005 définit les mesures destinées à alerter et informer la population, en toutes circonstances, soit d'une menace ou d'une agression et détermine les obligations auxquelles sont assujettis les services de radio et de télévision.

Il impose aussi aux détenteurs de dispositifs d'alerte de s'assurer de leur bon fonctionnement, notamment par des inspections et essais périodiques.

Article 3-4 - Service de Prévision des Crues

Un service de vigilance crues se met en place progressivement : il est opérationnel en Savoie pour le fleuve Rhône et pour l'Isère en Combe de Savoie jusqu'à Pont-Royal, avec extension future sur l'Isère amont et l'Arc.

Un service de vigilance crues, basé sur les mêmes principes que la vigilance météorologique de Météo France est accessible sur Internet à l'adresse suivante :

http://www.vigicrues.ecologie.gouv.fr

ANNEXES

ANNEXE 1: Classification des ERP

Tableau Indicatif des catégories d'établissements recevant du public (ERP)

Seule la sous-commission départementale de sécurité est habilitée à classer les ERP

CATÉGORIE	S D'ÉTABLISSEMENT				
groupe	Deuxième groupe	Premier grou	ıpe		
catégorie	5	4	3	2	1
Effectif du public et du personnel	Établissements dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas les seuils du tableau ci-dessous.	Établissements n'appartenant pas à la 5° catégorie et inférieur à 300 personnes	301 à 700	701 à 1500	> 150

	Seuils - 5 ^{ème} catégorie	Seuil	d'effectif du pu	blic
Types	Nature de l'exploitation	Sous sol	Etage	Tous niveaux
J	Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées : - Effectif des résidents : - Effectif total :			25 100
	Salles d'audition de conférences, de réunions	100		200
L	Salles de spectacles, de projection, à usage multiples, cabarets	20		50
М	Magasins de vente	100	100	200
N	Restaurants ou débits de boissons	100	200	200
0	Hôtels ou pensions de famille			100
Р	Salles de danse ou salles de jeux	20	100	120
R	Crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes-garderies	INTERDIT	20 si un seul niveau 1 si plusieurs niveaux	100
.,	Autres établissements d'enseignement	100	100	200
	Internats ou Centres de vacances			30
S	Bibliothèques ou centres de documentation	100	100	200
Т	Salles d'expositions	100	100	200
	Etablissements de soins sans hébergement			100
U	Etablissements de soins avec hébergement			20
V	Etablissements de culte	100	200	300
W	Administrations, banques, bureaux	100	100	200
X	Etablissements sportifs couverts	100	100	200
Y	Musées	100	100	200
GA	Gares			200
OA	Hôtels-Restaurants d'altitude			20
PA	Etablissements de plein air	En dessous	des seuils indiqués	300
CTS	Chapiteaux (cirque, spectacle, bals)		établissements ne	20
PS	Parcs de stationnement		onsidérés comme a réglementation	10 véhicules
SG	Structures gonflables			
REF	Refuges de montagne	F	Pas de 5°catégorie	
	Etablissements pénitentiaires			

Sont également assujettis :

- a) certains logements-foyers et habitat de loisirs à gestion collective dépassant 50m²;
- b) certains hébergements accueillant de 15 à 100 personnes n'y élisant pas domicile ;
- c) si l'hébergement concerne des mineurs en dehors de leurs familles, le seuil est fixé à 7 mineurs.
- d) les maisons d'assistants maternels (MAM) limités à un seul étage sur rez-de-chaussée dont l'effectif ne dépasse pas 16 enfants. NB : Une MAM est le regroupement d'au moins deux et au plus quatre assistants maternels.

Source: SDIS-73 - Janvier 2012

ANNEXE 2 : Fiches Conseils

FICHE 1 - relative aux ETUDES DE RISQUES pour la protection des personnes, par rapport aux risques en présence (recommandations ou prescriptions)

Préambule:

Le règlement du PPRI prescrit la réalisation d'une étude de risques préalable à la réalisation de certains projets en zone R, Rd ou B afin de contribuer à la sécurisation des personnes susceptibles de fréquenter un bien. Cette sécurisation s'effectue par la mise en œuvre de mesures adaptées.

Le règlement prescrit ou recommande également la réalisation d'une étude de risques pour l'existant selon la nature de la construction (établissement recevant le public, bâtiment collectif d'habitation, parc de stationnement souterrain, autre type de construction).

Objet de l'étude de risques :

L'étude de risques a pour objet de préciser l'ensemble des mesures de maîtrise des risques mises en œuvre dans l'enceinte de l'établissement, par le responsable de l'établissement.

Ces mesures définissent les conditions de mise en sécurité des occupants et usagers tant dans les bâtiments qu'à leurs abords ou annexes et, s'il s'agit d'un service public lié à la gestion de crise, les modalités de continuité de celui-ci.

Caractéristiques de l'établissement :

- Nature de l'établissement : ERP. autre :
- Type d'occupation : occupation 24h/24 (internat, maison de retraite) ou occupation diurne (écoles, restaurants, etc...);
- Nombre de personnes concernées, âge, mobilité;
- Préciser les différentes voies d'évacuation (chemin piétonnier, routes, etc...);
- Stationnements : surface , nombre de niveaux, existence de sous-sol.

Risques encourus:

- Description : comment survient le phénomène (rapidité, fréquence, quelle partie du bâtiment est la plus vulnérable) au regard des documents de référence (éléments du PPR, études hydrauliques complémentaires etc...);
- Scénario probable de crise : description sommaire du déroulement des événements ;
- Vulnérabilité :
 - accès : disponibilité des accès pour une évacuation, pour une intervention des secours ;
 - réseaux extérieurs et intérieurs : capacité des réseaux à supporter les risques, réseau électrique indépendant en cas d'inondation;
 - milieu environnant: identification de facteurs potentiellement aggravants, effet dominos.

Moyens mis en œuvre pour la sécurité des personnes :

- Mesures de prévention :
 - les rôles des différents acteurs (le chef d'établissement, le responsable hygiène-sécurité, les personnes ressources).
 - · les mesures :
 - alerte: quand, comment et par qui est déclenchée l'alerte (quelles sont les dispositions du plan communal de sauvegarde à cet égard)?
 - ou et comment mettre les personnes en sécurité (usagers, résidents, personnels etc...) ? quelle stratégie mettre en œuvre face à l'aléa (évacuation ou confinement) ?
 - zone refuge : existe-t-il des locaux pouvant servir de refuge, de lieu de confinement, de lieux de rassemblement, sont-ils adaptés au regard de l'aléa ? quelle signalétique est mise en place ?
 - pour les établissements scolaires, vérifier que le plan particulier de mise en sécurité prend en compte l'aléa inondation.
 - comportement à tenir : quelles sont les consignes à appliquer ? existe t-il une liste des personnes ressources avec leurs missions respectives ? la gestion des liaisons avec les autorités est elle assurée ?
- Voir si l'adaptation du bâtiment et des abords permet d'améliorer la protection des personnes (cf. fiche conseils « étude de vulnérabilité »):

La réalisation de cette étude, ainsi que la prise en compte de ses résultats, est de la responsabilité du propriétaire, du gestionnaire ou de l'exploitant du bien.

FICHE 2 - relative aux ETUDES DE VULNERABILITE d'un bâtiment, par rapport aux risques en présence (recommandations ou prescriptions)

Préambule :

Le règlement du PPRI prescrit la réalisation d'une étude de vulnérabilité préalable à la réalisation de certains projets en zone R, Rd ou B afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité des ouvrages par la mise en œuvre de mesures adaptées.

Le règlement prescrit ou recommande également la réalisation d'une étude de vulnérabilité pour l'existant selon la nature de la construction (établissement recevant le public, bâtiment collectif d'habitation, parc de stationnement souterrain, autre type de construction).

La vulnérabilité est définie dans le glossaire du règlement.

Objet de l'étude de vulnérabilité :

Cette étude a pour objectif principal d'apporter des conseils en vue de la réduction de la vulnérabilité des biens face au risque d'inondation. La présente fiche est destinée à conseiller le commanditaire du diagnostic.

Mode d'élaboration du diagnostic :

Le commanditaire de l'étude de vulnérabilité peut être selon le cas, le propriétaire ou l'occupant, l'exploitant, le chef d'entreprise ou d'établissement.

Cette étude peut se faire en interne par un membre du personnel ou en externe par un expert indépendant. Elle est réalisée en collaboration avec le commanditaire qui précise à chaque étape, les orientations de l'analyse. Plusieurs organismes sont à même d'apporter des conseils (la chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers, les compagnies d'assurances, les syndicats professionnels, les bureaux de contrôle technique).

Méthodologie :

Une étude de vulnérabilité des constructions dans le cas d'inondation doit notamment :

- 1 Présenter les caractéristiques du bâtiment, son environnement immédiat et décrire les risques encourus :
 - le type de construction :
 - son environnement immédiat (accès, réseaux etc...);
 - les risques encourus : comment survient le phénomène ? (origine de l'aléa, sa rapidité, sa fréquence) au regard des documentations de référence (PPR, études hydrauliques, études géotechniques etc...);
 - les scénarios prévisibles de crise.
- 2 Etablir la liste des vulnérabilités hiérarchisées selon leur gravité (dommages matériels, organisationnels, réseaux indispensables à l'activité etc...):
 - quelles sont les parties du bâtiment les plus vulnérables au phénomène identifié ?
 - sur le plan de la sécurité des occupants : y a t-il des risques pour le personnel ? peut-on accéder au bâtiment (évacuation, intervention des secours) ? l'électricité et le téléphone fonctionneront-ils?
 - sur le plan du fonctionnement et de la poursuite de l'occupation ou de l'activité : quelles machines ou quels équipements, quels stocks seront atteints ? quand redémarrer l'activité ?
 - sur le plan du dommage aux biens : quel délai et quel coût pour le séchage, le nettoyage et la remise en état ?
 - identifier les activités stratégiques (activités nécessaires au bon fonctionnement) et parmi elles, celles absolument vitales.

- 3 Proposer des améliorations en précisant leurs degrés de fiabilité, leurs coûts et leurs limites, par l'identification des mesures de réduction de la vulnérabilité (limiter les dommages aux biens, faciliter le retour à la normale). Ces propositions portent notamment sur :

 - la connexion aux réseaux extérieurs ; les structures (y compris les ouvertures) ;
 - les réseaux intérieurs et équipements techniques ;

 - la création des équipements de protection ; le fonctionnement interne (en mode dégradé).

Afin d'assurer la sûreté des personnes, une étude de risques peut être réalisée conformément aux dispositions de la fiche-conseils 1.

La mise en oeuvre des mesures de réduction de la vulnérabilité prévues dans cette étude relève de la responsabilité du commanditaire.

ANNEXE 3 : Fiches travaux à l'attention des constructeurs

Extrait du guide : « Référentiel de travaux de prévention du risque d'inondation dans l'habitat existant »

Auteur : Ministère de l'Egalité des Territoires et du Logement

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature – DGALN

Parution: Juillet 2012, 80 p.

- Fiche 1 Travaux de mise en place de dispositifs d'étanchéité temporaires
- Fiche 2 Colmatage des voies d'eau
- Fiche 3 Elimination des eaux résiduelles
- Fiche 4 Aménagement d'une zone refuge
- Fiche 5 Réalisation de planchers en béton armé
- Fiche 6 Réfection des cloisons de distribution et de doublage
- Fiche 7 Remplacement des isolants thermiques et acoustiques
- Fiche 8 Protection des équipements de génie climatique - Fiche 9 – Remplacement des revêtements de sol
- Fiche 10 Remplacement des menuiseries intérieures
- Fiche 11 Remplacement des menuiseries extérieures
- Fiche 12 Redistribution / Modification des circuits électriques
- Fiche 13 Mise hors d'eau des tableaux de répartition et coffrets
- Fiche 14 Protection des ascenseurs
- Fiche 15 Prévention des dommages aux réseaux EU-EP
- Fiche 16 Prévention des dommages dus aux cuves d'hydrocarbures
- Fiche 17 Protection des personnes en présence de piscines
- Fiche 18 Protection des vides sanitaires

Guide complet téléchargeable sous : http://catalogue.prim.net/195_referentiel-de-travaux-de-prevention-de-l-inondation-dans-l-habitat-existant.html

www.savoie.gouv.fr

ANNEXE 4 : Glossaire

Affouillement

Excavation, creusement du sol par enlèvement de matériaux.

Aménagement

Tous travaux, avec ou sans changement de destination, d'un bâtiment existant (dans le volume existant), soumis à déclaration préalable ou permis de construire.

Aléa

Phénomène naturel d'occurence et d'intensité donnée. Le phénomène d'inondation est qualifié par la hauteur et la vitesse de l'eau. La combinaison de ces paramètres conduit à 3 niveaux d'aléas : faible, moyen et fort.

Bâtiment d'activité

Dans le présent règlement, ce terme porte sur toute activité en dehors de l'habitation, des établissements sensibles, des établissements nécessaires à la gestion de crise, et ceux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Bâtiment collectif

Est considéré comme bâtiment collectif un ensemble de plus de 10 logements ou accueillant plus de 25 personnes.

Changement de destination ou d'usage d'un bien

Au sens du code de l'urbanisme, neuf destinations possibles d'un bien sont identifiées (habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, entrepôt, constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif). Le passage d'une de ces catégories à une autre constitue un changement de destination.

On parle de changement d'usage en cas de modification de l'utilisation faite d'un bien (exemple : un garage transformé en pièce d'habitation).

Le changement de destination ou d'usage peut impliquer une modification de la vulnérabilité. Elle diminue lorsque l'exposition de la population et/ou la valeur du bien diminue, et inversement. Le changement de destination ou d'usage peut exister sans travaux, dans ce cas il doit être précédé d'une déclaration préalable (cf. article R 421-17 du code de l'urbanisme).

Cote de référence

La cote de référence est la cote réglementaire définie par le PPRi. Elle correspond à une cote calculée (altimétrie) dans le repère NGF (Nivellement Général de la France) ou mesurée en relatif par rapport au terrain (cf. titre II du présent règlement : Détermination de la cote de référence).

Embâcle

Accumulation de matériaux transportés par les eaux et faisant obstacles à l'écoulement en amont d'un ouvrage (pont, buse...)

Emprise au sol

Surface au sol de la construction ou projection au sol du volume principal bâti existant (à la date d'approbation du PPRI).

Enjeu

Personnes, biens, activités, moyens et/ou patrimoine, susceptibles d'être affectés par un phénomène

PPRI de l'Arc : tronçon médian de Pontamafrey-Montpascal à Aussois approuvé le 24 juillet 2019 32

Etablissements de secours ou nécessaires à la gestion de crise

Il s'agit des établissements publics nécessaires à la gestion de crise, sécurité civile, maintien de l'ordre public et aux secours (police, armée, gendarmerie, pompier, PC routier, ...).

Etablissement Recevant du Public (ERP)

Les catégories d'ERP sont rappelées en annexe n°1.

Etablissement sensible

Il s'agit majoritairement des ERP de type R, U et J : établissements spécialisés (hôpital, maison de retraite, crèche, établissement scolaire...) pour l'accueil des personnes fragiles, c'est-à-dire difficilement évacuables (enfants, personnes âgées, handicapées, malades...). Du fait de leur âge, d'un handicap permanent ou provisoire, ces personnes ne peuvent en cas d'alerte évacuer l'établissement par leur propre moyen ou suffisamment rapidement au rogard de la vitesse de montée des eaux.

Extension de l'activité existante

Création d'une construction attenante ou non, liée à l'activité.

Extension du bâti existant

C'est la création d'une construction préférentiellement liée au bâti existant, en extension latérale ou en étages. Une extension doit rester relativement faible.

Fossé

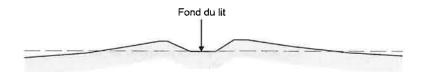
Ce terme désigne un axe hydraulique artificiel destiné à évacuer les eaux collectées (pluviales, de drainage, etc.). Les fossés qui n'excèdent pas 0,50 m de profondeur ou 1 m² de section ne sont pas réglementés au titre du présent PPRI.

Lit mineur

Zone comprise entre les crêtes de berges ou de digues, occupée par le cours d'eau avant débordement.

Lit perché

On parle de lit perché lorsque l'altitude du terrain décroît lorsqu'on s'éloigne du cours d'eau et lorsque le fond du lit est à une altitude supérieure à celle du terrain.



Plancher habitable

Plancher à usage d'habitation.

Sont exclus les planchers à usage de garage ou de remise d'une surface inférieure à 20m².

Plancher fonctionnel

Plancher où s'exerce de façon permanente une activité humaine quelle que soit sa nature (industrie, artisanat, agricole, commerce, service) à l'exception de l'habitation.

Projet

Est considéré comme projet, toute construction, aménagement, camping, installation, clôture...

Est considéré comme lié à l'existant :

- toute reconstruction,
- toute extension de bâtiment existant,
- tout changement de destination ou d'usage,
- toute rénovation, réhabilitation, restructuration, transformation du bâti...

En ce qui concerne la prise en compte des risques naturels, on veillera à ce que tout projet lié à l'existant respecte les règles minimales d'urbanisme permettant de ne pas aggraver la vulnérabilité et si possible de la réduire (voir vulnérabilité ci-après).

Remblai

Exhaussement du sol par apport/dépôt de matériaux.

Remise

Partie d'une habitation servant d'abri pour des voitures ou du matériel.

Risque

Le risque se définit comme étant le croisement entre aléa et enjeu.

Sous-sol

Niveau de plancher dont une partie au moins est située sous le niveau du terrain naturel.

Transparence hydraulique

La transparence hydraulique ou perméabilité est définie comme le rapport de la surface libre (vide) à la surface totale, afin de ne pas gêner l'écoulement des eaux.

Vulnérabilité

Niveau des conséquences prévisibles du phénomène d'inondation sur les personnes, biens et activités susceptibles d'être affectés par celui-ci. Par exemple, transformer un bâtiment d'activité en logements constitue un changement de destination augmentant la vulnérabilité, en augmentant le nombre et l'exposition des personnes. De même, une extension d'un bâtiment d'habitation créant un nouveau logement contribue à augmenter la vulnérabilité.



Préfecture de la Savoie



COMMUNE DE

MODANE

Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Modification na du

3 - règlement

avalanches, mouvements de terrain, inondations Nature des risques pris en compte : hors celles liées aux crues de l'Arc

1^{ère} version approuvée le 01/12/1997

Modification n°1 approuvée le :

Nature des enjeux : urbanisation et camping.

Janvier 2012







TABLE DES MATIERES

TITRE I: PORTEE DU PPR, DISPOSITIONS GENERALES	Z
ARTICLE I : CHAMP D'APPLICATION	
1, Objectifs.	- 2
2. Territoire concerné.	
3. Phénomènes concernés	-
4. Prise en compte de l'évolution des phénomènes	
5. Définition des termes employés dans le présent réglement	- 5
ARTICLE 2: EFFETS DU PPR	
1. Opposabulle	7
	5
3. Regienaliation are projects nouveaux.	. ~
	, ,
7. Dispositions specifiques a certaines infrastructures et equipements	
8, Dispositions spécifiques aux batiments d'exploitation des remonlees mecaniques	
ARTICLE 3: RAPPEL DES AUTRES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR	2
l. Réglementation parasismique. 2. Dispositions relatives au libre écoulement des eaux et à la conservation du champ des inandations	2
5, Dispositions relatives and Jovels de protection	
THIRE II: MESURES GENERALES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE	9
ARTICLE 1: MESURES DE PREVENTION.	9
I. Information des citoyens.	9
2. Études et suivis	9
3, Implantation des Etablissements de secours ou nécessaires à la gestion de crise, appelés "stratégiques".	9
ARTICLE 2: MESURES DE PROTECTION.	9
2. Défenses déportées futures	8
3. Mise en œuvre du principe d'urbanisation organisée	8
4. Sécurité des réseaux uériens et enterrés	8
5, Gestion des eaux de ruissellement	8
ARTICLE 3: MESURES DE SAUVEGARDE	6
14	6
- 4	5.0
	. 0
4 Decurite des occupants et usagers des odinments dus strategiques et des etdoussements i ecevant du protici-	STEWNING ST
TITRE III : REGI.EMENTATION DES PROJETS ET DES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS	10
Fiche O : aucun phénomène naturel retenu	0.0
Fighe N 1 - incadation – crue formation	
From Management of the Confection of the Confect	
Fiche 1: avolance contains avec aéroso	.12
Fiche I.2 : avalanche coulante	.13
Fiche I.3 : chute de blocs	7
Fiche 1.4: chulc de blocs.	.15
Fiche J.S : chule de blocs	91
9	
7 : crue lorrentielle	80 0
oc o	61.
	21
First 1.11 care formation — course us none First 1.11 care formation — course us none	22
12 : ene forrentielle	23
1.13 : crue torrentielle	24
1.14	25
Fiche 2.1: alfaissement e/ou effondrement	26
Fiche 2.2 : affaissement eVou effondrement	.26
Fiche 2.4 : affaissement eVou effondrement	27
Fiche 2.5: uffaissement et/ou effondrement	28
Fiche 2.6: affaissement chou effondrement	97
Fiche 2.7 : zone pouvant induire des mouvements de terrain à l'avai	67

INTRODUCTION

La modification nº1 du PPR de Modane concerne :

1) la composition du document :

Comme indiqué dans la note de présentation générale, les phénomènes naturels qui concernent Modane peuvent se ranger en deux catégories, les phénomènes naturels de type «montagne», et les inondations liées aux crues de l'Arc.

Cette catégorisation se retrouve aujourd'hui en matière de caractérisation des aléas, de zonage et de règlement,

Ainsi, dans un souci de lisibilité, ces deux catégories de phénomènes naturels sont désormais traitées dans deux parties distinctes du dossier PPR, les sous-dossiers B et C.

des extensions de périmètre réglementé, à la demande de la commune : Il s'agit des secteurs suivants : - Polset

- Le Replaton la plate-forme de la SFTRF et les installations de chantier au champ de tir Les Essarts

 - Le Seuil Les Herbiers
- la prise en compte de l'actualisation des connaissances sur les phénomènes naturels (évolution de l'expertise, survenance d'évènements depuis 1997, réalisation d'études) et de la réalisation d'ouvrages de protection

Il s'agit ainsi :

- du Zonage des inondations par l'Arc (cf. sous-dossier C)
 du zonage du risque de chutes de blocs sur les secteurs de Champ Frasson, des Perrières, du Pré de Pâques et Sous le Replaton à Loutraz, suite aux études et aux travaux réalisés,
 du zonage du risque de chutes de blocs sur le secteur de Saint-Gobain,
 du zonage du risque de chutes de blocs sur le secteur de Plan Verney, suite aux études et aux travaux
 - du zonage du risque de erue torrentielle sur le cône du Rieu Roux, suite à l'aménagement de la plage de réalisés, dépôt,
- 4) une mise à jour du règlement du sous-dossier B, qui a considérablement évolué depuis 1997.

ANNEXE AU REGLEMENT

TITRE I : PORTEE DU PPR, DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Champ d'application

. Objectifs

Sans porter préjudice aux réglementations existantes, les dispositions réglementaires du présent Plan de Prèvention des Risques Naturels Prévisibles (PPR) ont pour objectif de limitet, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles. En d'autres termes, il s'agit d'améliorer la sécurité des personnes et de stabiliser, voire réduire, la vulnérabilité des bions et des activités dans les zones exposées aux phénomènes naturells.

Le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants, ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions et installations nouvelles, à l'exécution de touts travaux et à l'exercice de toutes activités.

Il définit les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les colloctivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers.

2. Territoire concerné

Le présent PPR s'applique au(x) périmètre(s) réglementé(s) défini(s) au paragraphe 1.6 du livret « note de présentation » et repris sur les plans de zonage du livret « documents graphiques ». Il s'applique aussi, le cas échéant, aux ouvrages, dispositifs et boisements de protection localisés dans le présent règlement, y compris lorsqu'ils sont situés hors du périmètre réglementé, conformément à l'arrêté de prescription du PPR.

3. Phénomènes concernés

Le présent PPR ne prend en compte que les phénomènes naturels prévisibles définis au paragraphe 1.2.1 du livret «note de présentation », tels que connus à la date d'établissement du document.

Ne sont pas pris en compte dans le présent PPR les phénomènes liés à des activités humaines mal maîtrisées (exemple : glissement de talus dû à des raidissement trop importants ou à des rejets d'eau sans précaution).

La solution à ces problèmes de stabilité des terrassements est du ressort de la géotechnique. Ils restent de la responsabilité du maître d'ouvrage et de son maître d'oeuvre. Il importe néanmoins que l'impact prévisible de ces travaux soil clairement analysé, avant toute exécution, afin d'éviter une aggravation de l'Étal d'actualité à la comment de l'Étal de l'Étal

L'influence du bâti - existant et futur - sur le fonctionnement des phénomènes naturels gravitaires est complexe. Elle n'est de ce fait que partiellement et forfaitairement pris en compte, en considérant que l'écoulement peut être dévié par ce type d'obstacle d'un angle allant jusqu'à 80° par rapport à sa direction initiale. Il on résulte une large gantrin de façades considérées comme pouvant être directement exposées à l'écoulement (cf. paragraphe I. I. I. I. en annexe du présent règlement).

4. Prise en compte de l'évolution des phénomènes

Le PPR est un document évolutif et peut être modifié par voie réglementaire à l'occasion de l'apparition ou de la prise de connaissance de nouveaux phénomènes naturels dépassant en intensité ou en dimensions les phénomènes pris en compte pour l'élaboration du PPR, ou après réalisation de travaux de protection de nature à modifier ces phénomènes.

5. Définition des termes employés dans le présent règlement

Biens existants : comprenant les constructions et les installations dans leur état actuel, ainsi que les travaux d'entretien et de gestion non soumis à déclaration préalable ou permis de construire (notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures...).

Classes de façades : classes d'orientation de façades pour lesquelles les pressions exercées par le obénomène naturel sont considérées comme équivalentes (cf. 1,1,1,1 en annexe pour plus d'explications).

Composante latérale : pression appliquée sur les façades et toitures parallèles au sens d'écoulement général du phénomène (cf. 1.2 en annexe pour plus d'explications).

Composante principale: pression appliquée sur les façades et toitures perpendiculaires au sens d'écoulement général du phénomène (cf. 1.2 en annexe pour plus d'explications),

Composante verticale: pression appliquée sur les plans horizontaux (balcons, débords de teitures....), du bas vers le haut. Cette composante est définie pour les avalanches denses et pour les aérosols (cf. 1.2 en annexe pour plus d'explications).

Défense : ouvrage ou dispositif artificiel ou naturel permettant de réduire l'intensité, l'activité et/ou la fréquence d'un phénomène. Il peut s'agir d'une défense déportée, disjointe des enjeux à protéger et parfois même située hors du périmètre réglementé du PPR, ou d'une protection individuelle conçue pour la protection d'une seule habitation, intégrée ou non au bâti.

L'efficacité de chaque défense inventoriée dans le PPR est précisée dans la note de présentation. Attention : en cas d'absence de personne clairement identifiée comme responsable d'un ouvrage donné, ce dernier pourra être considéré comme n'ayant pas d'influence sur les phénomènes en cause, zon entretien ne pouvant être assuré sur le long terme.

Dièdres rentrants: constitués de deux façades formant un angle rentrant vers l'intérieur du bâtiment. Ces dièdres peuvent, selon leur position et leur orientation, engendrer une majoration des contraîntes exercées par les écoulements de surface sur les façades exposées (cf. 1.1.1.3 an annexe pour plus d'explications)

Ecoulement de surface : phénomène naturel provoqué par l'écoulement gravitaire de matière sur la surface topographique. Ces écoulements se propagent généralement selon la ligne de plus grande pente, dans le sens amont-aval. Ce principe peut être mis en cause dans certains eas (cf. 1, 1 en annexe pour plus d'explications).

Effort normal: partie de l'effort s'appliquant perpendiculairement à une surface (ef. 1.2 en annexe pour plus d'explications).

Effort tangentiel: partie de l'effort s'appliquant parallèlement à une surface (ef. 1,2 en annexe pour plus d'explications).

Etablissement recevant du public (ERP): ce terme, défini à l'article R123-2 du Code de la construction et de l'habitation, désigne les lieux publics ou privés accueillant des clients ou des utilisateurs antres que les employés, qui sont, eux, protèges par les règles relatives à la santé et sécurité au travail. Ceta regroupe un très grand nombre d'établissements comme les cinémas, théâtres, magasins (de l'échoppe à la grande surface), bibliothèques, écoles, universités, hôtels, restaurants, hôpitaux... que ce soient des structures fixes ou provisoires (chapticau, structures gordfables).

Façade: côté d'un bâtiment dans son ensemble.

la détermination des classes de façades, l'existence possible de zones abritées et les majorations de Les mesures applicables aux façades des bâtiments sont définies dans chaque fiche en 3.5 ci-après. Pour contraintes à appliquer aux dièdres rentrants, se reporter en annexe du présent règlement.

Toute façade située à cheval sur plusieurs zones réglementaires devra prendre en compte les prescriptions propres à chaque zone. Si, pour des raisons techniques, un seul niveau de renforcement est retenu pour cette façade, il s'agira du niveau le plus contraignant.

Façade aveugle : façade possédant tout au plus des ouvertures de 20 cm x 20 cm maximum, à 40 cm les ance des autres, avec vitrage fixe. **Hauteur d'application :** hauteur de façade sur laquelle s'applique la mesure, à compter du terrain naturel ou du terrain naturel initial en cas de terrassements en déblais, ou à compter du terrain remblayé en cas de errassements en remblais non spécifiquement conçus comme élément de protection.

Dans le cas particulier du ruissellement de versant, cette hauteur est toujours calculée à compter du terrain existant au droit de la façade, sauf en cas de terrassements en remblais spécifiquement conçus comme

KiloPascal (kPa): unité de mesure de pression (cf. 1.3 en annexe pour plus d'explications)

Niveau habitable: niveau à usage d'habitation, hors locaux de rangement ou de stationnement.

Ouvrants : éléments mobiles des ouvertures en fâçade (volets, fenêtres, portes, panneaux amovibles...). En 3.5, lorsqu'une résistance minimum est imposée sur les ouvrants en position fermée, elle porte soit sur les volets ou panneaux amovibles, soit sur les vitrages qu'ils occultent. Dans certains cas, cette résistance est imposée spécifiquement sur les vitrages en position fermée. Projets nouveaux : tout bâtiment ou tout ouvrage neuf, toute extension de bâtiment existant, tous travaux d'aménagement ou tout changement de destination d'un bâtiment existant soumis à déclaration préalable

Altention : duns les fiches réglementaires ci-après, les parties de bûtiment existant non modifiées ne sont vas soumises aux prescriptions portant sur les projets nouveaux, Projets d'aménagement : travaux d'aménagement (dans le volume existant), soumis à déclaration oréalable ou à permis de construire.

Projets d'extension: travaux d'extension (accroissement du volume existant).

Prescription: mesure dont la mise en œuvre à un caractère obligatoire.

Pression dynamique d'impact : pression générée par un phénomène contre un obstacle durant sa phase

Pression nominale : pression de référence.

Rccommandation : mesure dont la mise en œuvre a un caractère facultatif.

Urbanisation : zones bâties ou à bâtir, sans spécification de densité d'habitat (zones U et AU du PLU ou

Vulnérabilité du bâti : mesure l'impact humain et économique d'un phénomène naturel sur le bâti (liée la capacité d'accucil et à la valeur économique du bâti). Zones abritées : parties de bâtiments protégées des écoulements de surface par d'autres parties de bâtiments, pour lesquelles les façades n'auront pas à être renforcées vis à vis du phénomène naturel (cf. 1-1.1.2 en annexe pour plus d'explications).

Article 2 : Effets du PPR

Opposabilité

Une fois approuvé par arrêté préfectoral, le PPR se substitue, sur les zones délimitées par le périmètre réglementé, aux éventuels documents de zonage des risques naturels établis antérieurement, tels que définis au paragraphe 1.4 du livret « note de présentation ».

articles L 126-1 et R 123-14 1º du Code de l'Urbanisme, par l'autorité responsable de la réalisation de l'Environnement. Il doit donc être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou POS, en application des Le PPR approuvé est une servitude d'utilité publique au titre de l'article L 562-4 du Code celui-ci.

En cas de dispositions contradictoires entre ces deux documents ou de difficultés d'interprétation, la servitude PPR s'impose au PLU ou POS.

Les documents opposables aux liers sont constitués par :

le présent règlement,
 les plans de xonage réglementaire du livret « documents graphiques ».

2. Responsabilités

entrent dans le champ du Code de l'Urbanisme. En revanche, les maîtres d'ouvrage, en s'engageant à Le Maire et les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols gèrent les mesures qui respecter les règles de construction, lors du dépôt d'un permis de construire, et les professionnels chargés de réaliser les projets, sont responsables des études ou dispositions qui relèvent du Code de la Construction en application de son article R 126-1.

par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception (article R431-16 du Code de l'Urbanisme). Dans certaines zones du PPR, la réalisation d'une étude est prescrite. Dans ce cas, une attestation est établie

3. Réglementation des projets nouveaux

Ces règles sont définies en application de l'article L 562-1-II- 1° et 2 du Code de l'Environnement,

des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve Le respect des dispositions du PPR conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel. Il est rappelé qu'en application de l'article L 562-5 du Code de l'Environnement, les infractions aux dispositions du PPR sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'État ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article 480.4 du Code de l'Urbanisme.

4. Mesures sur les biens et activités existants

la réduction de la vulnérabilité des biens et activités déjà situés en zone réglementée du PPR au moment de Ces mesures sont définies en application de l'article L 562-1-II-4 du Code de l'Environnement. Elles visent son approbation. Il s'agit de dispositions d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation, mises à la charge des propriétaires, utilisateurs ou exploitants, et compatibles avec une vie et des activités normales dans ces zones à risque. Le coût des aménagements obligatoires doit rester inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du PPR (article 5 du décret modifié nº 95-1089 du 5 octobre 1995). Dans les fiches réglementaires ci-après, sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article L 562-1 du Code de l'Environnement).

L'article L 561-3 du Code de l'Environnement fixe la nature des études et travaux de prévention

L'article L 561-3 du Code de l'Environnement fixe la nature des études et travaux de prévention obligatoires que le Fond de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) peut financer, ainsi que leur taux de Innancement.

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la date d'opposabilité du présent PPR continuent à bénéficier du règime général de garantie prévu par la loi modifice n°82-600 du 13 juillet 1982. Le respect des dispositions du PPR conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages mafériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit considér par arêté interministériel.

Il est rappelé qu'en application de l'article L 562-5 du Code de l'Environnement, les infractions aux dispositions du PPR sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté des mesures obligatoires, au delà de leur délai de réalisation, est puni des peines prévues à l'article 480.4 du Code de l'Urbanisme. Le Prêfet peut ordonner leur réalisation aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur (article L 562-1 du Code de l'Environnement).

5. Dispositions spécifiques dans les zones déjà bâties où toute nouvelle construction est inferdite

Sur ces zones désormais inconstructibles au titre des risques naturels, peuvent toutefois être autorisés, sous réserve de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux :

- a) les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures, ...; sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation de la population exposée.
- b) lorsque cela est précisé dans les fiches zone par zone: les extensions limitées qui seraient nécessaires à des mises aux normes, notamment d'habitabilité ou de sécurité, si ces demières ont pour effet de réduire la vulnérabilité du bâtiment existant, par effet écran notamment, grâce à la mise en œuvre des prescriptions énoncées sur la zone pour ce type d'extension, et sans que cela ne se traduise par une augmentation de la population exposée.
- c) lorsque cela est précisé dans les fíches zone par zone : la reconstruction ou la réparation de bâtiments sinistrés dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec le risque à l'origine du classement en zone interdite, sous réserve de la misc en œuvre des mesures propres à la zone.

Dispositions spécifiques aux abris légers, garages et annexes

Sur l'ensemble des zones règlementées du présent PPR, hors les zones classées N et Ni, peuvent être autorisés, sous réserve de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux, les abris légers, garages et annexes de bâtiments non destinés à un usage d'habitation, d'une surface inférieure à 20m, sur un seu Invierau, sans mise en œuvre obligatoire des mesures de protection imposées sur ces zones aux projets nouveaux.

7. Dispositions spécifiques à certaines infrastructures et équipements

Sur l'ensemble des zones inconstructibles au titre des risques naturels, y compris les zones classées N et Ni, peuvent toutefois être autorisés, sous réserve de ne pas aggraver les risques et ce ne pas an provoquer de nouveaux, et sous réserve que le projet ne soit pas en zone exposée à des phéromènes soudains sans signe avant coureur évident (chutes de blocs, coulées boueuses issues de glissements de terrain):

- a) les infrastructures et équipements nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt général (réservoir d'eau, station d'épuration, déchetterie, centrale électrique...)
- b) los infrastructures et équipements nécessaires aux activités agricoles, forestières, culturelles, touristiques, sportives et de loisirs (stades, aire de jeux, ...).

Dans les deux cas, le maître d'ouvrage devra toutefois montrer :

- qu'il n'y a pas d'alternative en zone moins exposée aux risques d'origine nazurelle, dans la mesure notamment où leur implantation est liée à leur fonctionnalité;
- que le projet ne comporte aucun nouveau bâtiment dans le cas des infrastructures et équipements nécessaires aux activités agricoles, forestières, culturelles, touristiques, sportives et de loisirs;
- que le projet ne comporte aucun nouveau local destiné à l'habitation dans le cas des infrastructures et équipements nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt général;
- que sont clairement définis son mode d'exploitation ainsi que les modalités de mise en sécurité des occupants et/ou des usagers en cas de survenance d'accidents d'origine naturelle;
 - occupants evou des usagers en cas de survenance d'accidents d'or que leur vulnérabilité aux risques naturels a été réduite ;
- que ces infrastructures et équipements ne risquent pas de polluer l'environnement en cas de survenance d'accidents d'origine naturelle,

8. Dispositions spécifiques aux bâtiments d'exploitation des remontées mécaniques

Dans les zones constructibles exposées à des écoulements de surface à forte charge solide ; avalanches, chiutes de blocs, crues torrentielles...), les mesures applicables aux projets nouveaux pourront être adaptées pour les gares de départ des remontées mécaniques, de sorte à rendre possible l'exploitation de ces constructions.

en effet, les mesures portant sur les façades peuvent être incompatibles avec le fonctionnement de

Il s'agit par exemple :

- de la zone des quais d'embarquement et de débarquement nécessairement ouverte vers l'amont; ici, il
 apparaît impossible de mettre en œuvre une mesure du type façade aveugle sur toute la hauteur.
- de salles dans lesquelles opèrent des machinistes, qui doivent pouvoir observer les quais d'embarquement, dans ce cas, on peut envisager de remplacer une mesure du type façade aveugle par la pose de volets métalliques protègeant les surfaces vitrées, et résistant à la pression dynamique d'impact définie pour le type de façade considéré.

Le maître d'ouvrage devra toutefois montrer que ces adaptations ont été conques de sorte à réduire au mieux la vulnérabilité de ces constructions et à assurer le meilleur niveau de sécurite des occupants et/ou des usagers en cas de survenance d'accidents d'origine naturelle.

9. Dispositions spécifiques aux nouvelles voies de desserte collectives

Tout projet de voie de circulation, pour la desserte d'une zone d'urbanisation nouvelle (ensemble de propriétés bâties) ou d'une extension d'une zone d'urbanisation existante, sous maîtrise d'ouvrage publique ou privée, devra être accompagné d'un inventaire des phénomènes naturels pouvant, de façor visible ou prévisible, atteindre cette voie et mettre on jeu la sécurité de ses futurs usagers, y compris pour les parties de la voie située à l'extérieur du périnère réglementé du PPR. En cas de phénomène(s) naure(s) identifié(s), cet inventaire devra s'accompagner des mesures, de quelque nature qu'elles soient (cuvrages de identifié(s), cet inventaire devra s'accompagner des mesures, de quelque nature qu'elles soient (cuvrages de

correction et/ou de protection, mesures administratives de gestion de la circulation, etc.), que le maître d'ouvrage de la voie d'accès envisage de mettre en œuvre pour assurer la sécurité des usagers

Article 3 : Rappel des autres réglementations en vigueur

indépendamment du règlement du PPR, des réglementations d'ordre public concourent à la prévention des risques naturels.

1. Réglementation parasismique

que définic par le décret n°2004 - 1413 du 23 décembre 2004 modifiant le décret du 14 mai 1991 relatif à La partie du territoire de la commune inscrite dans le périmètre réglementé du PPR est classée en 1 a, telle la prévention du risque sismique.

Tous travaux ou aménagements devront respecter les règles parasismiques en vigueur le jour de la délivrance du permis de construire, sous réserve de règles plus adaptées d'un PPR sismique.

2. Dispositions relatives au libre écoulement des caux et à la conservation du champ des inondations

Corse, adopté par le Comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordinateur de Bassin le 20 décembre Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône – Méditerranée -1996, est opposable à l'administration. Dans ses règles essentielles de gestion, le SDAGE fait appel à quatre principes majeurs, en matière de gestion du risque d'inondation :

- Connaître les risques
- Maîtriser les aléas à l'origine des risques :
- o Actions sur le ruissellement et l'érosion
- Gestion des écoulements dans le lit mineur des cours d'eau

0

- o Conservation des champs d'inondation en lit majeur des cours d'eau
 - Ne pas générer de nouvelles situations de risques
 - Gérer les situations de risque existantes.

Il est rappelé par ailleurs l'obligation d'entretien des cours d'eau faite aux riverains, définie à l'article L215-14 du Code de l'Environnement:

rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la «Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des dispositions des chapitres I", II, IV, VI et VII du présent titre (« Eau et milieux aquatiques »), le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques». Certains travaux ou aménagements, en l'onction de leurs caractéristiques, peuvent nécessiter par ailleurs une procédure Loi sur l'eau, dès lors qu'ils entrent dans le champ de la nomenciature des travaux devant faire l'objet d'une déclaration ou d'une autorisation.

3. Dispositions relatives aux forêts de protection

les montagnes et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, les érosions et les envahissements des eaux et des sables (...). La gestion et l'exploitation de ces forêts sont réglementées au travers des articles L'article L 411-1 du Code Forestier stipule que peuvent être classés comme forêts de protection, pour cause d'utilité publique, les forêts dont la conservation est reconnue nécessaire au maintien des terres sur L412... du Code Forestier.

exploitants forestiers ainsi qu'aux autorités chargées de l'approbation des documents de gestion forestière établis en application des livres ler, II et IV du Code Forestier ou de l'instruction des autorisations de Par ailleurs, l'article L 425-1 du Code Forestier autorise le PPR à réglementer la gestion et l'exploitation forestière dans les zones de risques qu'il détermine. Le règlement approuvé s'impose aux propriétaires et coupes prévues par ce code ou de la déclaration préalable prévue par le code de l'urbanisme.

TITRE II : MESURES GENERALES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Ces mesures sont définies en application de l'article 562-1-3 du Code de l'Environnement.

qu'aux particuliers. Elles portent sur la prévention (information préventive, études spécifiques, mise en place de systèmes de surveillance....), la protection (entretien ou réhabilitation des dispositifs de protection existants, création de nouveaux dispositifs), la sauvegarde (plans d'alorte et d'évacuation, moyens Il s'agit de mesures générales incombant aux collectivités publiques dans le cadre de leur compétence, ainsi d'évacuation, retour rapide à la normale après la crise ...) Sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article 562-1 du Code de l'Environnement),

Article 1 : Mesures de prévention

Information des citoyens

Prescription

Sont prescrites les mesures suivantes, à l'initiative du maire

- l'information régulière (au moins tous les 2 ans selon l'article L 125-2 du Code de l'Environnement) des particuliers et des professionnels sur les risques naturels concernant la commune ainsi que sur les règles à respecter en matière de construction et d'utilisation du sol,
- préventive sur les risques majeurs telle que définie par le décret modifié n°90 918 du 11 octobre 1990 : dès notification par le Préfet du dossier communal synthétique (DCS), la mise en oeuvre de l'information document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et plan d'affichage.

2. Etudes et suivis

Recommandation

Des études pourront être réalisées, à l'initiative de particuliers ou des collectivités, permettant entre autres : - d'améliorer la connaissance des phénomènes naturels et de leur impact sur le bâti, existant ou futur ;

- de définir des ouvrages de protection adaptés ;

A la demande de la collectivité locale concernée, l'examen des conclusions de ces études pourra conduire, à 'initiative du Préfet de la Savoie, à une modification du PPR, dans les formes réglementaires. Le cas échéant, il est recommandé d'assurer un suivi régulier des torrents et misseaux les plus dangereux, ainsi que de tout autre phénoniène naturel déclaré, pouvant menacer des vies humaines

3. Implantation des Etablissements de secours ou nécessaires à la gestion de crise, appelés "stratégiques"

le maintien de l'ordre public, ou dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes ou un Les bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, la santé publique, la défense ou risque identique en raison de leur importance socio-économique, devront être implantés autant que faire se peut dans des zones libres de risques d'origine naturelle.

Article 2 : Mesures de protection

1. Défenses déportées existantes

Mise en œuvre obligatoire à compter de la date d'approbation du présent PPR

Les défenses déportées existantes (ouvrages ou dispositifs de protection) devront être maintenues dans un état d'efficacité optimum.

- Par "maintien en état d'efficacité optimum", il faut entendre : pour les ouvrages artificiels, le respect dans le temps par ces ouvrages des spécifications techniques qui ont procédé à leur conception,
 - pour les défenses naturelles, le maintien dans le temps de leur efficacité constatée à la date ce réalisation

Une commission de suivi des défenses déportées existantes pourra être mise er place à cet effet, à l'initiative de la collectivité concernée par le PPR, Pourront participer à cette commission, aussi souvent que nécessaire, tous les maîtres d'ouvrage et propriétaires de défenses déportées existantes ayant effet sur les zones urbanisées ou urbanisables traitées par le P.P.R. Toute modification à la baisse de l'efficacité de tout ou partie de ces défenses devra être signalée par la collectivité au Préfet de la Savoie, à charge pour ce dernier de prendre éventuellement en compte cette évolution par modification du PPR.

En cas de constatation d'une perte sensible de l'efficacité de certaines de ces défenses, et selon les conséquences prévisibles de cette perte d'efficacité

- les bâtiments dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, la sante publique, la défense ou le maintien de ordre publie, ou dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes ou un risque identique en raison de leur importance socio-économique, pourront être fermés et interdits d'utilisation, à l'initiative du Maire ou du Préfet par substitution ;
 - · le Plan Communal de Sauvegarde pourra être revu, à l'initiative du Maire.

Cette prescription porte au minimum sur l'ensemble des défenses déportées relevées lors de la réalisation du présent PPR, décrites secteur par secteur dans la note de présentation et localisées sur la carte en page suivante.

- Page 7 -



100 200 Metres

2. Défenses déportées futures

Recommandation

Il est recommandé d'améliorer les protections existantes lorsque leur efficacité n'est pas jugée satisfaisante dans le présent PPR (cf. note de présentation) et de réalisser ou mettre en œuvre tout nouvel ouvrage ou toute mesure permettant d'atténuer les risques naturels affichés, y compris dans les zones classées N ou Ni du présent PPR.

En particulier, il est souhaitable, vis à vis du risque d'inondation et de crues torrentielles, d'établir un parcours à moindres dommages, permettant le retour au lit des écoulements sans aggraver le risque à l'aval. Il est vivement conseillé, avant exécution des travaux, de se rapprocher des services de l'Etat afin de s'assurer de leur impact prévisible sur le zonage des risques d'origine naturelle.

3. Mise en œuvre du principe d'urbanisation organisée

Semarque:

L'inconvénient des protections individuelles intégrées aux bâtiments réside dans le fait qu'elles n'assurent la sécurité qu'à l'intérieur de ces bâtiments.

Sur les zones constructibles où se manifestent des phénomènes de type écoulements de surface à forte charge solide, il peut être préférable d'avoir recours à une urbanisation organisée, et d'utiliser tout ou partie du projet de construction pour créer un bâti-écran. Ce dernier aura pour effet de créer à l'arrière une zone protégée (cas général) ou de moindre exposition (cas des avalanches en aérosols).

Cette fonction de protection sera pérennisée dans le cadre d'une relation contractuelle (voir ci-après) entre l'amont "protocteur" et l'aval "protégé", relation qui n'existe pas à l'heure actuelle, même si aujourd'hui cette relation implicite peut être constatée sur de nombre de sires.

A la demande de la collectivité locale concernée, la réalisation de l'urbanisation organisée pourra conduire, à l'initiative du Préfet, à une modification du PPR dans les formes réglementaires, pour tenir compte de son influence favorable sur les terrains aval.

Principe d'aménagement

L'aménagement de la zone, soumise de façon homogène à un même type de phénomène naturel, devra être concerté de sorte à déboucher sur un plan d'ensemble prévoyant un "bâti-écran" propre à protéger officacement un bain-écran" propre à protéger efficacement du phénomène naturel l'ensemble des aménagements et activités prévus dans le secteur. Cette relation "protégeur-protégé" devra être contractualisée à façon la micux adaptée à la situation juridique des propriétés concentées, et celle de l'opération inmobilière envisagée.

Le plan d'aménagement de la zone à urbaniser sera réfléchi et conçu en prenant en compte la totalité des phénomènes naturels la concernant. Le plan d'aménagement de la zone comprendra un phasage de réalisation. Ce phasage sera conçu de sorte à ce qu'au fil des constructions, on obtienne une sécurité croissante des aménagements et activités vis à vis du phénomène naturel en cause. Les autorisations de construire seront délivrées conformément à ce phasage.

Par sa réalisation, le projet d'aménagement ne devra pas induire une augmentation du risque naturel sur les propriétés voisines ainsi que sur celles situées à l'aval.

Cependant, si tel devait être le cas, le projet d'aménagement devra intégrer la réalisation d'ouvrages propres à maintenir au minimum le niveau de risque sur les propriétés voisines et celles situées à l'aval, dans le sens de l'écoulement du phénomène, à ce qu'il était antérieurement à la réalisation de l'urbanisation

En cas de disparition, partielle ou totale, du bâti-écran, toute mesure devra être prise au plus vite pour rétablir le niveau de protection qu'assurait le bâti disparu. Tant que ce niveau de protection n'aura pas été rétabli, l'occupation des bâtiments qui se trouveraient exposés à l'impact des phénomènes naturels suite à la disparlien de tout ou partie du bâti écran, devra être réglementé dans le sens de la plus grande sécurité des occupants et des utilisateurs.

Comme pour les défenses déportées, il est vivement conseillé, avant exécution des travaux, de se rapprocher des services de l'Etat afin de s'assurer de leur impact prévisible sur le zonage des risques d'origine naturelle.

4. Sécurité des réseaux aériens et enterrés

Recommandation:

Il est recommandé de prendre toutes dispositions utiles pour soustraire les réseaux aériens et enterrés (lignes électriques, téléphoniques, conduites de gaz, réseaux d'eau...) aux effets dommageables des phénomènes naturels existants sur leurs tracés,

Prescription:

Concernant plus particultièrement les réseaux collectifs humides (caux potable, pluviales, usées) réalisés dans les secteurs concernés par des glissements de terrain existants ou potentiels, ils devront être conçus de façon à ne pas entraîner, même à long terme, de déstabilisations des terrains, tant sur le site même de mise en œuvre de ces aménagements qu'à leur périphérie.

A cet effet, il est recommande de vérifier régulièrement l'étanchéité de ces réseaux,

5. Gestion des eaux de ruissellement

S'ils ne sont pas conçus et réalisés avec les précautions nécessaires, les aménagements concourant à l'imperméabilisation des sols (densification de l'habitat, création de zones commerciales ou artisanales, de voies de circulation, c'aires de stationnement...) sont susceptibles d'entraîner des perturbations marquées dans le régime d'écoulement des eaux pluviales, et donc de créer ou d'aggraver les risques sur le site même et à l'aval.

Prescription:

Les variations de voltume et de débit des écoulements de surface devront être maîtrisés (par des ouvrages tamponnant les débits ruisselés par exemple) afin de rester supportables pour les activités, urbanisations et équipements existants, non seulement sur la commune, mais encore sur les communes voisines, et ce pour le long terme.

Recommandation:

Dans le cadre de l'établissement de son zonage d'assainissement, il est recomrandé à la commune d'aborer un volet spécifique à l'assainissement pluvial et au ruissellement de surface urbain, avec prise en despaté de la commune de la commune de l'assainissement pluvial et au ruissellement de surface urbain, avec prise en de l'assainissement pluvial et au ruissellement de surface urbain, avec prise en de l'assainissement pluvial et au ruissellement de surface urbain, avec prise en de l'assainissement pluvial et au ruissellement de surface urbain.

- en cas de recours à l'infiltration, de l'impact de celle-ci sur la stabilité des sols, notamment dans les secteurs définis comme potentiellement sensibles aux glissements de terrain,
- en cas de rejet dans un émissaire superficiel, de l'impact sur les pointes et volumes de crues (inondations et transport solide par érosion).

<u>Article 3 : Mesures de sauvegarde</u>

Plan Communal de Sauvegarde

Mise en œuvre obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR:

et on application du décret nº2005-1156 relatif au Plan Communal de Sauvegarde (PCS), un plan de mise en sécurité des populations vis à vis des risques naturels sera mis en œuvre, à l'initiative et sous la Conformément à l'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 sur la modernisation de la sécurité civile responsabilité du maire de la collectivité concernée par le P.P.R.

2. Sécurité des accès carrossables aux immeubles

Remarque:

immeubles est assurée indirectement par la mise en œuvre des mesures de fermeture temporaire des voies En cas d'exposition à un ou plusieurs phénomènes naturels, la sécurité des accès carrossables aux de desserte collective qui les précèdent.

Aucune autre mesure de protection spécifique n'est imposée au titre du présent PPR.

3. Consignes de sécurité dans les campings

Prescription :

Concernant les campings existants, il est rappelé que, conformément à l'article L 443-2 du Code de commission départementale d'action touristique, pour chaque terrain de camping, les prescriptions d'information, d'alcrte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains situés l'Urbanisme, le maire fixe, après avis de la commission consultative départementale de sécurité et de la dans les zones à risques délimitées par arrêté préfectoral, ainsi que leur délai de réalisation.

4. Sécurité des occupants et usagers des bâtiments dits stratégiques et des établissements recevant du public

Prescription:

Dans les zones où le règlement du PPR le prévoit, le Plan Communal de Sauvegarde devra comporter une liste tenue à jour des bâtiments dits stratégiques et des établissements recevant du public, qui indiquera la stratégie retenue pour la protection des occupants et usagers de ces demiers :

- Stratégic d'évitement de mise en danger par fermeture temporaire préventive de l'établissement ou interdiction d'accès sous la responsabilité du Maire, lorsque notamment la dynamique du phénomène le permet.
- Dans ce cas une étude devra être réalisée afin de définir les conditions de mise en sécurité des occupants et usagers tant dans les bâtiments qu'à leurs abords ou annexce et, s'il s'agit d'un service public lié à la sécurité, les modalités de continuité de celui-ci. Selon les conclusions de cette étude, les mesures de protection nécessaires (conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation de l'établissement) pour assurer la sécurité des personnes sur le site - Stratégie de mise en sécurité des occupants et usagers sous la responsabilité du chef de l'établissement.

ou/et leur évacuation seront mises en oeuvre,

N.B.: Ces stratègies ne sont pas nécessairement exclusives l'une de l'autre. En fonction notamment de la nature du phénomène, de l'importance ou de la sensibilité de l'établissement, les deux stratégies pourront être retenues afin d'avoir par exemple à disposition une solution alternative en conditions dégradées de l'une ou l'autre d'entre elles.

TITRE III : REGLEMENTATION DES PROJETS ET DES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS

Attention, lorsqu'une zone est concernée par plusieurs siches réglementaires, la constructibilité de la zone correspond à celle de la siche la plus contraignante. De même, les mesures portant sur les projets nouveaux et les biens et activités existants se cumulent, les plus contraignantes primant sur les moins contraignantes.

	Fiche O : aucun phénomène naturel retenu <u>Constructibilité de la zone</u> : Projets nouveaux autorisés	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II	Réglementation des projets nouveaux	Sans contrainte particulière	Mesarres sur les blens et activités existants	Suns contrainte particulière
	Recommandations				ji.	
Prescriptions	amainnaduu'b ab zalbāN noitburitzneo saitūrĀ salbāi			H		H
Presi	Regies ansinaduu'b	5		П		

	Fiche N : avalanche – mouvement de terrain	Constructibilité de la zone : Zone non bâtie – projets nouveaux interdits (exceptions : voir lifre I – article 2.7 et titre II – article 2.2)	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II	Les nouvelles airus de stationnement ou leur extension sont interdires sauf?: - lorsque le classement en N de la zone est justifié uniquement par un risque de glissement de terrain	lent ou un risque d'affisissement ; - lorsque l'arre de stationnement n'est utilisée que du 1^{sr} juin au 31 octobre en zone N justifié par un risque d'avalanche	Réglementation des projets de campings	Toute création de camping est interdite, ainsi que l'installation d'habitations l'agères de le sirs (111.1.)	Menures nor les blens et activités existants	Le stationnement nocturne des camping-car et caravanes est interdit sauf dt. 1 ^{er} juin au 31 octobre en zone N justifië par un risque d'avalanthe
	suo	règles Recommandati					Н		
Prescriptions	_	oilountroo SannA						Ш.	*
cripi	u	ab salgāA oijouritznoo	1						
resi	9	mzinsdru'b ab zaloš9		 			Н	13	-
_		รายอล			×		×		4

Proceringian	sine s	salgañ sinedu'b salgañ curiznoo sulua			*		× ×				
Fiche N.i1 : inondation - crue torrentielle - coulée de boue	Constructibilité de la zone : Zone non bâti – projets nouveaux interdits (exceptions : voir titre I – article 2.7 et titre II – article 2.2)	Classament justifité par au moins l'une des raisons suivantes : - cutte zone constitue le lit actif du cours d'acu; - cutte zone carposèce à des écoulements d'intersité forte; - cle cast frequemment exposée à des inordations d'incusité noyenne; - cette zone est exposée à des érosions de berges d'intensité forte; - celte constitue un champ d'expansion des crucs au bénéfice des zones aval - son urbanisation reviendrait à aggraver les risques à l'amoit ou à l'aval; - cette vons estr de couloir nécessaire à l'entretien et à la gestion des berges;	Les meures sulvantes s'ainutent aux mecures obnérales du tère II	Sont interdits: Les dénées de matérieurs nollments nutrescibles ou flatants nauvant être atteints ou emnartés nar la	tra dependent de la control de	Sont autorisés : - les aménagements ou occupations du sol ne générant ni remblais, ni obstacle, et étant totalement transparents à l'écouloment des caux ;	 les ouvrages, amchagements et travaux hydrauliques légalement autorises; les remblais justifiés par un dire d'expert hydraulique et validé par les services de l'Etat. 	Réglementation des projets de camping	Toute création de camping est interdite	Mesures sur les biens et activités existants	Le stationnement noctume des camping-car et caravanes est interdit ainsi que l'installation d'habitations lègères de loisirs (HLL)
suo	selt selp	uA é1			×	к				76-	×
Prescriptions	gles anisme ss de uction	sdru'b Agási Aznoo			×	×			×		

Prosect	Procerintions		
esi arrisin ab s	noito. ser sel		Fiche N.I.Z.: crue torrentielle – coulee de boue Constructibilité de la zone : Zone non bâti – projets nouveaux interdits (exceptions : voir titre I – article 2.7 et titre II – article 2.2)
gáA ledhu'b slegáA	Constru Auf	Кесо плиля	Classement justific nar au moins l'une des raisons suivantes : - cette zone constitue le lit actif du cours d'euu; - cette zone est rexposée à des écontements d'intensité forte; - elle est fréquemment exposée à des inondations d'intensité moyenne; - elle est fréquemment exposée à des érnsions de berges al intensité forte; - elle constitue un chang d'expansion de serues au pésifice des zones aud - son unbanisation reviendrait à aggraver les risques à l'amont ou al l'aval; - cette zone sort de couloir nécessaire à l'entretion et à la gestion des berges;
			Les mesures suivantes s'aioutent aux mesures pénérales du titre II
			Sont interdits: - les dépôis de matériaux polluants, putrescibles ou flottants pouvant être atteints ou emportés par la
×	*		crue contennale, Fe nouvelles aires de stationnement ou leur extension, - les remblais et les aménagements ou ouvrages non visés à la ligne « Sont autorisés » ci-dessous et ne faisant pas parite des vecejoions définires en tête de fiche
×	×		Sont autorisés : - les aménagements ou occupations du sol ne générant ni remblais, ni obstacle, et étant totalement - les aménagements d'écoulement des eaux ; - les ouvrages, aménagements et travaux ; hydrauliques légalement autorisés ; - les remblais justifiés par un dire d'expert hydraulique et validé par les services de l'Elat.
			Réglementation des projets de camping
×			Toute création de camping est interdite ainsi que l'installation d'habitations lègètes de loisirs (HLL)
			Mesures sur les blens et activités existents
	×		Le stationnement nocturne des camping-car et caravanes est interdit sauf dans le cadre de manifestations de durée limitée. Dans ce cas, le PCS devra indiquer la stratégie retenue pour la protection des occupants.

ï
'n
Ξ
ă
g,

Prescriptions

i rescriptions	suoi		Fiche 1.1 : avalanche coulante avec aérosol
Regles d'urbanisme de selgé?A noitsuntznoo	sentuA. selgén	Recommandations	Constructibilité de la zone : Projets nouveaux interdits (exceptions : voir titre l – articles 2.5 à 2.7 et titre ll – article 2.2) Avalanche coulante : pression dynamique d'impact de référence (P1) = 30 kPa hauteur d'application (h) = 3 mètres Aérosol : pression dynamique d'impact de référence (P2) = 20 kPa hauteur d'application > 30 mètres
			Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II
			Réglementation des projets d'extension ou de reconstruction de bâtiment autorisés en titre I – article 2.5, et des projets de campings
			Fagades de classe • (faixant face à l'écoulement) :
			sur une hauteur h :
×	18		- résistant de façon homogène à la surpression P1
			sur le reste de la hauteur :
×			- aveugics ou equipees ou ur viringes rixes - façade et vitrages résistant de façon homogène à la surpression P2
			Paçades de classe 🗷 (dans l'axe de l'écoulement) :
		3	Sur une heuteur h :
,			- Doztana aroutaca, - l'ensemble "façade – ouvrants en position fermée" résistant de façon homogène à la surpression
<		- 6	½ P1 et à la dépression 1/5 P2 Bur le reste de la hauteur :
×			- ouvrants autorisés.
×			- l'ensemble "l'açade – ouvrants en position fermée" résistant de façon homogène à la surpression 14 P2 et à la dépression 1/5 P2
			Façades de classe (fournant le dos à l'écoulement)
×			eur courte la maticui :
×			- l'ensemble "façade – ouvrants en position fermée" résistant de façon homogène à la dépression
I	T		Talmes
			surface.
×			 - composante dynamique principale P1 en surpression - composante dynamique latérale '5/ P1 en surpression et 1/5 P2 en dépression - composante dynamique verticale 0,4 P1, dirigée vers le haut (à prendre en compte aussi sur les balcons et autres avancées horizontales, uniquement sur les façades de classes 1 et 2 nour ces démiers (éléments)
			sur le reste de la hauteur:
×			 composante dynamique principale P2 en surpression composante dynamique latérale ½ 12 en surpression et 1/5 12 en dépression composante dynamique verticale 0.4 P2. dirigée vers le haut diprendre en compte aussi sur les balcons et autres avancées horizontales, uniquement sur les façades
Ī			de classes 1 et 2 pour ces derniers éléments)
×			Los isses de ecours — ouverince sectioniques : Los isses de ecours devorant de conques de sorte à restor utilisables, même après que le bâtiment ait été touchés de accours devorant, accident ayant pour origine les phénomènes naturels traités par le
			présent document.
×			describing de destando est particular de concernation de conce
Ţ			recimiques, mente apres sur venance u un accident u origine traurence. Campling: Tottle création de campina ou extension de terrain de campina existant ainsi cue l'installation
			d'habitations légères de loisirs (HLL) n'est autorisée que :
*	н		- si le camping est ferné au public du 1ª novembre au 31 mai - si le proiet ne comporte anom hâtiment dans la présente zone

Fiche 1.1 : avalanche coulante avec aérosol

Constructibilité de la zone : Projets nouveaux interdits (exceptions : voir titre I – articles 2.5 à 2.7 et titre II – article 2.2)

səlgəfi əb səlgəfi nottour tanoo sərtum sərtum

Avalanche coulante : pression dynamique d'impact de référence (P1) = 30 kPa hauteur d'application (h) = 3 màtres Aérosol : pression dynamique d'impact de référence (P2) = 20 kPa

Constructibilité de <u>la zone</u> : Projets (exceptions : voir titre I – articles 2,5 à 2,	Avalanche coulante : pression dynamique d'imps hauteur d'application (h) = Aérosol : pression dynamique d'impact de référe hauteur d'application > 30 mètres
enoimbnan	
səlbən	

	Ì	
	×	Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bâtlments dits stratégiques et aux ERP définies au titre II - article 3,4
		Pour l'ensemble des constructions existantes (hors exceptions du titre I – articles 2,6 et 2.7, et sous
		réserve de non contradiction avec les dispositions spécifiques aux bâtiments dits stratégiques et aux
_		ERP) protection des ouvertures par des ouvrants résistants en surpression et en dépression
×		dynamique aux valeurs indiquées pour les façades correspondantes, au chapitre "réglementation des
		projets nouveaux" de la prèsente fiche, dans la limite des possibilités techn ques et dars la limite des
		10 % de la valeur vénule ou estimée du bien à la date d'approbation du PPR.
		Mesure à mettre en œuvre sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR.
	1	Les ouvrants des façades exposées doivent être maintenus fermés en période de fort risque
	<	d'avalanche (modalités à préciser dans le Plan Communal de Sauvegarde)
	3	Pour chaque terrain de camping, respect des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation
-	<	prescrites par le maire ou, le cus échéant, par le prétet
_	3	Le stationnement nocturne des camping-car et caravanes, hors des terra ns de camping, n'est pas
_	<	autorisé du 1 ^{er} novembre au 31 mai

- Détermination des classes de façades : voir § 1,1 et 1,5 (cercle C) en unnexe du règlement.

Possibilité de zones abridées :

 oui vis à vis des avalanches coulantes. Voir § 1.1 et 1.5 (figure A) en annexe du règlement;
 oui vis à vis des actosols.

 Les fiquites de se poulanches confantes ressent exposées aux aérosols et doivent résister aux eurpressione et dépressions déduties de la pression de référence P2 (voir ci-dessus).

> Mesures applicables aux dièdres rentrants : voir § 1,1 et 1,5 (figure B) en annexe du règlement.

ī
e
_
CI.
9
ω.
÷

Mesures applicables aux dièdres rentrants : voir § 1,1 et 1,5 (figure B) en annexe du règlement,

Détermination des classes de façades : voir § 1.1 et 1.5 (errele C) en annexe du règlement. Possibilité de zones abritées : oui. Voir § 1.1 et 1.5 (figure A) en annexe du règlement.

4
_
es.
D)
123
α.

Fiche 1.3 : chute de blocs
Constructibilité de la zone : Projets nouveaux interdits (exceptions : voir titre II – article 2.2)
Pour des volumes unitaires 2 quelques dizaines de litres, développant de fortes énergies :
Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II
Réglementation des projets de campings
Toute création de camping ou extension de terrain de camping existant est interdite ainsi que Finstallation d'habitations légères de luisirs (HLL).
Masures sur les blens et activités existants
Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bûtiments dits stratégiques et aux ERP définies au titre II - article 3.4
Value future permettant de: 1) d'une future permettant de: -quantifier, l'es phénomeurs pouvant atteindre ces zones (localisation et volumes des instabilités, energies cinétiques, irajectoires, hauteurs de rébond, probabilités d'atteinne) -édint les partades actives (pruges, clouage, cemmallotage des instabilités, .) perou passives (merlon, efficies) permettant de proteger efficacement les personnes et les beines exposés. Ces parades seront dimensionnées de manière à ce que la probabilité d'atteinne résiduelle des zones à
proteger devienne inferieure a 10° (moins de un sur un million). 2) des travaux définis par l'étude ci-avant. En cas d'impossibilité technique ou économique de réaliser ces travaux, il devra être procédé à l'évacuation éffénitée des personnes exposées selon les termes des articles L561-1 à L561-3 du Code de l'Environnement.
Remarque : Saivant la nature des travaux, la zone pourra devenir construcible après achèvement des trois étapes 1 stévation des travaux définis c'édessas ? 2) Validation des travaux par la Préfective de la Savoie ;
3) Modification du present PPR, selon la procédure l'égale. En cas de survenance de chutes de bloes sur la zone ou à l'amont, les mesures suivantes devront être misse en œuvre sans délay à l'initiative de la communa misse au marites de haifments de la communa. L'accès aux narties de haifments incluses dans la résente zone evra interdit
 Les affleurenems rocheux qui donninent le secteur devront être inspectés afin d'estimer le niveau de risque de chute de blocs à court terme. Cette inspection devra conclure sur la possibilité ou non de lever l'interdictior d'accès,
S'il s'avère impossible d'autoriser l'accès aux bâtiments, l'étude prescrite ci-dessus et les travaux qu'elle définira devront être mises en œuvre sans délai.
Pour chaque terrain de camping, respect des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation
presentes par le maire ou, le cas echeant, par le pretet. Le stationnement nocturne des campine-car et caravanes, hors des terrains ce campina, est interdit
es est est est est est est est est est e

Constructibilité de la zone: Projets nouveaux interdits (exceptions : voir titre II – article 2.2) (Exceptions survaintes > railoutent aux meaures générales du titre II (Foule création de camping ou extension de terrain de camping existant est interdite ainsi que l'installation d'habitations légères de loistre (H1L) (Mesures aux les biens et activités existants (Alise origines solectifiques aux bâtiments dits stratéglagues et aux ERP définies au tire II - article 3.4
)398 ×
×
×
x Maintien en bon état des protections existante,
the set of the convenience de crimes de tonges de la commune. - visite des ouvrages de protection par une entrepraise spécialisée et réparation nécessaire des filets - visite des ouvrages de protection par une entrepraise spécialisée et réparation nécessaire des filets - Laccès aux parties de bâtiments métuses dans la présente zone sera interdit. - Les affleurements rocheux qui dominent le secteur devront être inspectés afin d'estimer le niveau de risque de chute de blors à court terme. Cette inspection devra conclure sur la possibilité ou non de lever l'interdiction d'accès. S'il s'avére impossible d'abutorier l'accès aux bâtiments, les travaux de réparation des filets devront être misses en reuvre avant récuverture des accès.
Pour chaque terrain de camping, respect des mesures d'information, d'alorte et d'évacuation prescrites par le maire ou, le cas échéant, par le préfet

Modification n"1 du PPR de Modane ~ sous-dossier B - règlement - janvier 2012

Modification n⁴ du PPR de Modane – squs-dossier B – règlement – janvier 2012

ı	
7	
aß	
g.	

reillis de répai face du mur et face du mur et face du mur et cent, un sur e et le chemin le et le chemin le et le chemin le nume vis à vi un que le bâtim auturels traités roune ouvertues prescription alité de ces ou alité
Regilementation des projets nouveaux mesures générales du titre II Régilementation des projets nouveaux (bâtiusena, camping) Façades de chase @ (jaisant face à l'écoulement); seu une hauteur h: - avouglus - liquides résistant de façon homogène à la supression PT et armées de deux treillis de répartition côté extérieur à plus de 5 tras = 9 mm minimum, maillage = 10 cm), un sur chaque face du mur et celui côté extérieur à plus de 5 cm de la surface de l'écoulement); Façades de classe @ (dans l'ace de l'écoulement); Façades de classe @ (dans l'ace de l'écoulement); Façades de classe @ (dans l'ace de l'écoulement); Façades et ouvertures résistant de façon homogène à la surpression ½ PT, et façades armées de deux reclait on ST 565 c; damètre des firs = 9 mm minimum, maillage = 10 cm), un sur chaque firce du mur et captilion (ST 565 c; damètre de 5 cm de la surface line de le chame de containc Tolture : au une hauteur h: - composante dynamique principale PT en surpression - composante dynamique principale PT en surpression - composante dynamique latérale ½ PL en surpression - composante dynamique daterale ½ PL en surpression - composante dynamique latérale ½ PL en surp
Façades de chase (Gisant face à l'écoulement) sur une hauteur h: - layauleur de chase (Gisant face à l'écoulement) - layauleur desistant de façon homogène à la surpression PI et armèes de deux in (STSCC diamètre des form e la surface. - Coide extérieur à plus de 5 cm de la surface. - Repades de Classe (dans l'axe de l'écoulement) - aux une hauteur h: - ouvertures anoincises, viriages protégs garles métalliques (maillage : 10/7 - ouvertures anoincises, viriages protégs garles métalliques (maillage : 10/7 - faques et ouvertures résistant de façon homogène à la surfacesion // PI, et façue treillis de répartition (ST6SC : diamètre des fers = 9 mm minimum, maillage = 10 face du mur et celui côle extérieur à plus de 5 cm de la surface - faques et desase (nouvertures résistant de façon homogène à la surface de face du se de la surface de face de la surface de face de la surface de face de la surface de la surface de la surface de la surface de face de la surface de la surfa
nate ⊕ (dans l'axe de l'écoulement) natuleur h: lorisées, virtuges protégés par des grilles métalliques (maillage : 10/20 em vertures résistant de façon homogène à la surpression ½ P.1, et façades a riftino (STGSC: diamètre des fars = 9 mm minimum, maillage = 10 cm), ce dis object évireur à plus de 5 cm se har minimum, maillage = 10 cm), sase ⊕ (normant le dos à l'écoulement). sase ⊕ (normant le dos à l'écoulement). to comprend aix finneublés - lagues de secours = ouvertures techniques: ments nouveaux uniquement: l'accès pictons principal. comprend var deve installé à l'abri de la façade la moins exposée aux pérons ou les yacne de PPR sur laquelle se trouve situé l'immeuble et le var de tre installé à l'abri de la façade la moins exposée aux pérons ou les yacne de PPR sur laquelle se trouve situé l'immeuble. « saibilité, cet accès pictons devra faire l'objet d'une protection permanent aurrels crits el-dessus. ceours devront être conçues de sorte à rester utilisables, même après que un accident nahurel, accident ayant pour origine les phiénomènes naturel en contre des dispositifs spéciaux pernellant de garder la fonctionnalité eu après survenance d'un accident d'origine naturelle.
Tolture at mume hattern the composate of the suppression of composante dynamique platerale V. 2 I on surpression of composante dynamique platerale V. 2 I on surpression of composante dynamique platerale V. 2 I on surpression of composante dynamique platerale V. 2 I on surpression of composante dynamique platerale V. 2 I on surpression of composante dynamique platerale V. 2 I on surpression of composante dynamique laterale V. 2 I on surpression of composante dynamique surpression of composante de surpression of composante de surpression of concernant a lou les y conce dar PPR sur laquelle se trouve situé l'immeuble el le cheminement de liaison, devra étre installé à l'abri de la façade la moins exposée aux phénomènes naturels nonces naturels cités ci-dessius. The case d'impossibilité, ce accès pictions devra faire l'objet d'une protection permanente vis à vis des phénomènes naturels cités ci-dessius. Aucun devent de cocque devront être conques de sorte à rester utilisables, même après que le bâtiment ait est cause devront être conque des parties de facelair que présent document. Aucun orifice d'aération (en particulier ceux des locaux techniques) et aucune ouverture de désentinage ne devront être ouverts dans les aparties de facedes concernées par des prescriptions, saul de même après survenance d'un accident d'origine naturelle.
pisomoneosa naturcia cires ci-dessus. Los issues de secours devoront étre conques de sorte à rester utilisables, même après que le bâtiment ait eté fouché par un accident naturel, accident ayant pour origine les phénomènes naturels traités par le présent document. Aueun orifice d'aération (en particulier ceux des locaux techniques) et aucune ouverture de désentiunage ne devront être ouverts dans les parties de façades concernées par des préscriptions, sauf à mettre en ceuvre des afrosaitis spécieux permetlant de garder la jonctionnatifie de ces orifices techniques, même après survenance d'un accident d'origine naturelle.

Ξ	Prescriptions	Į,	IOI		Fiche 1.6 : chute de blocs
amsi	ap	noite	sa		<u>Constructibilité de la zone</u> : Projets nouveaux autorisés
age n agulb	nednu'b selpéЯ	กมรูเนอง	səl <u>p</u> áЯ มหาtanoo หนับผี ลูปอู่จุ่า	rėgi insmuose <i>R</i>	Pour des éléments de quelques dizaines de litres tout au plus : - pression dynamique d'impact de référence (P1) = 20 kPa - hauteur d'application (h) = 3 mètres
					I est recommandé de mettre en œuvre : 1) une étude permettant de : -quantifier les phénomènes pouvant atteindre ces zones (localisation et volumes des instabilités,
					énergies cinétiques, trajectoires, hauteurs de rebond, probabilités d'atteinte) - défini les parades actives (purges, chuage, emmaillolarge des instabilités) et/ou passives (merlon, filest) permettant de protéger efficacement les personnes et les biens exposés. Ces parades seront dimensionnées de manière à ce que la probabilité d'atteinte résiduelle des zones à
				×	prolèger devienne inferieure à 10° (moins de un sur un million).
					2) les travaux définis par l'étude ci-avant,
					Remarque : Après cachèvement des trois étapes suivantes , les prescriptions sur les projets nouveaux pourront être rédefinies
	_				1) Réalisation des travats définis ci-dessus ; 2) Validation des travats nur la Préfecture de la Savoie ;
				-	3) Modification du présent PPR, selon la procédure légale.
			Ľ	×	Pour chaque terrain de camping, respect des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation
	+			-	prescrites par le maire ou, le cas écheant, par le prelet
			1	×	Le stationnement nocturne des camping-ear et caravanes, hors des terrains de camping, est interdit

- Détermination des classes de façades : voir § 1,1 et 1,5 (ecrele C) en annexe du règlement.
- ➤ Possibilité de zones abritées : oui, Voir § 1,1 et 1,5 (figure A) en annexe du règlement.
 - > Mesures applicables aux dièdres rentrants : pas de majoration des contraintes.

Misc en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bâtiments dits stratégiques et aux ERP définies au titre II - article 3.4

×

Mesures sur les biens et activités existants

~	
~	
_	
a	
В	
m	
÷	

Pr	Prescriptions	lons		Fiche 1,7 : crue torrentielle – coulée de boue		Δ.	rescr	Prescriptions	2
Regles d'urbanisme	ab salgāyī construction	ะอาโม—ื. ะอ∣ฏอำ	enoitchnemmose/	# # # # # # # # # # # # # # # # # # #		salga7	əməinadırı'b əb səlgəЯ	construction seninA	20lnév
			1	 cette zone est expasée à des érosions de berges d'intensité forre; cette zone sert de couloir nécessaire à l'entretien et à la gestion des berges; son urbanisation reviendrait à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval. 					
				Ecoulement à forte charge solide : pression dynamique d'impact de référence (P1) = 40 kPa hauteur de lave h1 = 2 mètres hauteur de charge h2 = 1m					
				Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II				H	
*		×		Sant interdits: - les dépôts de matériaux polluants, putrescibles ou flottants pouvant être atteints ou emportés par la cue centennale, - les remblats et les aménagements ou ouvrages non visés à la ligne « Sont autorisés » ci-dessous et ne faisant pas partie des exceptions définies en tête de fiche		×			0.10
				Sont autorisés : - les aménagements ou occupations du sot ne générant ni remblais, ni obstacle, et étant totalement			-	-	×
×		×		transparents a) l'écoulement des naux ; les travaux et aurènagements destinés à réduire les risquas; les ouvrages, aménagements et ravaux bydraufiques lègalement autorisés ; les ouvrages, aménagements et travaux bydraufiques lègalement autorisés ; les enroblais justifiés par un dire d'expert l'hydraufique et unividé par les services de l'Etal, ainsi que					×
				בספת אוניניניוונינון והככיניניוניים מו מווויצר וונוזים ביתם כרא כתוואת תרוומות בעואמוונית.				-	
		i i	127	Réglementation des projets d'extension ou de reconstruction de bâtiment autorisés en titre I – article 2.5, et des projets de campings		Щ	_	+	
				Fuçudes de classe @ (faisant face à l'écoulement) : que me hauteur h 1+h2 :			+	-	- 1
×	×			- aveugles et étanches			_	_	×
	×			 résistant de façon homogène à la surpression P1 		┙	4	Â	×
				Façades de classe 8 (dans l'axe de l'écoulement)	-	Α	Déler	Déterminatio	.2
×	×			- aveugles et étanches		A	Possil	Possibilité de	- 5
	×			- résistant de façon homogène à la supression ½ P l Rapades de classe © (fournant le dos à l'écoulement) :		A	Mesu	Mesures appl	귵
×				- sur une hauteur ½ h l : absence de niveau habitable	_				
	×			Es constitucione doivent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, fassements ou ferostoralisées.					
×		Í		Sous sofs: Création de sous-sols interdite					
				Equipements strategiques					
		×		Les matérials électriques et les réseaux de distribution de téléphone, d'eau poubble, de gaz et de chaleur devront (en eas de construction ou de réféction) être placés de manière à autoriser leur fonctionnement, y compris en période d'inondations; - les stockages souterrains de combustibles devront être parfaitement étanches et leurs orifices de rempissage devoron être placés à plus de ht-hfs. mêtres au dessus des voies de circulation; - les cilemnes de stockage et mobiliers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque hydraulique, anerés, lestés ou équipés de murets de protection, pour ne pas être emportés par le hydraulique, anerés, lestés ou équipés de murets de protection, pour ne pas être emportés par le					
				COUTUIL.					
				Les issues de secours devront être conques de sorte à rester utilisables, meme après que le bâtiment ait					
i	×			cie uniche par un accident naturet, accident ayant pour origine les prichomènes natificis traites par le présent document.					
×	×			Aucun orifice d'aération (en particulier ceux des locaux techniques) et aucune ouverture de désenitunage ne devront être ouverts dans les parties de liquades concernées par des prescriptions, saul fairer en ouver des dispositifs spéciaux permettant de garder la fonctionnabilé de ces orifices de mentions concernées par concernées par le production de la concentration de la concentrati					
			1	Actingues, mem apres survenance our actions of only and the	-0.00				

- Détermination des classes de façades : voir § 1.1 et 1.5 (cercle C) en annexe du règlement
- ➤ Possibilité de zones abritées : oui. Voir § 1,1 et 1,5 (figure A) en annexe du règlement ; -
- Mesures applicables aux dièdres rentrants : voir § 1,1 et 1,5 (figure B) en annexe du règlement,

- 1	
6	
-	
ψ.	
찙	
ã	

Pr	Prescriptions	tions	Fiche 1.8 : crue torrentielle – coulée de boue	Prescriptions	Fiche 1.8 : crue torrentielle – coulée de boue
Fegles d'urbanisme	Regles de notruction	sərlbA səlgə́า	Constructibilité de la zone : Projets nouveaux autorisés Ecoulement à forte charge solide : pression dynamique d'impact de référence (P1) = 30 kPa hauteur de lave h1 = 1.5 mêtres hauteur de charge h2 = 0.5m	ealgáR amainachula ab salgáR noitauntanca asituA aelgát	Constructibilité de la zone : Projets nouveaux autorisés Ecoulement à forte charge solide : pression dynamique d'impact de référence (P1) = 30 kPa hauteur de lave h1 = 1.5 mêtres hauteur de charge h2 = 0.5m
×		×	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II Sont interdits : - les dépôts de matériaux polluants, putrescibles ou flottants pouvant être atteints ou emportés par la	×	Camping: Toute création de camping ou extension de terrain de camping existant est interdite ainsi que l'installation d'habitations légères de loisirs (HLL.)
	_		crioe contennate. Sont autorisés: Sont autorisés: - les aménagements ou occupations du sol ne générant ni remblais, ni obstacle, et étant totalement transparents à l'écoulement des eaux ;	×	Mesures sur les biens et activités existants Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des
×		×	 Les travaux et aménagements destines à réduire les risques; Les ouvrages, aménagements et travaux hydrautiques légaloment autorisés; Les charis sintierment nécessaires à la mise hors d'eau des constitueitons existantes et à leur aucrès; Les clôtures sous réserve qu'elles ne constituent pas un obstacle aux écoulements et qu'elles présentent une perméabilité supérieure ou égale à 50%. Les nurrets d'assise de plus de 20 em ne sont pas autorisés. 	×	algosonions specifiques aux bannmens dus strangeques et aux LRA perintes su tier II - antoic 2,44 Les matériels électiques et les réseaux de distribution de téléphone, d'eau potable, de gaz et de l'ableur devroni (en cas de réfection) être placés de manière à autoriser leur fonctionnement, y compris en période d'inondations; - les stockages souterrains de combusibles devroni être parfaitement étanches et leurs orifices de remplissage devront être placés à plus de h1-h2 mêtres au dessus des voies de circulation; - les otiernes de stockage et mobilières d'extérieur devroni être Iransparents vis à vis du risque
	110		Régiementation des projets souveaux (bâtiments, camping)	×	tės r
			Fagades de classe @ (faisant face à l'écoulement) : sur une hauteur h1+h2 :	×	Pour chaque terrain de cainping, respect des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation prescrites par le maire ou, le cas échéant, par le préfet
×	××		- aveugles et étanches - résistant de facon homorène à la surnession P1		Le stationnement nocturne des camping-ear et caravanes, hors des terrains de camping, est interdit
			Rapades de chanse @ (dans l'axe de l'écoulement) : sur une hauteur hi !	Determination des classes de Possibilité de zones abritées :	Détermination des classes de façades : voir § 1,1 et 1,5 (cercie C) en annexe du reglement. Possibilité de zones abritées :
×	××	Ī	- aveugles et étanches - résistant de façon homogène à la supression ½ P1		- <u>oui</u> , Voir § 1,1 et 1,5 (figure A) en annexe du règlement ;
×			Façades de classe © (nournant le dos a l'écontement) : - sur une hauteur de 0,50 mètres : absence de niveau habitable	Mesures applicable	Mesures applicables aux diedres renitanis : voir § 1,1 et 1,5 (figure B) en annexe du reglement.
i	×		Fondations: Les constructions diven être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, tassements que reosions localisées.		
×			Sous sols: Sous-sols autorisés dès lors que la construction garantil l'absence d'entrée d'eau, notamment au niveau des encès.		
		×	Equipements stratégiques Les maiciries feutiques et les réceaux de distribution de téléphone, d'eau polable, de gaz et de Les maiciries feutiques et les réceaux de distribution de téléphone, d'eau polable, de gaz et de chaleur devront (en cas de construction ou de réfection) être placés de manière à autoriser leur fonctionnement, y compris en période d'inondations; les stockages soulortrains de combustibles devront être parfaitement étantches et leurs urifices de rempissage devront être placés à plus de hi-RD, mêtres an dessass des voies de circulation; les uitemes de stockage et mobiliers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque hydrantique, ancrés, lestiés ou équipés de mureis de protection, pour ne pas être emportés par le courant.		
	×		Issues de secours – ouvertures fechniques: Les issues de secours devront être conçues de sorte à rester utilisables, même après que le bâtiment ait eté touché par un accident naturel, accident ayant pour origine les phénomènes naturels traités par le mésent document.		
×	×		Aucun orifice d'abration (en particulier ceux des locaux techniques) et aucune ouverture de désentimage ne devront être ouverts dans les parties de faqueles concernées par des prescriptions, sauf à mettre en oeuvre des dispositifs spéciaux permettant de garder la fonctionnalité de ces orifices lechniques, même après surveance d'un accident d'origine naturelle.		
	×	×	Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bâttments dits stratégiques et aux ERP définies au titre II - article 3.4		
	4				Se and

ı
ó
7
₫
ď.

Prescriptions Fiche 1.9 : crue torrentielle – coulée de boue	es ଲଞ୍ଚଳ ପ୍ରତ୍ୟୁକ୍ତ ଓ ପ୍ରତ୍ୟୁକ୍ତ ଓ ପ୍ରତ୍ୟୁକ୍ତ ଅନୁକ୍ଷ୍ୟ କଥା ଓ ପ୍ରତ୍ୟୁକ୍ତ ଅନୁକ୍ଷ୍ୟ କଥା । Ecoulement à forte charge solide : Projets nouveaux autorisés ଅନ୍ୟୁକ୍ତ ଅନୁକ୍ଷ୍ୟ କଥା । Ecoulement à forte charge solide : pression dynamique d'impact de ráférence (P1) = 20 kPa hauteur de lave h1 = 1 mètres hauteur de charge h2 = 0.3m	Camping: Toute création de camping ou extension de terrain de camping existant est interdite ainsi que l'installation d'habitations légères de Joisies (HLL.)	Mesures sur les blens et activités existants Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbazion du présent PPR, des		- les citernes de stockage et mobiliers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque hydraulique, anorés, lestés ou équipés de mureis de protection, pour ne pas être emportés par le courant. Pour l'eusemble des constructions existantes, il est conscullé de protécer les ouvertures situées sous la	x cote inundable par des balandeaux (barnières anti-inundation anovibles) de 1 mètre de hauteur Pour chaque terrain de camping, respect des mesures d'information, d'ulerte et d'évacuation	prescrites par le maire ou, le cas ceneant, par le pretet X Le stationnement nocturne des camping-car et caravanes, hors des terrains de camping, est interdit	Détermination des ele	 Possibilité de zones ab-ritées : - <u>oui</u>. Voir § 1,1 et 1,5 (figure A) en annexe du règlement ; 	Mesures applicables aux dièdres rentrants : voir § 1,1 et 1,5 (figure B) en annexe du règlement.								
Fiche 1.9 : crue torrentielle – coulée de boue	Constructibilité de la zone: Projets nouveaux autorisés Ecoulement à forte charge solide: pression dynamique d'impact de référence (P1) = 20 kPa hauteur de lave n1 = 1 mètres hauteur de charge h2 = 0.3m	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II Sont interdits : - les dépôts de matériaux polluants, putrescibles ou flottants pouvant être atteints ou emportés par la	crue contentinate Sont autorisés: - les aménagements ou occupations du sol ne généran: ni remblais, ni obstacle, et étant totulement transparents à l'écoulement des eaux ;	 - lest radax et amenagements destines a tredune les raques; - les ouvrages, aménagements et travaux bydrauliques (Également autorisés; - les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau des constructions existantes et à leur accès; - les clohures sous réserve qu'elles ne constituent pas un obstacle aux écoulements et qu'elles présentent une perméabilité supérieure ou égale à 50%. Les murets d'assise de plus de 20 cm ne sont pas autorisés. 	Réglementation des projets nouveaux (bâtiments, camping)	Fapades de classe • (faixant face à l'écoulement) : our une hauteur b 1+h2 :	- aveugres et etanenes - résistant de façon homogéne à la surpression P1	Façades de classe & (dans l'axe de l'écoulement) : sur une hauteur h!	- aveugles et étanetres - résistant de facon homorène à la sumession ½, P1	Façades de classe O (formant le dos à l'écontement)	Son unic manacor de Oper Inceles : absence de inveau managone. Fondations :	Les constructions donvent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, lassements or cosions localisées. Sont sole:	Sous-sols autorisès dès lors que la construction garactit l'absence d'entrèe d'eau, nolamment au niveau des accès.	Equipements stratégiques. Les matéries électriques et les réseaux de distribution de téléphone, d'eau polable, de gaz et de chaleur devroni (en cas de constuction ou de réfection) être placés de manière à autoriser leur fonctionnement, y compris en période d'inondations; les prafaitement étanehes et leurs orifices de remplissage devront être parfaitement étanehes et leurs orifices de remplissage devront être placés à plus de h1+12 mêtres au dessus des voires de circulation; els citernes de stockage et mobiliers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque hydradhique, anerés, listles ou équipes de murchs de protuction, pour ne pas être emportès par le courant.	Issues de secours – quvertures techniques : Les issues de secours devront être conçues de sorte à rester utilisables, même après que le bâtiment ait été touche par un accident naturel, accident ayant pour origine les phénomènes naturels traités par le présent document.	Aucun orifice d'adration (en particulier ecux des locaux techniques) et aucune ouverture de désenfumage ne devront être ouverts dans les parties de figades concernées par des prescriptions, sauf à metter en oeuver des dispositifs spéciaux permettant de garder la fonctionnalité de ces urifices techniques, même après survenance d'un accident d'origine naturelle.	Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bâttments dits stratégiques et aux ERP définites au titre II - article 3,4	
tions	eenth.A eelpén	×		×										×			*	
Prescriptions	d'urbanisme Régles de noitaurtanoo				K P	-	××		××			×			×	×	×	
4	səlgá 7i əmzinad ru 'b	×		×			*		×	,	•		×		Щ	×		

Modification nº1 du PPR de Modane – sous-dossier B – règlement – janvier 2012

ı	
2	
e)	
문	
Д.	

Presc	Prescriptions	Т	Fiche 1,10 : crue torrentielle – coulée de boue	Prescriptions	Fiche 1.10 : crue torrentielle – coulée de boue
selgéM emzinsdru'b eb selbéM	Règles de construction Autres	selgén Recommandations	Constructibilité de la zone: Projets nouveaux autorisés Ecoulement à forte charge solide : pression dynamique d'impact de référence (P1) = 10 kPa hauteur de lave h1 = 0.5 mètres hauteur de charge h2 = 0.5m	ealgañ amainachub ab salgáñ noiburtanoo sanfuk salgán	Constructibilité de la zone: Projets nouveaux autorisés Ecoulement à forte charge solide: pression dynamique d'impact de référence (P1) = 10 kPa hauteur de lave h1 = 0.5 mètres hauteur de charge h2 = 0.5m
×	1	×	Les mezures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du tine II Sont interdis : - les dépès de matériaux polluants, putrescibles ou flottants pouvant être atteints ou emportés par la recue centembre.	×	Camping: Toute creation de camping ou extension de terrain de camping existant est interdite ainsi que l'installation d'habitations légères de loisirs (H.L.L.)
×		×	Sont autorisés : - les autorisements ou occupations du sol ne générant ni remblais, ni obstacle, et étant totalement transparents à l'écoulement des eaux ; - les travaux et aménagements destinés à réduire les risques; - les travaux et aménagements et travaux hydrauliques l'également autorisés ; - les vernèges, annéagements et travaux hydrauliques l'également autorisés ; - les remblais siricitement nécessaires à la mise hors d'eau des constructions exisiantes et à leur aucés ; - les célotures sous réserve qu'elles ne constituent pas un obstacle aux écoulements et qu'elles présentent une perméabilité supérieure ou égale à 50%. Les murets d'ussise de plus de 20 em ne sont pas autorisés.	××	Mesures rur les biens et activité existants Mise en œuvre, sous un détai de 2 aus à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bâtiments dits stratégiques et aux ERP définies au titre II - article 3.4 Les matielles (écutiques et les réseaux de distribution de tèléphone, d'eau poabble, de gaz et de chalteur devout (en cas de réfretion) être placés de manière à autorisar leur fonctionnement, y compris en période d'inondations; en période d'inondations; en soloèges acuterrains de combustibles devoun être parfaitement étanches et leurs orifices de remplissage devonn être placés à plus de li H-RD mêtres au dessus des voies de circulation.
			Réglementation des projets nouveaux (Oditments, camping)		 les citemes de stockage et mobiliers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque hydratulique, ancrés, lestés ou équipés de murets de protection, pour ne pas être emportés par le courant. Pour l'ensemble des constructions existantes, il est conseillé de protéger les ouvertures situées sous la Pour l'ensemble des constructions existantes, il est conseillé de protéger les ouvertures situées sous la
×	**		Pagades de classe @ (fokunt face à l'écoulement) : arvugles et élanteur h l + h2 : - arvugles et élanteur è l - bandes de la sumression P !	×	cote inondable par des batardeaux (barrières anti-inondation amovibles) de 1 mêtre de hauteur Pour chaque terrain de eampling, respect des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation preserties par le maire ou, le cas échéant, par le préfet. Le stationnement nocturne des eampling-ear et earavances, hors des terrains de eampling, est interdit
×	×		Paçadea de clause @ (dans l'axe de l'écoulement) : sur une hauteur hi : - avougles et étanohes	Determination des classes de	Détermination des chasses de façades ; voir § 1.1 et 1.5 (cerelc C) en annexe du règlement. Possibilité de zones abritées :
×	×		- resistant de laton homogène à la surpression ½ P1 Façades de chasse @ (fournant le dos à l'écoulement): - sur une hauteur de 0,50 mêtres : absence de niveau habitable	- <u>out.</u> , voir § 1. Mesures applicable	- <u>out,</u> voir § 1,1 et 1,2 (tigute A) en annexe du regiement ; Mesures applicables aux diédres rentrants : voir § 1,1 et 1,5 (figure B) en annexe du règlement, :
	×		Fondations: Les constructions doivent être fondées dans le sol de manière à résister aux affouillements, tassements ou crosions localisées. Our role:		
×			oue son su un restant des lors que la construction garantit l'absence d'entrée d'eau, notamment au niveau des accès.		
		×	Rquipgements stratégiques Les marbiels élécriques et les réseaux de distribution de téléphone, d'eau potable, de gaz et de chaleur devont (en cus de terostration ou de réfection) être placés de manière à autoriser leur fonctionnement, y compris en période d'inondations; les stockages souterains de combustièles devoron être parfaitement étanches et leurs orifices de remplissage devont être placés à plus de li H-RZ mêtres au dessus des voies de circulation; les citernes de stockage et mobiliers d'extérieur devont être paraitement vis à vis du risque lydraulique, anterés, lessés ou équipés de muzets de protection, pour ne pas être emportés par le loourant.		
×	× ×		Insues de secours – ouvertures techniques: Les issues de secours devont être conques de sorte à rester utilisables, même après que le bâtiment ait telé touché par un accident naturel, accident ayant pour origine les phénomènes naturels traités par le prèsent document. Aucun orifice d'aération (en particulier ceux des locaux techniques) et aucune ouverture de désenfumage ne devront être ouverts dans les parties de fiquades concernées par des prescriptions, sauf à mettre en ocuver des laspositifs spéciaux permettant de garder la fonctionnatité de ces urifices		
	×	×	Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compler de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bâtiments dits stratégiques et aux ERP définies au tire 11 - article 3,4 dispositions précifiques de la constant de la company de la		
			- analysis and the Landership of Management of the Control of the	- sous-dossier B - realement - lanyler 2012	VIEC 2012

ı	
٧	
	,
ı.	

(exceptions: voir titre 1 – articles 2.5 à 2.7 et titre III – article 2.2) Classement instifis par an noire l'anc des raison suivantes: - cette zone set exposée à des coloulements d'intensife font; - elles l'intensife nor; - ette zone est exposée à des coloulements d'intensife font; - ette zone est exposée à des coloulements d'intensife font; - ette zone est exposée à des coloulements d'intensife font; - ette zone est exposée à des coloulements d'intensife font; - ette zone est exposée à des coloulements d'intensife font; - est zone est exposée à des coloulements d'intensife font; - est zone est exposée à des coloulements d'intensife font; - est zone est exposée à des coloulements d'intensife font; - est zone set de coloulement suit des session dynamique d'intensife font; - son unbanisation revierlait à aggraver les risques à l'amont us à l'avail. - son unbanisation et en entre de lavor hat = 1.50 mêlres, au-dessus de la cole 1231 m sur le Reur Roux - son unbanisation et son des coloulements d'intensité à du fitre II rette: - sur le Reur Roux - son unbanisation et son de consiste d'ette de forte d'intensité à l'igne de sont autorisés » ci-dessous et ne - sont de classe d'intensité à réduire les riques; - sont autorisée son coloure définies on lète de fiche. - son l'amongaments ou ocupations du sol ne géréeau; ni crubbais, ni obstaucle, et étant totalement antorisés : - particle 2.5, et des projets d'extension ou de reconstruction de bâtament antorisés en arricle 2.5, et des projets d'extension ou de reconstruction de bâtament antorisée en arricle 2.5, et des projets de campling: - antorise de l'acoulement); - de d'acoulement four joes d'écoulement); - de classe é (lourent four d'ace de l'écoulement); - de classe é (lourent four d'ace de l'écoulement); - de classe é (lourent four d'ace de d'écoulement); - de classe é (lourent four d'ace de l'écoulement); - de d'ace de (lourent four d'ace de l'écoulement); - de classe é (lourent four bondées dans le sol de manière à résister aux aff
AAA
AAA
Y Y
ux de distribution de talephone, d'eau potable, de gaz et de tion ou de réfection) être placés de manière à autoriser leur d'inondations; saibles de vornt être parfaitement étanches et leurs orifices de le li-la2 métres au dessus des voies de circulation; ers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque ers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque
of mondations; stables devront être parfaitement étanches et leurs orifices de het I-Hz métres au dessuis des voies de circulation; crs d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque

Aucun orifice d'abration (en particulier ecux des locaux techniques) et aucune ouverture de désenfumage ne devront être unverts dans les parties de laçades concernées par des prescriptions, sauf à metre en couvre des dispositifs spéciaix permetlant de garder la fonctionnalité de ces orifices techniques, même après survenance d'un accident d'origine maturelle. Issues de secours – ouvertures techniques : Les issues de secours devront être conçues de sorte à rester utilisables, même après que le bâtiment ait ête touché par un accident naturet, accident ayant pour origine les phénoniènes nature s traités par le Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compiter de la date d'approbation du présent PPR, des algaspilones pelécifiques aux finitements distanciégueue et aux RPR delinies au titre II --article 3.4. Les matériels électriques et les réseants de distribution de téléphore, d'out potable, de gaz et de chaleur devront (en eas de réfection) être placés de manière à autorisser leur fonctionner ent, y compris les stockages souterrains de combustibles devront être parfaitement étanches et leurs orifices de rempissage devront être placés à plus de hi-th. rabers au dessu des voies ce réundation; les citerres de stockage et mobiliers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque kydraulique, ancrés, lestés ou équipés de murets de protection, pour ne pas être errporrés par le Toute creation de camping ou extension de terrain de camping existant est interlite ainsi que Finstallation d'habitations légères de lotsirs (11LL), Ecoulement à forte charge solide : pression dynamique d'impact de référence (P1) = 20 kPa hauteur de lave h1 = 1,50 mètres, au-dessus de la cote 1231 m cette zone sert de couloir nécessaire à l'entretien et à la gestion des berges; son urbanisation reviendraii à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval, (exceptions : voir titre I – articles 2.5 à 2.7 et titre II – article 2.2) Classement institié par au moins l'une des raisons saiventes : cette zone est exposée à des écoulements d'intensité forte ; - elle est fréquemment exposée à des écoulements d'intensité moyenne; - cette zone est exposée à des érosions de berges d'intensité fone; Constructibilité de la zone : Projets nouveaux interdits Fiche 1.11: crue torrentielle - coulée de boue Mesures sur les biens et activités existants sur le Rieu Roux en période d'inondations; présent document. Весоплапаміопя səl<u>p</u>ér × × รอาณะ

Détermination des classes de façades : voir § 1,1 et 1,5 (cercle C) en annexe du règlement

Pour l'ensemble des constructions existantes, il est conseillé de protéger les ouvertures situées sous la coté inondable par des batarleux (barrières anti-inordation amovibles) de l'métre de heuteur. Pour chaque terrain de camping, respect des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation prescrites par le maire ou le cus échéant, par le préfét. Le stationnement nocturne des eamping-car et caravanes, hors des terrains. Le camping est interdit

×

×

Possibilité de zones abritées :

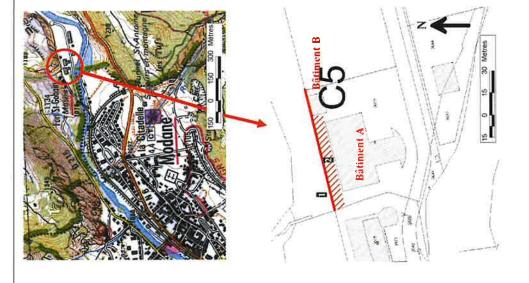
- oui. Voir § 1.1 et 1.5 (figure A) en annexe du règlement;

Mesures applicables aux dièdres rentrants : voir § 1.1 et 1.5 (figure B) en annexe du règlement.

1	
24	
ae	
Pa	

Ā	Prescriptions	tions	Fiche 4.13 · crue forrentiallo collondo de banco	Prescriptions	
səlgəЯ əmzinsdau'b	regles de registraction	รอาโมA ลอโออำ	enoinennandations RCOULEMENT	eangaঈ amainsdun'b ab salgāঈ noiltauntanaa saltāða salgāt	FIGNE 1, 13 : Grue torrentielle – Coulee de boue Constructibilité de la zone : Projets nouveaux autorisés Ecoulement à forte charge solide : pression dynamique d'impact de référence (21) = 10 kPa hauteur d'écoulement h1 = 0,50 mètres
×		×	Les meaures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II Sont interdits: - les dépòs de matériaux polluants, putrescibles ou flotants pouvant être atteints ou emportés par la	×	Camping: Toute création de camping ou extension de terrain de camping existant est interdite ainsi que l'installation d'habitations légères de loisirs (HLL)
×		×	cuo contentante. Sont autorités: - les aménagements ou occupations du sol ne générant ni remblais, ni obstacle, et étant totalement transparents àl 'écoulement des eaux ; - les travaux et aménagements destinés à réduire les risques; - les travaux et aménagements destinés à réduire les risques; - les ouvrages, aménagements of travaux hydrauliques (Églement autorisés ; - les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau des constructions existantes et à leur accès ; - les côtures sous réserve qu'elles ne constituent pas un obstacle aux écoulements et qu'elles prèsentent une perméabilité supérieure ou égale à 50%. Les nurreis d'assise de plus de 20 cm ne sont pas autorisés.	× × ×	Metures rur les biens et activités existants Misc en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécialiques aux bâtiments dis stratégiques et aux ERP définies au titre II - ambéle 3.4 Les matériels électriques et les rèseaux de distribution de téléphone, d'ean potable de gaz et de chaleut devront (en eas de réflextible affer le manière à autoriser leur libritionnement, y compris en période d'inondations ; - les stockages souterrains de combustibles devront être partitienne étanches et leurs oritiees de promotiseance deurcine des noises de conflues de le leurs orities de
			Réglamentation des projets nouveaux (bátiments, camping)		 les citemes de stockage et mobiliers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque bydraulique, ancrés, lestés ou équipés de murels de protection, pour ne pas être emportés par le courant Pour l'ensemble des constructions existantes il est conseillé de protétor les ouvertures étuives eous la Pour l'ensemble des constructions existantes il est conseillé de protétor les ouvertures étuives eous la
×	* *		Pagades de classe	* * *	rough incombing the contractions of sparings in the contraction of protect in sometimes a mass some and protect in the contraction of the contract
×	××		Fugades de classe ② (dans f'axe de l'écoulement) sur une hauteur hi - aveugles et étanches - résistant de facon homoseine à la surmession ½ Pl	➤ Détermination des classes de ➤ Possibilité de zones abritées - <u>uui.</u> Voir § l.,1 et 1.5 (fi	Détermination des classes de façades : voir § 1.1 et 1.5 (cerele C) en annexe du règlement. Possibilité de zones abritées : - <u>oui</u> . Voir § 1.1 et 1.5 (figure A) en annexe du règlement ;
	×		Rapades de classe © (nourgant le dos à l'écoulement) : - sans contraintes Fondations : Fondations : Fondations : Les constructions doivent être fondées dans le sol de manière à resister aux affouillements, tassements ou érosions localisées.	A	Mesures applicables aux dièdres rentrants : voir § 1.4 et 1.5 (figure B) en annexe du règlement.
*		*	Sons sois: Sons sois: Sons sois: Sons sois autorists das lors que la construction garantit l'absence d'entrée d'eau, notamment au niveau des accès. Equipements straifégiques. Les matériels électriques et les réseaux de distribution de létéphone, d'eau polable, de gaz et de chaleur d'evront (en rea de construction ou de rélection) être placés de manière à autoriser leur fonctionnement en période d'inondations; Is sa lockages souterains de combustibles d'evront étre parfaitement étanches et leurs orifices de remplissage devront être placés à plus de h1 mittes au dessus des voies de circulation; Les citernes de stockage et mobiliers d'extérieur devront être transparents vis à vis du risque lydradique, anerès, lestés ou équipes de murchs de protection, pour ne pas être emportés par le courant.	n	
×	× ×		Issues de secours – ouvertures techniques: Les sisues de secours devront être conques de sorte à rester utilisables, même après que le bâtiment ait les sisues de secours devront être conques de sorte à rester utilisables, même après que le bâtiment ait eté touché par un accident naturel, accident ayant pour origine les phénomères naturels traités par le présent document. Aneur, origine d'aération (en particuliser ceux des locaux techniques) et aucune ouverture de désenfunage ne devront être ouvers dans les parties de façades concernées par des prescriptions, sant à mettre en ocuver des algositifs spéciaux permetlant de gurder la fonctionnalité de ces orifices techniques, même après survenance d'un accident d'origine naturelle. Misse de manure ceux entre la dispositifs spéciaux permetlant de gurder la fonctionnalité de ces orifices techniques, même après survenance d'un accident d'origine anturelle. Misse de manure ceux en de la dispositifs de la contrate de la date d'accident d'origine naturelle.	i ii ii li	
	×	×	dispositions spécifiques aux bâtiments dits stratégiques et aux ERP définies au fitre II - article 3.4	s -	

Modification n1 du PPR de Modane - sous-dossier B - règlemenl - janvier 2012



I) Réalisation des travaux définis ci-dessus; Su'hilation des travaux par la Péreinre de la Savoie; Su'hilation des travaux par la Péreinre de la La Savoie; En cas de survenance de chutes de blocs sur la zone ou à l'amont, les mesures suivantes devront der messe es survenance de chutes de blocs sur la zone ou à l'amont, les mesures suivantes devront der misse en tuvre sans délai, à l'initaire de la commune; - L'accès aux parties de baiments incluses dans a présente zone sera interdit. - Les affleucements rocheux qui dominent le secteur devront être inspectés afin d'estimer le niveau de risque de chute de blocs à court terme. Cette inspection devra conclure sur la possibilité ou non de l'ever l'interdiction d'accès. S'il s'avère impossible d'autoriser l'accès aux bâtiments, l'étude preserite ci-dessus et les travaux <u>Renarane</u> : Suivant la nature des travanx, la zone pourra deveni^e construcible après achèvement des trois étapes Pour chaque terrain de camping, respect des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation prescrites par le maire ou, le cus échéant, par le préfet. Le stationnement nucturne des camping, est interdit. Toute création de camping ou extension de terrain de camping existant est interdite ainsi que l'installation d'habitations légères de loisirs (HLL). Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bâtiments dits stratégiques et aux ERP définies au titre II - article 3,4 Mise en œuvre des travaux suivants : réalisation d'un dispositif de protection contre les chutes de blocs ayant les caractéristiques suivantes Pour des volumes unitaires ≥ quelques dizaines de litres, développant de fortes énergies ; Constructibilité de la zone : Projets nouveaux interdits (exceptions : voir titre II – article 2.2) - hauteur utile : 2 mètres - capacité d'absorption d'énergie cinétique à l'état limite de service : 150 kilojoules Ce dispositif ne pourra pas être implanté au-delà de la limite 1 sur le plan ci-contre Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II Fiche 1.14 : chute de blocs qu'elle définira devront être mises en œuvre sans délai. Mesures sur les blens et activités existants Réglementation des projets de campings Весоплания ab salgáñ construction sastuA salgás × × × × Prescriptions səlgə7i əmsinadıu'b

Preser	รอเชูอ์ภี อการเกรต่าน'b อb รอโออ์ภิ					×			•	
	Fiche 2.1: affaissement et/ou effondrement Constructibilité de la zone: Projets nouveaux interdits (exceptions: voir titre I – articles 2.5 à 2.7 et titre II – article 2.2)	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II	Réglementation des projets d'extension ou de reconstruction de bâtiment autorisés en titre I – article 2.5, et des projets de campings	En cas de non raccordement au rèseau public existant, une étude définira les aménagements liès à la gestion individuelle des flux liquides (eau potable, eaux usées, eaux pluviales, de drainage) de façon à ne pas entraîmer de désabilisations, même à long terme, des terrains, tant sur le site même de mise en œuvre de ces aménagements qui à leux périphérie. Ces aménagements seront mis en œuvre, A noter que le recourt à l'infiliarition (puis perdus) est prosectie.	Toute création de camping ou extension de terrain de camping est interdite ainsi que l'installation d'habitations (égères de loisits (H.I.).	Mesures sur les biens et activités existants	Mise un œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux hâttments dits stratégiques et aux ERP définies au tire II - arricle 3.4	Mise on œuvre, sous un délai de 2 ans à compler de la date d'approbation du présent PPR, d'un curtéble de l'étanchétité des réseaux flujudées (eau pobble, eaux usées, eaux pluviales, de drainage), aver remise en état des installations en cas de contrôle défectueux	Pour chaque terrain de camping, respect des mesures d'information, d'alerte et d'évacuation prescrites par le maire ou, le cas échéant, par le préfét	
<u>_</u>	Recommandations	3								
Prescriptions	ab salgāĀ rotībuntznoo santuA salgān	+	1155	×	×		×	×	×	*
Presc	Regles d'urbanisme Regles de				×					

° cf. § 1,4 en annexe du règlement pour le contenu de cette norme.

	Fiche 2.2 : affaissement et/ou effondrement Constructibilité de la zone : Projets nouveaux autorisés	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II	Réglementation des projets nouveaux (Odtiments, camping)	- Projet d'aménagement uns reprise des fondations ;	Une étude (niveau G12 au moins selon la norme NF P 94-500*) pourra être réalisée, précisant le	nisque d'affaissement ou d'effondrement à l'aide de sondages suffisamment profonds, et définissant les meures onstituéires à metitre en œuver pour assurer la stabilité des siructures du projet visad-vis de certaine. Ces meures en metitres en meures meures de certaine.	Nouveau bâtment et autres projets d'aménagement et d'extension :	Une étude (niveau G12 au moins seton la norme NP P 94-500*) sera réalisée, prée sant le risque Caffaissement ou d'effondrement à l'aide de sondages suffissamment profunds, et définissant les meurres constructives à mettre en œuvre pour assurer la stabilité des structures du projet vis-à-vis de	Point don't projet nonvean	Forti our profe find venation. En l'absence de résultais confirment que le projet n'est pas situé sur des terrains stratégiques aux infiltrations d'eau et en eas de non raccordement au réseau publie existant, une étude définira les arménagements liés à la gestion individuelle des flux liquides (cau potable, eaux usées, eaux pluvales, de drainage) de façon à ne pas vertainer de déstablisations, même à long terrai, des terrains, fant sur le site même de mise en euvre de ces annénagements qu's leur périphérie. Ces annénagements qu's leur périphérie. Ces annénagements qu's leur périphérie.	saront mis en œuvre	Mesures sur les biens et activités existants	Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compler de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux hâtiments dits stratégiques et aux ERP définies au tire II - article 3,4	Mise en œuvre, sous un délui de 2 uns à compter de la date d'approbation du prèsent PPR, d'un contrôte de l'étanchétié des réseaux liquides (eau polable, caux usées, eaux pluviales, de drainage) et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en ces de contrôte et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en ces de contrôte
- S	səl <u>p</u> é1				7		-		+		-		×	
tion	noitauritenoa santuA	H			-		-	_	+	-	4			
Prescriptions	Regles de				1			×		×		- 14		×
Pre	səlgəA əmsinsdruʻb				1						I			

cf. § 1.4 en annexe du règlement pour le contenu de cette norme.

	Fiche 2.3 : glissement de terrain Constructibilité de la zone : Projets nouveaux autorisés	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II	Réglementation des projets nouveaux (Odiments, camping)	Nouveau bâtiment :	Une étude (niveau G12 au moins selon la norme NF P 94-500°) sera réalisée, définissant les meaures constructives à mettre en œuvre pour assurent la stabilité des structures du projet vis-à-vis des risques de Jissement de terrain. Ces mesures setont misse en œuvre.	Aménagement avec création de surface habitable ou extension de bâtiment existant :	Une étude (niveau G11 au moins selon la norme NF P 94-500*, nais sans investigation géotechnique) actré rélaisée d'agon à déterminer si les structures extrationes permetton la rétilisation où projet, ou à Affinir les meurres à montre en euver onni sesurer la subilité des structures moinères viseaves des	risques de glissement de terrain	3) 'taude GII presente e-dessus conclui a cett necessate, une clute plus apprononde (nivea ul 2 au noins selon la norma NP 94-500) sera réalisée, définissant les mesures constructives à mettre en œuvre pour assurer la stabilité des structures du projet vis-à-vis des risques de glissement de terrain.	Ces mesures seront mises en œuvre,	Amenagement sens creation de surtace naturante. Une étude (niveau G11 au moins selon la norme NF P 94-500*, mais sans investigation géotechnique)	pourra être réalisée de façon à déterminer si les structures existantes permettent la réalisation du projet, ou à définir les mesures à mettre en œuvre pour assurer la stabilité des structures projetées, vis- à-vis des risques de plissement de tertain.	Une étude plus approfondie (niveau G12 au moins selon la norme NF P 94-500) pourra être realisée, définissant les mesures eonstructives à metire en cevyre pour assurer la stabilité des structures du	projet vis-à-vis des risques de glissement de terrain.	Four four projet nonveau :	gestion individuelle des flux liquides (eau potable, eaux usées, eaux pluviales, de drainage) de façon à ne pas entraîner de déstabilisations, même à long terme, des terrains, tant sur le site même de mise	en œuvre de cos amenagements qu'a leur peripherie. Ces amenagements seront mis en œuvre.	Mesures sur les biens et actividés existants	Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, des dispositions spécifiques aux bâthments dits stratégiques et aux ERP définies au titre II - article 3.4	Miss en cenvre, sous un délai de 2 ans à compier de la date d'approbation du présen PPR, d'un confible de l'étanchétié des réseaux liquides (cau polable, eaux usées, eaux pluviales, de drainage) et des éventuels dispositifs d'infiliration, avec remise en état des installations en eas de contrôle défectueux
	Recommandations		OI (×	*				11	=37		
Suc	səninA səlbán							4			W.								×	
Prescriptions	Règles de construction				×		×	j	×	İ	I		i		i	×		8		×
Pres	selgeЯ emsinedhub																			

[°]cf. § 1.4 en annexe du règlement pour le contenu de cette norme

N.B.: his mesures concernant la réglementation des projets nouveaux sont tirées de l'étude SAGE RP2790 de mai 2005 «Zone du vieux Modane et du Glacel – Etude des risques d'affaissements – Proposition de zonage»

Pres	Prescriptions	ons		
salgaA amsinadru'b	Regles de construction	ຂອາໝA ຂອlgéາ	Recommandations	Fiche 2.4 : affaissement et/ou effondrement <u>Constructibilité de la zone</u> : Projets nouveaux autorisés
				Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II
Щ	v = i			Réglementation des projets nouveaux (Oditiments, camping)
				- Projet d'aménagement sans reprise des fondations ; - Projet d'extension de plein pied dont la surface de plancher n'excède pas 20 m²
			×	Il est conscillé que les constructions aient des fondations chaînées avec si possible un ou plusieurs refends pour en augmenter le rigidité
				Nouveau bâtiment et autres projets d'aménagement et d'extension :
	×			Les constructions devront avoir des fondations chaînées avec si possible un ou plusieurs refends pour en augmenter le rigidité,
				Pour tout projet nouveau:
	×			In 'hasenne de résultais confirmant que le projet n'est pas situé sur des terrains stratégiques aux linfitrations d'eaux et ne sas de non raccordement au réseau public existant, une étude définiral les aménagement lises à la gestion individuelle des flux liquites (eau potable, eaux usées, eaux pluviales, de drainage) de façon à ne pas entraîner de déstabilisations, même à long terme, des terrains, lanta ur le salte même de mise en œuvre de ces aménagements qu'à leur périphérie. Ces aménagements auxent mis en nouvere
	Savi			Mesures sur les biens et activités existants
	×	8		Miss en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, d'un contrôte de l'étanchétité des réseaux liquides (cau potable, caux usées, caux pluviales, de drainage) et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en cas de contrôle.

N.B.: les mesures concernant la réglementation des projets nouveaux sont tirées de l'étude SAGE RP2790 de mai 2005 «Zone du vieux Modane et du Clacel – Étude des risques d'affaissements – Proposition de zonage»

	Fiche 2.5 : affaissement et/ou effondrement <u>Constructibilité de la zone</u> : Projets nouveaux autorisés	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II	Réglementation des projets nonveaux (öddiments, camping)	 Projet d'aménagement sans reprise des fondations; Projet d'extension de pielo pied dont la surface de plancher n'excède pas 20 m² 	Il est constillé d'effectuer des reconnuissances à 10-15 m de profondeur ou limitées à la base des terrains de mauvaise qualité. On prévoira des essais nressionnétriques ou, à défaut des nenétromètres	stato-dynamiques. Dans le cas particulier des terrains en bordure de la rue de la Touvière côté NF (c'est-à-dire les parcelles 3090, 3092, 3094, 3096, 3098, 611, 3104, 3634, 3108, 3110 et 13182), on peut	utiliser des pénétromètres dynamiques poussès au refus (40 MPa). Il est conseillé que les constructions aient des fondations chaînées avec si possible un ou plusieurs	refends pour en augmenter le rigidité.	Nouveau bâttment et autres projets d'aménagement et d'extension :	On devra envisager systématiquement des reconnaissances à 10-15 m de profondeur ou limitées à la base des terrains de maturaise qualité. On prévote des recais preseinmétriques ou à défaut des	pénétromètres stato-dynamiques. Dans le cus particulier des terrains en bordure de la rue de la	Touvière côté NE (c'est-à-dire les parcelles 3090, 3092, 3094, 3096, 3098, 611, 3104, 3634, 3108,	Les constructions devront avoir des fondations chaînées avec si possible un ou plusieurs refends pour	Pour tout arolet nouveau :	En l'absence de résultats confirmant que le projet n'est pas situé sur des terrains stratégiques aux	infiltrations d'eau et en cas de non raccordement au réseau public existant, une étude définira les ambrancments life à la ocetion individuelle des flux Hentides (can notable, caux neéce, canx	pluviales, de drainage) de façon à ne pas entraîner de déstabilisations, même à long terme, des terrains,	lant sur le site même de mise en œuvre de ces aménagements qu'à leur périphérie. Ces aménagements seront mis en œuvre,	Mesures sur les biens et activités existants	Mise en œuvre, sous un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, d'un contrôle de l'étanchétif des réseaux liquides (eau polable, eaux usées, eaux pluviales, de drainage) et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en cas de contrôle
	Recommandations					×														
Prescriptions	anamana no selgé no selgé serun-A selgér											×					×		Į.	×
_	səlgəЯ əmzinadıu'b		3 357																No.	

N.B.: les mesures concernant la réglémentation des projets nouveaux sont tirées de l'étude SAGE 1°540 de mai 1990 «Etude préliminaire des risques d'affaissement dans le Vieux Modane» et de l'étude SAGE RP2790 de mai 2005 «Zone du vieux Modane et du Glacel – Flude des risques d'affaissements – Proposition de zonage»

	Fiche 2.6 : affaissement et/ou effondrement Constructibilité de la zone : Projets nouveaux autorisés	Les mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II	Réglementation des projets nouveaux (bâttments, camping)	- Projet d'aménagement sans reprise des fondations ; - Projet d'extension de picin pied dont la surface de plancher n'excèrte sas 20 m²	Il est conseille d'effectuer des sondages protionds (30 m environ) pour s'assurer de la nature des terrains, de l'absence de vides. Des essais pressionnétriques permettrent de dirrensionner les	x fondations. Il est conseillé que les constructions aient des fondations chaînées avec si possible un ou plusieurs refends pour en augmenter le rigidité.	Nonveau bâtment et autres projets d'aménagement et d'extension :	On devra envisager systématiquement des sondages prolonds (30 m environ) pour s'assurer de la rainue des terrains, de l'absence de vides. Des essais pressiométriques permettront de dianensionner les	induations. Les constructions devront avoir des fondations chaînées avec si possible un ou plusieurs refends pour Les constructions devront avoir des fondations chaînées avec si possible un ou plusieurs refends pour ce nauementer le riedité.	Pour fout projet nouveau :	En l'absence de résultats confirmant que le projet it est pas situé sur des terrains statégiques aux infilirations d'aux en et en cas de non raccordement au réseau public existant, une elude définira les amménagements lièrs à la gestion individuelle des flux fliquides (cau potable, caus aucès, caux pluviales, de drainage) de façon à ne pas entraîner de déstabilisations, même à long terms, des terrains, lant sur le site même de mise en œuvre de ces aménagements qu'à leur périphéric. Ces aménagements saront mis en œuvre,	Mesures sur les biens et activités enistants	Mise en œuvre, sous un délui de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, d'un contrôle de l'étanchétié de réseaux liquides (cau potable, caux usées, caux pluviales, de drainage)
nus	sənfuA. səlgén											ATE.	
ΙĒ	construction	3							×				T
1 =	Sp salbay								^		×		×
Prescriptions	ab sahas												

iche 2.7: zone pouvant induire des mouvements de terrain à l'aval <u>Constructibilité de la zone</u> : Projets nouveaux autorisés	es mesures suivantes s'ajoutent aux mesures générales du titre II	eglementation des projets nouveaux âtiments, camping)	t eas de non raccondement au réseau public existant, une étude (individuelle ou collective) définira s'améragements ilés à la gestion individuelle des flux liquides (eau potable, eaux usées, eaux vaisles, de driange) de façon à ne pas entraîner de déstabilisations, même à long terme, des terrains, it sur le site même de mise en œuvre de ces améragements qu'à leur périphérie. Ces améragements ront mis en œuvre.	tesures sur les biens et activités existants	Mise en œuvre, sous un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du présent PPR, d'un contrôle de l'étanchétife des réseaux liquides (eau polable, eaux usées, eaux pluviales, de drainage) et des éventuels dispositifs d'infiltration, avec remise en état des installations en cas de contrôle défectueux.
Recommendations	T	28	四百四百名	*	2 2 2 2
entinsdrub A zelgé Rocionatrono SertuA Selgér		ins Lin	×		×
	ob səlgəfi noliburtancı noliburtancı səlgər seldər anolisamammosədi	Règles de construction Autres règles Recommendations	Règles de Construction Autres règles Recommandations	A Règles de Règles de Construction Autres Autres Règles Rè	ab səlgəfi x coliburtancıo x Autres règles Redissingammossii

ANNEXE AU REGLEMENT

1.1 - Renforcement des façades

Les renforcements des façades exposées concernent les bâtiments situés dans des zones soumises à des écoulements de surface à forte charge solide,

Le renforcement des façades exposées a pour but d'assurer la sécurité des personnes à l'intérieur des bâtiments vis-à-vis des phénomènes de référence retenus.

Ecoulements de surface - propagation

Il s'agit des avalanches, des chutes de blocs, des crues torrentielles, des coulées boueuses, et des inondations. Les écoulements de surface se propagent généralement selon la ligne de plus grande pente, dans le sens

Ce principe peut parfois être mis en défaut, entre autres :

- lorsque le phénomène "remonte" sur le versant opposé à celui de sa zone de départ,

- lorsqu'un torrent quitte brutalement son lit : la saturation du canal d'écoulement, ou la constitution d'un embàcle, provoquent en général un débordement ponctuel du torrent ; les écoulements débordant peuvent alors prendre de façon temporaire une direction perpendiculaire au canal d'écoulement avant de reprendre anc direction conforme à la ligne de plus grande pente.

Ces deux premiers cas sont formalisés sur les documents graphiques par une flèche indiquant alors le sens de propagation prévisible du phénomène, Il arrive que l'écoulement s'écarte localement et de façon parfois importante de la ligne de plus grande pente, notamment pour des raisons liées à la dynamique du phénomène (infléchissement, voire enroulement des trajectoires à la sortic d'un couloir d'avalanches), ou aux irrégularités de surface, à l'accumulation locale d'éléments transportés, ou même à la présence de constructions ou d'obstacles.

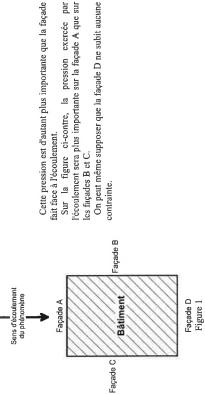
Il est très difficile dans ce dernier cas de prédire toutes les trajectoires possibles.

Il peut arriver qu'un site soit concerné par plusieurs sens de propagation ; tous sont à prendre en

1.1.1 - Stratégies de protection des bâtiments

1.1.1.1 - Classes de facades

La stratégie de protection consiste en principe à renforcer les façades exposées de façon à ce qu'elles résistent à la pression dynamique exercée par le phénomène naturel. Ce renforcement pourra induire l'absence d'ouverture sur ces façades.

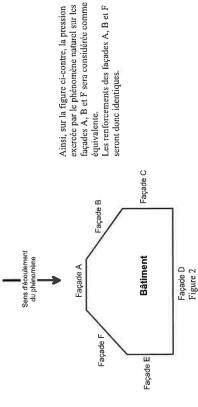


Sur la figure ci-contre, la pression exercée par l'écoulement sera plus importante sur la façade A que sur

On peut même supposer que la façade D ne subit aucune

Dans l'absolu, on devrait pouvoir déterminer la pression exercée par l'écoulement sur chaque façade en fonction de l'angle d'incidence de cette dernière par rapport au sens de l'écoulement.

Mais, compte tenu des facteurs de variabilité du sens d'écoulement d'un phénomène naturel, facteurs décrits plus haut, cette détermination n'a pas été retenue. Il apparaît plus réaliste vis-à-vis de cette variabilité de définir des classes d'orientation de façades, pour lesquelles les pressions exercées par le phénomène naturel seront considérées comme équivalentes.



Modification of J du PPR de Modane – sous-dossier B – règlement – nove

Chaque classe est caractérisée par au moins une valeur de pression et une hauteur d'application, et éventuellement par des contraintes sur les ouvertures (autorisées ou non, etc...), dans les fiches concernant les écoulements de surface en 3.5 ci-après.

On utilisera un corcle tangent aux façades afin de déterminer à quelle classe appartient chacune d'elle.

Ce cercle C est reproduit en fin d'annexe.

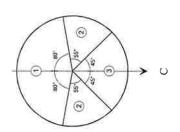


Figure 3

Catégories des	Avalanches coulantes, chutes de	Aérosols
phénomènes	blocs, crues torrentielles et coulées	
naturels	ponenses	
Contraintes à	Classe 1 : P en surpression	Classe 1 : P en surpression
Contradintes a	Classe 2: 1/2 P en surpression	Classe 2: 1/2 P en surpression, 1/5 P en dépression
repressore par	Classe 3 : pas de contrainte	Classe 3: 1/5 P en dépression
les lacades		

P: pression dynamique d'impact maximale exercée par le phénomène

Les modalités de détermination des classes de façades sont définies ci-après dans les paragraphes détaillant les modes opératoires propres à chaque catégorie de phénomènes naturels.

Avertissement

Les décompositions des pressions nominales, en fonction des classes de laçades décrites ci-dessus, représentent le cas général.

On pourra trouver une décomposition différente dans les fiches en 3.5, correspondant à des cas particuliers

1.1.1.2 - Zones abritées

Les écoulements de surface se propagent selon la ligne de plus grande pente,

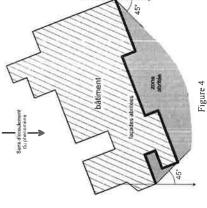
La présence d'un obstacle de dimensions suffisantes peut perturber localement l'écoulement.

Si cet obstacle est un bâtiment, une conception architecturale et une orientation adaptées de ce dernier pourront définir des zones abritées, à l'intérieur desquelles les façades n'auront pas à être renforcées /is-à-vis du phénomène naturel.

Seules les propres façades du bâtiment sont concernées,

Les phénomènes naturels permettant de définir de possibles zones abritées sont : - les chutes de blocs, les avalanches de neige dense, les coulées boucuses en "phase d'écoulement" (par opposition à la "phase d'aπêt").

Los phénomènes naturels ne permettant pas de définir de possibles zones abritées sont : - les aérosols.



En pratique, la détermination d'éventuelles façades abritées se fait à l'aide de la figure ci-dessous. Cette figure se retrouve en fin d'annexe.

Sens d'écoulemen

Les modalités de détermination des zones abritées sont définies ci-après dans les paragraphes détaillant les modes opératoires propres à chaque catégorie de phénomènes naturels.

1.1.1.3 - Majoration des contraintes sur les dièdres renfrants

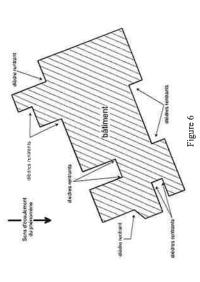
Les dièdres rentrants sont constitués de deux façades formant un angle rentrant vers l'intérieur du

Les dièdres rentrants peuvent, selon leur position et leur orientation, engendrer une majoration des contraintes exercées par les écoulements de surface sur les façades exposées.

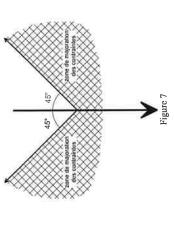
On voit sur la figure ci-dessous qu'une partie des dièdres rentrants fait face au sens d'écoulement du shénomène naturel

se traduit généralement par une concentration de l'écoulement contre ces façades et par des modifications Les façades les plus exposées de ces dièdres s'opposent à l'écoulement. Cette perturbation de l'écoulement sensibles de la direction du sens de l'écoulement.

Cette concentration des écoulements induit des surpressions même sur les façades, ou parties de façades, qui, si elles ne faisaient pas partie d'un dièdre rentrant, seraient concernées à un moindre titre par les écoulements.



En pratique, la détermination des façades concernées par une majoration des contraintes se fait à l'aide de la figure ci-dessous. Cette figure se retrouve en fin d'annexe.



ci-après dans les paragraphes détaillant les modes opératoires propres à chaque catégorie de phénomènes Les modalités de majoration des contraintes à appliquer aux fâçades des dièdres rentrants sont définies naturels.

1.1.2 - Mode opératoire commun

Quelque soit la catégorie de phénomène naturel en cause, les étapes ci-dessous sont à réaliser,

- I) Consulter le volet 2 "Documents graphiques" du PPR
- 2) Repércr la zone à l'intérieur de laquelle se situe le projet ; noter le (ou les) numéro(s) de la (des) fiche(s) du volet 3 "Règlement".
- -3) Lire cette fiche afin de lister les cercles et figures à utiliser pour la détermination des rensorcements de saçades, des zones abritées, et des mesures applicables aux dièdres rentrants.
- 4) Reporter sur le plan masse du projet le sens d'écoulement général du phénomène naturel, Deux cas possibles :
- le sens d'écoulement est indiqué dans la zone correspondante du plan de zonage, il suffit alors de le reporter sur le plan masse.
- le sens d'écoulement n'est pas indiqué sur le plan de zonage. Consulter alors la fiche C2PN correspondant au phénomène (contenue dans le volet 1 "Note de présentation"), et déterminer la direction et le sens de la pente à partir des courbes de niveau.
 - Le sens d'écoulement du phénomène naturel est en général conforme au sens de la plus grande pente.
- -5) Effectuer une copie sur support transparent du cercle ou de la figure concerné. Les cercles et les figures figurent en fin d'annexe.
- 6) Voir ci-après les modes opératoires particuliers.

Les méthodes décrites ci-après visent à assurer au mieux la sécurité des occupants des bâtiments concernés par des phénomènes naturels. Toute utilisation perverse tendant à aller à l'encontre de ce but sera à bannir.

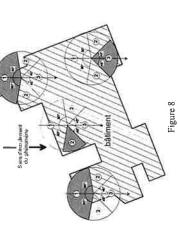
1.1.3 - Mode opératoire propre aux chutes de blocs

a) suivre le mode opératoire commun défini au § 1.1.2.

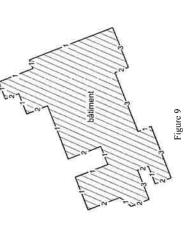
- b) classes de façades

Pour chaque façade à déterminer :

- Disposer le transparent sur lequel figure le cercle C sur le plan du bâtiment.
- Faire en sorte que la flèche du cerele, représentant le sens d'écoulement du phénomène, soit parallèle
 - et de même sens que le sens d'écoulement du phénomène défini sur le plan du bâtiment. Sans porter atteinte à cette disposition, amener le cercle jusqu'à la façade à déterminer, de sorte à ce qu'il la tangente, le cerele étant placé vers l'intérieur du bâtiment.
 - Lire la classe de façade correspondant au secteur dans lequel se situe le point de tangence.

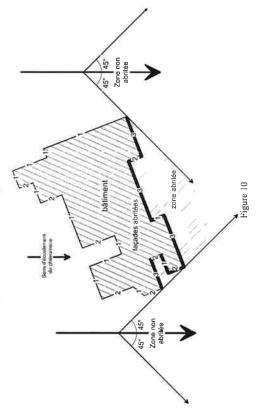


Après application à toutes les façades du bâtiment, on obtient la classe de chaque lâçade, tel que figuré ci-dessous :



c) zones abritées

- Disposer le transparent correspondant à la figure. A sur le plan du bâtiment.
 Faire en sorte que la flèche de la figure, représentant le sens d'écoulement du phénomène, soit parallèle et de même sens que le sens d'écoulement du phénomène défini sur le plan du bâtiment.
 - Sans porter atteinte à cette disposition, amener une des deux droites obliques jusqu'à un angle de laçade, de sorte à ce qu'elle le tangente, la figure étant placé vers l'extérieur du bâtiment.
 - La détermination des façades abritées est immédiate,



On obtient la classification des façades figurée ci-dessous :

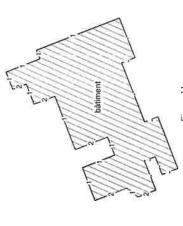


Figure 11

Les façades abritées n'ont pas à être renforcées, et elles ne sont done pas caractérisées par une classe de fâçade.

Un des critères autorisant le maintien de bâtiments existants et/ou l'implantation de nouveaux bâtiments Cela signifie que le nombre d'éléments mobilisés à chaque manifestation du phénomène est «faible». On oppose les chutes de blocs isolés aux phénomènes de type éboulement ou écroulement. sur des zones exposées à des chutes de bloes, est le caractère «isolé» de ces demières.

L'impact des chutes de blocs isolés sur la façade la plus exposée d'un dièdre rentrant n'induit pas une augmentation de l'exposition de la façade moins exposée de ce dièdre.

On ne changera donc pas de classe les façades qui constituent des dièdres rentrants, pour les phénomènes de type chutes de blocs.

1.1.4- Mode opératoire propre aux avalanches coulantes et aux crues torrentielles et coulées boueuses

- a) suivre le mode opératoire commun défini au § 1.1.2.

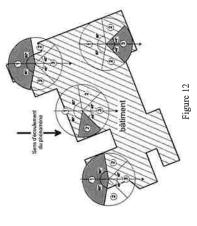
- b) classes de façades

Pour chaque façade à déterminer

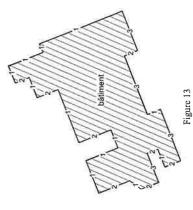
- Disposer le transparent sur lequel figure le cerele C sur le plan du bâtiment.
- Faire en sorte que la Ilèche du cercle, représentant le sens d'écoulement du phénomène, soit parallèle
- et de même sens que le sens d'écoulement du phénomène défini sur le plan du bâtiment.

 Sans porter atteinte à cette disposition, amener le cercle jusqu'à la façade à déterminer, de sorte à ce qu'il la tangente, le cercle étant placé vers l'intérieur du bâtiment.

 Lire la classe de façade correspondant au secteur dans lequel se situe le point de tangence.



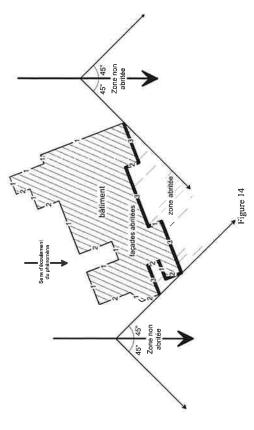
Après application à toutes les façades du bâtiment, on obtient la classe de chaque façade, tel que figuré ci-dessous :



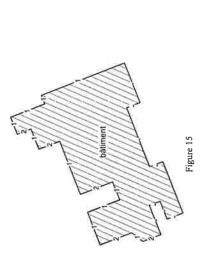
Modification n'T du PPR de Modane - sous-de

c) zones abritées

- Disposer le transparent correspondant à la figure. A sur le plan du bâtiment.
 Faire en sorte que la flèche de la figure, représentant le sens d'écoulement du phénomène, soit parallèle et de même sens que le sens d'écoulement du phénomène défini sur le plan du bâtiment.
 - Sans porter atteinte à cette disposition, amener une des deux droites obliques jusqu'à un angle saillant de fâçade, de sorte à ce qu'elle le tangente, la figure étant placé vers l'extérieur du bâtiment.
 La détermination des fâçades abritées est immédiate.



On obtient la classification des façades figurée ci-dessous :

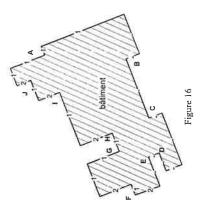


Les façades abritées n'ont pas à être renforcées, et elles ne sont done pas caractérisées par une classe de fâçade.

d) dièdres rentrants

Les dièdres rentrants concernés par une majoration des contraintes sont ceux qui sont toumés vers le sens d'écoulement du phénomène naturel. Ils comportent des façades exposées. Il n'y a donc pas lieu d'appliquer ce qui suit aux dièdres rentrants B, C, D et E, composés de façades

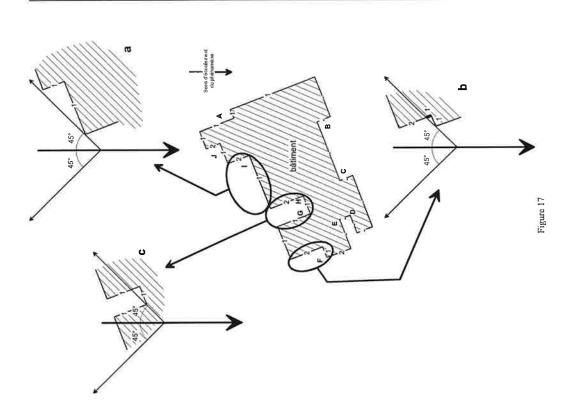
On remarque que les dièdres rentrants A et G sont composés de deux façades de classe 1. Il n'est donc pas nécessaire non plus de leur appliquer ce qui suit.



Disposer le transparent correspondant à la figure B sur le plan du bâtiment.

- Paire en sorte que la Dèche de la figure, représentant le sens d'écoulement du phénomène, soit parallèle et de même sens que le sens d'écoulement du phénomène défini sur le plan du bâtiment.

droites obliques jusqu'à l'extrémité de la façade la plus exposé du dièdre, de sorte à ce qu'elle la - Sans porter atteinte à cette disposition, pour chaque dièdre rentrant concerné, amener une des deux tangente, la figure étant placé vers l'extérieur du bâtiment (cf. figure 17).



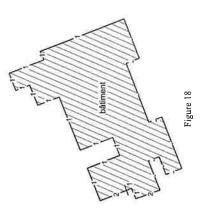
On voit sur la figure 17a que la façade de classe 2 est sintée «sous» la droite oblique. Cette façade est incluse dans la zone d'accumulation de matériaux contre la façade de classe 1. Elle pourra donc être soumise à des contraintes équivalentes à celles de la façade de classe 1. La façade initialement de classe 2 sera donc «reclassée» en 1.

On voit sur la figure 17b qu'une partie de la façade de classe 2 est située «sous» la droite obtique. Cette partie de façade est incluse dans la zone d'accumulation de matériaux contre la façade de classe 1, Elli poutra donc être soumise à des contraintes è quivalentes à celle de de la façade de classe 1, cette partie de face de la façade de classe 1.

Cette partie de façade initialement de classe 2 sera donc «reclassée» en 1. La partie de façade située «au-dessus» de la droite oblique demeurera de classe 2. On voit sur la figure 17c qu'une partie de la façade de classe 2 est située «sous» la droite oblique. La contiguïté des dièdres rentrants G et H constitue un piège à matériaux.

Pour cette raison, la totalité de la façade initialement de classe 2 sera «reclassée» en 1.

Au final, on obtient la classification des façades figurée ci-dessous :



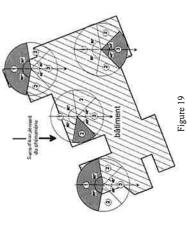
1.1.5- Mode opératoire propre aux avalanches de type aérosols

- a) suivre le mode opératoire commun défini au § 1.1.2.

- b) classes de façades

Pour chaque façade à déterminer ;

- Disposer le transparent sur lequel figure le cercle C sur le plan du bâtiment.
- Faire en sorte que la flèche du cercle, représentant le sens d'écoulement du phénomène, soit parallèle
- et de même sens que le sens d'écoulement du phénomène défini sur le plan du bâtiment. Sans porter atteinte à cette disposition, amener le cercle jusqu'à la façade à déterminer, de sorte à ce qu'il la tangente, le cerele étant placé vers l'intérieur du bâtiment.
 - Lire la classe de façade correspondant au secteur dans lequel se situe le point de tangence.



Après application à toutes les façades du bâtiment, on obtient la classe de chaque façade, tel que

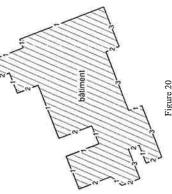


Figure 20

- c) zones abritées

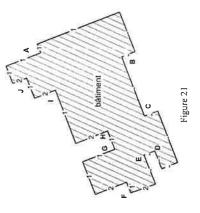
Les obstacles ont peu d'influence sur les avalanches de type aérosols qui ont un mode d'écoulement proche de celui des gaz.

La délimitation de zones abritées ne s'applique donc pas aux phénomènes de type aérosols.

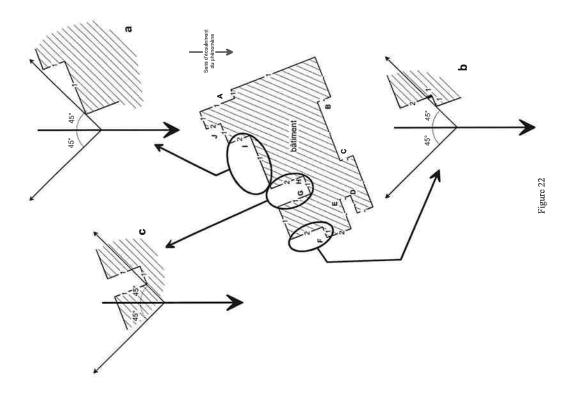
- d) dièdres rentrants

Les dièdres rentrants concernés par une majoration des contraintes sont ceux qui sont tournés vers le sens d'écoulement du phénomène naturel, et qui subissent donc des contraintes en surpression.

Il n'y a donc pas lieu d'appliquer ce qui suit aux dièdres rentrants B, C, et E, comportant une façade qui ne subira que des contraintes en dépression.



- Disposer le transparent correspondant à la figure B sur le plan du bâtiment.
- Faire en sorte que la flèche de la figure, représentant le sens d'écoulement du phénomène, soit parallèle et de même sens que le sens d'écoulement du phénomène défini sur le plen du bâtiment.
- Sans porter atteinte à cette disposition, pour chaque dièdre rentrant concerné, amener une des deux droites obliques jusqu'à l'extrémité de la façade la plus exposé du dièdre, de sorte à ce qu'elle la tangente, la figure étant placé vers l'extérieur du bâtiment (cf. figure 22).



On voit sur la figure 22a que la façade de classe 2 est située «sous» la droite oblique. Cette façade est incluse dans la zone d'accumulation de matériaux contre la façade de classe 1. Elle pourra donc être soumise à des contraintes équivalentes à celles de la façade de classe 1.

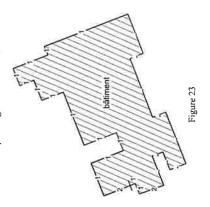
La façade initialement de classe 2 sera donc «reclassée» en 1,

On voit sur la figure 22b qu'une partie de la façade de classe 2 est située «sous» la droite oblique.
Cette partie de façade est incluse dans la zone d'accumulation de matériaux contre la façade de classe I., Elle pourta donc être soumise à des contraintes è quivalentes à celles de la façade de classe I. Cette partie de façade initialement de classe 2 sera donc «reclassée» en 1.
La partie de façade située «au-dessus» de la droite oblique demeurera de classe 2.

On voit sur la figure 22c qu'une partie de la façade de classe 2 est située «sous» la droite oblique. La contiguïté des dièdres rentrants G et H constitue un piège à matériaux.

Pour cette raison, la totalité de la façade initialement de classe 2 sera «reclassée» en 1.

Au final, on obtient la classification des façades figurée ci-dessous



1.1.6 - Mise en œuvre pratique pour les cas particuliers

Une zone peut être concernée par plusieurs fiches de type "écoulement de surface à forte charge solide". On procède alors à l'application successive du contenu de chacune d'entre elles, et on retient les dispusitions les plus contraignantes.

Exemple:

Une zone est concernée par des chutes de blocs et une avalanche aérosof, les deux phénomènes ayant le même sens de propagation.

La fiche concemant les chutes de blocs indique la possibilité de zones abritées

La fiche concernant l'aérosol indique qu'aucune zone abritée n'est possible. On appliquera aux façades abritées des impacts de blocs les mesures concernant l'aérosol.

1.2 - Renforcement des toitures

Les renforcements de toitures concernent les bâtiments situés dans des zones soumises à des écoulements de surface à forte charge solide.

La stratégie de protection consiste à renforcer la toiture de façon à ce qu'elle résiste à la pression dynamique exercée par le phénomène naturel. Comme cola a déjà été dit pour les façades, les facteurs de variabilité du sens d'écoulement d'un phénomène naturel rendent illusoire la détermination précise de cette pression à l'échelle de la parcelle.

Ainsi pour le renforcement des toitures, deux composantes de la pression dynamique sont définies :

- une composante principale, conforme au sens d'écoulement général du phénomène, lui-même parallèle à la pente,

- une composante latérale, horizontale, dirigée vers l'intérieur et/ou l'extérieur du bâtiment, et perpendiculaire à la composante principale, Chacune de ces composantes se décompose en termes d'effort normal et d'effort tangentiel pour chaque oan de toiture. Sur l'exemple ci-dessous, la composante principale se décompose en un effort normal (En) et un effort angentiel (Et).

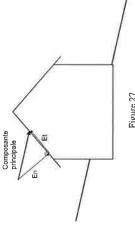


Figure 27

Dans le cas particulier des avalanches, une composante supplémentaire est définie :

- la composante verticale, dirigée vers le haut.

Elle correspond à la poussée ascensionnelle mesurable au front d'un nuage aérosol ou lorsqu'un écoulement dense se trouve bloqué contre un obstacle de type façade.

Tout pan de toiture touché par un phénomène est concerné dans sa totalité par les prescriptions,

de boue) n'est pas intégré ioi, compte tenu notamment de la grande variabilité de ces surcharges en fonction de l'inclinaison des pans de toiture. Leur prise en compte au niveau du projet relève de la Le renforcement des toitures vis à vis d'éventuelles surcharges statiques (dépôts d'avalanche, de roche ou responsabilité du maître d'ouvrage.

1.3 - Unités de mesure des pressions

Pour les phénomènes de type écoulements de surface, une des stratégies de protection consiste à renforcer les façades des bâtiments exposés.

Ces renforcements sont définis dans les fiches réglementaires en terme de résistance à des pressions dynamiques d'impact exercées par les écoulements sur les façades,

L'unité internationale de mesure des pressions est le Pasca! (abréviation Pa) ; compte tenu des pressions développées par les phénomènes naturels, les valeurs de pressions sont exprimées en kiloPascal (abréviation kPa).

1 kPa équivaut à environ 100 kg/m² ou 100 daN/m²; 10 kPa équivalent à environ 1 tonne/m².

daN/m²	100	300	200	1000	3000
Tonnes/m ²	0,1	0,3	0.5	1	3
kPa	1	3	5	10	30

1.4 - Etudes concernant les risques de déformation du sol

Les liches traitant de ces risques, en 3.5 ci-avant, peuvent faire référence à des études de niveau G11 ou G12. Cette classification des études est celle figurant dans le tableau 2 – classification des missions type d'ingénierie géotechnique, reproduit ci-après, de la nonne NF P 94-500 révisée en 2006.

Extrait de la norme NF P 94-500 révisée en 2006

4. Classification et enchaînement des missions types d'ingénierie géotechnique

Tout ouvrage est en interaction avec son environnement géotechnique. C'est pourquol, au même titre que les autres ingénieries, l'ingénierie géotechnique est une composante de la maîtrise d'œuvre indispensable à l'étude puis à la réalisation de tout projet. Le modăte geologique et le contexte geotechnique général d'un site, définis lors d'une mission géotechnique préliminaire, me peuvant savir q'ui identifier des risques potentiels lies aux a dates godiques du site, l'útudo de lura conséquences et leur réduction éventuelle ne peu tiér te liet que lors d'une mission géotechnique su stade de la mise au point du projet: en affet es contraintes géotechniques de site sont conditionnées par la nature de l'ouvrage et variables dans le temps, puisque les frontaines géotechniques et experiment en fonction des sollicitations auxquelles elles sont sourniese, (geométra le rouvrage et louvrage), interestination géotégiques se compountent différentement en fonction des sollicitations auxquelles elles sont sourniese, (geométra le rouvrage, intensité et duée des efforts, cycles d'innatiques, procédes de construction, phasage

L'ingénierie génechnique doit donc être associée aux autres ingénieries, à toutes les étapes successives d'étude et de l'abilistion d'un projet, et annis contribuer à une gation efficace des inques genologiques afin de fiabiliser le détai d'execution, le coût réale et la qualité des ouvrages géolechniques que comporte le projet.

L'enchaînement et la définition synthétique des missions types d'ingénierle géolechnique sont donnée dans les tableaux 1 et 2. Les élements de chaque missions sont spécifies dans les chaptines 7 à §. Les oxigences qui y sont présentées sont à presetter pour chacure de suinssions, en plus des exigences génerales décritées au chapitre 5 de la présente norme. L'objectif de chaque mission, ainst que ses limitées, sont rappéles en tété de chaque chaptire. Les éléments de la prestation d'investigations géolechniques sont spécifies au chaptire 6.

Tableau 1 – Schéma d'enchaînement des missions types d'ingénierie géotechnique

sire se avaux		risques liés aux aléas géologiques	géotechniques
Avant projet Assistance aux Contrats de Travaux (ACT) Exécution	chnique de site (G11)	Premlère identification des risques	Fonction des données existantes
Projet Assistance aux Contrats de Travaux (ACT) Exécution	Étude géotechnique d'avant- projet (G12)	identification des aleas majeurs et principes généraux pour en limiter les conséquences	Fonction des données existentes et de l'avant- projet
Execution	Élude géotechnique de projet (G2)	Hantification des niess importants et dispositions pour en réduire les consequences	Fonction des choix constructifs
	otechniques	Identification des aleas résiduels et dispositions	Fonction des méthodes de construction mises en œuvre
4	géotachnique (G4)	consequences	Fonction des conditions rercontrées à l'exécution
Cas Eutre a un ou Diagnostic géotechnique particulisr géotechniques (G5)	éotechnique	Analyse des risques llés à ce ou ces eléments gectechniques	Fonction de la spècificité des élèments étudlés

Tableau 2 - Classification des missions types d'ingénierie géotechnique

Lendralinement des missions d'orgénente géobrahnepe det suives les étapes d'autocration et des naissations de sout projet pour contribuir à mission et manifes été expense géobrahement. Chique mission s'appus en ces revésigablemes geberahements apérilier per paparéent au maître d'annagès ou à éten mandratier et weiler à le réplantaire mandre det coules été missions par veni ingéneure géoratroque.

ETAPE 1 : ÉTUDES GÉOTECHNIQUES PREALABLES (G1)

suities, deless et coòls d'exécution des ouvrages géotectruques qui entre dans le cadre. d'une 2) Elies sont normalement à la change du maître d'ouvrage. Ces musulos autherit acum approve (vitage 2) Elina sont normalament un mission d'étade gelooderation de projet (vitage 2) Elina sont normalament (ETUDE GEOTECHINIQUE PRELIMINAIRE DE SITE (G11) ETUDE GEOTECHINIQUE PRELIMINAIRE de prémie à termet.

Ele ast réalisée au stude d'une étude préliminaire ou d'esquisse et bermit une prentée identification des flaques phologoques d'un site. L'étre une requide doctumentaire du le cattle platéering selection de site et l'osablece d'accernation de la contraction de la

Identification des raques.

ETUDG EGOTECHIQUE D'AVANT PROJET (G12)

ETUDG EGOTECHIQUE D'AVANT PROJET (G12)

ETUDG EGOTECHIQUE D'AVANT PROJET (G12)

ETUDG EGOTECHIQUE D'AVANT PROJET (E12)

ETUDG EGOTECHIQUE SI PROJET (E12)

ETUDG ETUDG

nappes el avoisinants) Celle étude sera obligatoirement complétée lors de l'étude géotechnique de projet (étape 2)

ETAPE 2: ÉTUDE GÉOTECHNIQUE DE PROJET (G2) Etw unst réalisses pour défait le projet des ovvrages géotechniques

Exer will relative pour definir in projet the covrages protectiveness et permet de réduire les conséquences des risques géologiques Phase Projet :

Loffini, un programme d'investigations géolostiniques pabolique, le réalieser us en assuret le suivi detrique, en exploirer les résulais.

- Fournir une synthése actuales du site et les nobles berhinteues d'ornal les authorites e deviculann proposées pour les ouvrages géolectriques (notamment l'entrassements, soutiemente, fordations, deposations viva-vive des nappres et avoisitaire) et les valuens exulte authorites et actual de dimensionement invosat projet.

- Fournir une approche des quantités délations de passulon des conséquences des

hiques geologiques résiduels. Phase Assistance aux Confuts de Travaux - Elotir les documents nécessaires à la consultation des entrepness pour l'exécution des ouvrages géolechniques (plans, notices fectinques, cadre de bodiseau des prix et d'estimati, planning prévisionnel)

-Assister le client pour la sélection des entreprases et l'arabyse liechnique des offres.

ETAPE 3 : EXECUTION DES OUVEAGES GEOTECHNIQUES (G3 et G4, distinctes et simultanées)

ETUDE ET SUNI GÉOTECHNIQUES D'EXÉCUTION (G3)

Se déroulant en 2 phases interadives et indissociables, elle permet de rédure les neques résiduels par la mise en œuvre à tamps de mesures d'adaptation ou d'optimisation. Elle est nomineament conflée à l'entrepreneur.

Phase Etude

Definr un programme d'urestigations géolectrinques spécifique, le réaliser ou en assurer le suni letrique, en exploiter les residibles. Lodier dens le défieil les ouvrages géolectriques, chainment validation des hyboleses géolectriques, et démaisonnement (s'éclade justificates) métres le cardiorer de écocionn présentes suives, condéties, aucoultations in fortulen des valeurs seuls associées, possiblers computéries compétimentaires éventuelles), élaborer le dissaire géolectrique d'axicolutor.

Name is programme daugration at translation des ouvrages géoloéchiques, déclercher si nécessaire les dispositions constructives prédétinis en prinse situit de la contraction
Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage. Il peut être nécessaire de prodéder, de façon strictement limitaine, à faute d'un ou plouseurs éterneints gebiechniques spécifiques chars le cadre d'une mission punctuelle – Définir, agrès enquête documentaire, un programme d'investigations géolechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suni lechniques apécifique, le réaliser ou en assurer le suni lechnique an en apullais.

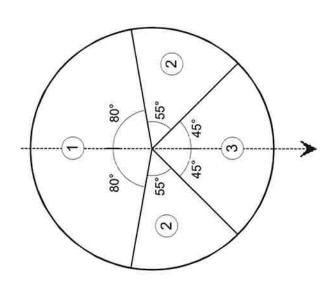
- Euclider un nu plusialeus elekments geniechm_ivas spacificans (gar example soudenament, rabattenent, causes gedechariques d'un desantre) et euclider un trapissation de son de monte elektroniques de despectoriques as sans aucune implication dans et aluces ejectoriques de regies et projet eletro. Des electroniques de projet eletro de sous de la projet eletronique, si on diagnostic conduit à modifier ou réaliser des travaux.

A noter que les études préliminaires de niveau G11 demandées dans le présent PPR n'impliquent pas nécessairement la réalisation de sondages, d'essais et de mesures géotechniques si l'objet des travaux ne le justifie pas.

1.5 – Figures reproductibles pour la détermination des classes de façades, des zones abritées et des zones de majoration des contraintes sur les dièdres rentrants

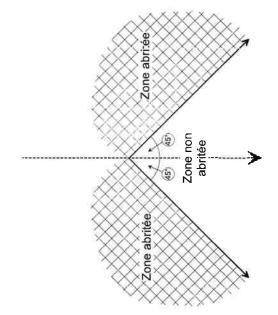
Ces sigures pourront être photocopiées sur supports transparents afin de les superposer aux plans masses.

Cercle C (C comme Classes de façades)



Sens d'écoulement du phénomène

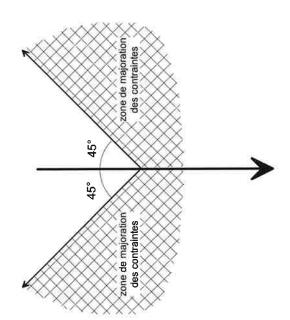
Figure A Détermination des zones abritées



Sens d'écoulement du phénomène

Modification n' du PPR de Modane – sous-dossier B – règlemenl – novembre 2010

Figure B
Dièdres rentrants
Détermination des zones
de majoration des
contraintes



Sens d'écoulement du phénomène



ATTESTATION

D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE Contrat n: 10592956604

Responsabilité civile Professionnelle Diagnostiqueur technique immobilier

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 NANTERRE Cédex, attestons que :

ACCORD DIAG 73
59 IMPASSE DES BALCONS DU GRANIER
73800MYANS
Adhérent n°208

A adhéré par l'intermédiaire de LSN Assurances, 39 rue Mstislav Rostropovitch 75815 Paris cedex 17, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n°10592956604,

Garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile Professionnelle de la société de Diagnostic Technique en Immobilier désignée ci-dessus dans le cadre des activités listées ci-après, sous réserve qu'elles soient réalisées par des personnes disposant des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'Accréditation, d'Agrément au sens contractuel.

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à :
500 000 € par sinistre et 1 000 000 € par année d'assurance.

LA PRESENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025 INCLUS SOUS RESERVE DES POSSIBILITES DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNEE D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET DES CONDITIONS DU CONTRAT AUXQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NANTERRE le 12/12/2024 Pour servir et valoir ce que de droit. POUR L'ASSUREUR : LSN, par délégation de signature :

CS 40020 {78017 PARIS RCB Petra 386 J23.869 - NYORIAS 07 900 4

Liste des activités garanties

Sous réserve de disposer des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'Accréditation, d'Agrément au sens contractuel. (C = certification de compétence / F = attestation de formation / AC = accréditation / A = Agrément).

CATEGORIE 1 couvrant les activités couramment exercées par les diagnostiqueurs immobiliers.

- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE sans mention), C
- Diagnostic de performance énergétique des maisons individuelles (DPE sans mention), C
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) (plomb sans mention), C
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante (amiante sans mention), C
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante sans mention), C
- Dossier technique amiante (amiante sans mention), C
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment, C
- Etat parasitaire, insectes xylophages et champignons lignivores dont Mérule, C termites et F Termites ou F
 Insectes Xylophages et champignons lignivores pour les non certifiés Termites.
- Diagnostic Mérule F (car non pris en compte dans la certification Termites)
- L'état de l'installation intérieure de gaz, C
- L'état de l'installation intérieure d'électricité, C
- L'état d'installation d'assainissement non collectif, F
- Assainissement collectif, F
- L'état des risques et des pollutions (ERP),
- L'Etat des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL),
- L'information sur la présence d'un risque de mérule,
- Certificats de surface Bien à la vente (Loi Carrez), F
- Certificats de surface Bien à la location (Loi Boutin), F
- Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,
- Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- Diagnostic humidité,
- Etats des lieux locatifs (des parties privatives),
- Assistance à la livraison de biens neufs,
- Activité de vente et/ou installation des détecteurs avertisseurs autonomes de fumée (DAAF) sans travaux d'électricité et sans maintenance,
- Certificat de logements décents, Normes d'habitabilité [notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Robien, Scellier, Prêts conventionnes – prêts à taux zéro –, F
- Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. C (DPE sans mention)
- DPE en vue de l'obtention d'un Prêt à taux zéro (DPE sans mention), C
- Vérification de l'installation électrique du logement dans le cadre du télétravail, C
- Le carnet d'information du logement (CIL),
- Les Plans et Croquis de l'Avant-Projet Sommaire (APS), à l'exception de toute activité de conception et de realisation de travaux
- L'état des arrêtés pris au titre de la police de la sécurité et de la salubrité des immeubles, locaux et installations (titre ler du livre V du CCH),
- Certificat attestant la conformité de l'appareil de chauffage au bois aux règles d'installation et d'émission fixées par le représentant de l'Etat dans le département.
- Mesurage de la surface au sol des locaux tertiaires, F
- Audit énergétique, C

CATEGORIE 2 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités de la catégorie 1

- Audit énergétique pour copropriété. F
- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE avec mention), C
- DPE projeté pour les Maisons individuelles (sans mention)
- DPE projeté pour les immeubles collectifs (avec mention)
- Diagnostic de risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP) (plomb avec mention), C
- Constat après travaux Plomb, C (sans mention)
- Diagnostic de mesures surfaciques des poussières de plomb, C (sans mention)
- Recherche de plomb avant travaux, avant démolition (CREP avec ou sans mention), C
- Diagnostic du plomb dans l'eau,
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante avec mention), C
- · Constat visuel amiante de première et seconde restitution après travaux, C (amiante avec mention),
- Dossier technique amiante (amiante avec mention). C
- Diagnostic amiante avant démolition, C (avec mention)
- Diagnostic amiante avant travaux (RAAT), F SS4 et quantification du volume de matériaux et produits contenant de l'amiante, F
- Bilans thermiques : par infiltromètrie et ou thermographie infrarouge,
- Réalisation de tests d'infiltromètrie et ou thermographie infrarouge selon le cahier des charges RT 2012, F
- Légionellose sauf exclusions ci-après,
- Diagnostic accessibilité handicapé dans les établissements recevant du public, (ERP, IOP, Y), F
- Diagnostic radon, F
- Dépistage radon, A (Autorité de Sûreté Nucléaire)
- Calcul des millièmes de copropriété et état descriptif de division. F
- Diagnostic Technique Global (DTG), F BAC+3 dans le domaine Technique du Bâtiment ou VAE équivalente, sous les réserves suivantes :
 - L'adhérent exerce le diagnostic technique global tel que prévu par l'article L 731-1 du code de la construction et de l'habitation,
 - L'adhérent dispose des compétences prévues par le décret 2016-1965 du 28 décembre 2016,
 - Dont l'activité ne peut en aucun cas être assimilable à une mission de maitrise d'œuvre.
- Projet de Plan Pluriannuel des Travaux du bâtiment, F BAC+3 dans le domaine Technique du Bâtiment ou VAE équivalente.

Cette activité ne peut **en aucun cas** être assimilable à une mission de maitrise d'œuvre. Dans le cas contraire, aucune garantie ne sera accordée.

CATEGORIE 3 couvrant les activités suivantes EN SUS des activités des catégories 1 et 2

- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public :
 - Voie 1: AC (COFFRAC)
 - Voie 2: F
- Diagnostic amiante sur enrobés, Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP), C avec mention ou F SS4 pour les certifiés sans mention,
- Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments (certification Amiante avec mention + attestation de formation Diagnostic des déchets PEMD)
- Diagnostic déchets de chantier (article R111-43 à R111-49 du CCH), F
- Diagnostic Technique SRU, F BAC+3 dans le domaine Technique du Bâtiment ou VAE équivalente
- Diagnostic Eco prêt, F
- Evaluation immobilière en valeur vénale et en valeur locative, F
- Diagnostic acoustique, F
- Document d'information du Plan d'Exposition au Bruit des Aérodromes dit PEB,
- Etat des nuisances sonores aériennes (ENSA),
- Formation, Auditeur dans le cadre des activités garanties dans le présent contrat,
- Prélèvement d'air pour mesure d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis et prélèvement d'air pour mesure des niveaux d'empoussièrement de fibre d'amiante au poste de travail :
 AC+F
 - Les mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis (LAB REF 26 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements),
 - Les mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante au poste de travail (LAB REF 28 partie stratégie d'échantillonnage et prélèvements).
- Radon hors règlementation, F
- Diagnostic de mise en sécurité des ascenseurs hors préconisation de travaux,
- Coordonnateur SPS. F
- Diagnostic de repérage amiante sur navires battant pavillons français, AC
- Etude thermique RT 2012 et RE 2020, F
- Etats des installations intérieures d'électricité dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques (sécurité au travail), AC
- Expertise technique en matière d'assurance pour le compte des assurés et des assureurs.
- Diagnostic en contrôle technique immobilier.
- Missions de vérifications et de mesures des systèmes de ventilation mécanique dans les bâtiments résidentiels dans le cadre de la RE 2020 et ses labels Associés, certificat de qualification délivré par QUALIBAT dans le cadre de la Norme 8741



La certification de compétence de personnes physiques est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

FOURY Stéphane

sous le numéro 23-1987

opérateur de immobiliers

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

Prise d'effet : 20/01/2023

Validité: 19/01/2030

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

Prise d'effet : 20/01/2023

Validité: 19/01/2030

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

DPE individuel

Prise d'effet : 23/02/2023

Validité: 22/02/2030

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

Prise d'effet : 23/02/2023

Validité: 22/02/2030

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

CREP

Prise d'effet : 20/01/2023

Validité: 19/01/2030

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

Termites

Prise d'effet : 20/01/2023

Validité: 19/01/2030

Métropole

Zone d'intervention : France métropolitaine

Arrêlé du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

Electricité

Prise d'effet : 23/02/2023

Validité: 22/02/2030

Arrèté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

23-1987 - v2 - 23/02/2023



Véronique DELMAY aire des certifiés

Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06



Deja plus de 15 années d'expérience à votre service

Attestation sur l'Honneur

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° 2025-03-20-SFO-12251 relatif à situé bettets bâti visité 20 Rue l'immeuble au Valfréjus-Rés. le Cheval Blanc- escalier B- 73500 MODANE.

Je soussigné, FOURY Stéphane, technicien diagnostiqueur pour la société ARLIANE Savoie - Accord Diag 73 atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir:

Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
DPE	FOURY Stéphane	ABCIDIA CERTIFICATION	23-1987	12/02/2030 (Date d'obtention : 23/02/2023)
Electricité	FOURY Stéphane	ABCIDIA CERTIFICATION	23-1987	22/02/2030 (Date d'obtention : 23/02/2023)

- Avoir souscrit à une assurance (AXA n° 10592956604 valable jusqu'au 31/12/2025) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à SAINT-BALDOPH, le 20/03/2025



Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesqueis il fui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

**Lorsque le propriétire charge une personne d'établir un dessier de diagnostic technique, celle-ci jui remet un document par lequel elle atteste

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »